

PRÉSIDENTICE

Le Président Tebboune reçoit une délégation du Front El-Moustakbal

P. 24

LIBYE

Boukadoum : «Le peuple libyen, seul habilité à choisir qui le représente»

P. 24

SOMMET DE L'UA

“Le noble objectif de faire taire les armes en Afrique est réalisable”

P. 14

PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT À L'APN Entre l'aspiration à une Algérie nouvelle et l'impératif de dépasser une "situation critique"

Comme stipulé par l'article 94 de la Constitution, Abdelazizi Djerad a entamé hier la présentation des grands axes du plan d'action du gouvernement, pour approbation par le Parlement. Outre un premier volet relatif aux réformes législatives et institutionnelles, destinées à asseoir de nouvelles méthodes de gouvernance des affaires publiques, le texte gouvernemental consacre une partie importante aux politiques publiques tracées pour sortir le pays d'une crise économique et financière jugée par Djerad de "critique mais surmontable". Les autres volets sont consacrés, respectivement au développement humain, à la dynamisation de l'action diplomatique ainsi qu'au renforcement des capacités de défense et de sécurité. Après débat, le Premier ministre interviendra demain pour répondre aux interrogations des députés, avant la séance de vote.

P.p 3-24



ENERGIE

“Le gouvernement vise une augmentation des capacités de raffinage à 35 millions tonnes/an horizon 2024”

P. 6

COMMUNICATION

Belhimer annonce un atelier consacré à l'avant-projet de loi sur la presse électronique pour le 20 février

P. 24

BLIDA:

Saïd Bouteflika, Mediène et Tartag condamnés à 15 ans de prison ferme, Hanoune libérée

P. 4

SANTÉ

AVC :
Les traitements progressent

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (18^e JOURNÉE):
“Le 5-Juillet rouvrira lundi à l'occasion du derby CRB-NAHD”

P. 21



SONELGAZ

Bientôt un compteur électrique intelligent “made in Algeria”

P. 24

SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Algérie Télécom se dote d'un centre pour faire face aux cyber-attaques

P. 16

MINISTÈRE DU COMMERCE

Numéro vert pour signaler tout dépassement ou pratique néfastes pour les consommateurs

Le ministère du Commerce met à la disposition des citoyens le numéro vert 1020 pour signaler tout dépassement ou pratique néfastes commis par les commerçants, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. Cette mesure permettra de signaler tout dépassement concernant les produits de large consommation ainsi que les pratiques portant atteinte à la santé et à la sécurité des consommateurs, a précisé le communiqué. La même source a fait état également de l'enregistrement, en 2019, de 459 appels pour des plaintes de citoyens, lesquelles ont permis l'ouverture d'enquêtes et l'intervention des agents de contrôle.



Le nombre d'infractions constatées, ajoute la source, s'est élevé à 127, dont 11 relatifs à l'exercice d'activité commerciale fixe sans registre de commerce, 18 au non-respect de la réglementation des prix, 17 au non-respect des conditions d'hygiène sanitaire, et 13 autres en rapport avec la non conformité du produit. Il s'agit, en outre, de 11 infractions pour exposition de produits en dehors des locaux commerciaux, 06 pour défaut d'affichage des prix. Par ailleurs, le nombre de procès-verbaux dressés par les équipes de contrôle a atteint 118, a indiqué la même source, faisant état de 511 kg de produits saisis et de 36 propositions de fermeture administrative.

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

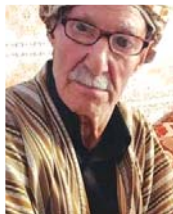
L'opération pour enfants "Un livre contre un spectacle" rééditée en mars à Alger

Une nouvelle édition de l'opération à destination des enfants "Un livre contre un ticket de spectacle" sera organisée en mars prochain à Alger par le Théâtre régional d'Oran "Abdelkader Alloula" (TRO), a annoncé hier le directeur de cette structure culturelle. La réédition de cette initiative est prévue en mars prochain au Théâtre municipal d'Alger-centre qui accueillera, durant une semaine, plusieurs productions du TRO destinées aux enfants", a précisé à l'APS Mourad Senouci. Il s'agit de la 3ème édition de cette action dont l'objectif est de "recueillir un maximum de livres pour enfants en perspective de la création d'une bibliothèque pour enfants au Centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha d'Alger", a expliqué M. Senouci. La première édition de cette opération avait permis, en 2018, la dotation de la bibliothèque de l'hôpital pédiatrique de "haï El-Menzah" (Canastel) à Oran d'un fonds riche de 3.000 ouvrages, a-t-il rappelé. La deuxième édition, organisée en décembre dernier lors de la manifestation "Vacances au théâtre", a donné lieu à la collecte d'un millier de livres qui ont enrichi le fonds de deux bibliothèques communales situées à Gdyl et Hassi Mefsoukh, dans la wilaya d'Oran.

Plusieurs spectacles à succès, produits ou coproduits par le TRO, seront à l'affiche du Théâtre d'Alger-centre dans le cadre de la semaine oranaise. Cet événement qui coïncidera avec la période des vacances scolaires du printemps, verra l'animation, à raison de deux séances quotidiennes, de "kittar Eddounia", "Sindbad", "Ennahla", "Pinnocchio" et "Garagouz oua el-arousette", a fait savoir le directeur du TRO.

Décès du poète du patrimoine populaire oranais Mekki Nouna

Le poète du patrimoine populaire oranais Mekki Nouna s'est éteint dans la nuit de lundi à hier à l'âge de 88 ans suite à une longue maladie a-t-on appris hier du milieu artistique local. Le défunt, célèbre sur la scène artistique et culturelle d'Oran, fut l'une des figures de proue en poésie du "Melhoune" et du folklore oranais. Il est décédé au CHU d'Oran où il était hospitalisé depuis quelques jours. Les parcours artistique du poète populaire défunt fut très riche et plein de poésies inspirées du patrimoine oranais et sur les personnalités révolutionnaires et historiques de la ville ainsi sur le parcours du club MCO de part son attachement à ce club de foot-ball. L'artiste a écrit de nombreux poèmes chantés par de célèbres artistes de la musique et la chanson oranaise comme Houari Benchenat, Mazouzi, et cheikh Fethi. La dépouille a été inhumée après la prière du Dohr au cimetière de Ain El-Beida.



AIN TÉMOUCHENT

Plus de 80 millions DA pour l'aménagement de 5 plages

Cinq plages de la wilaya d'Ain Temouchent ont bénéficié d'une enveloppe financière globale de 84 millions DA pour l'aménagement et la réhabilitation en préparation de la saison estivale 2020, a-t-on appris hier de la direction de la construction, de l'architecture et de l'urbanisme. Les travaux d'aménagement des plages de Madagh (Bouzedjar), Rachegoun, Sidi Djelloul (Beni Saf), Nedjma et El Mordjane (Terga), inscrits dans le cadre des opérations financées par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, seront mis en chantier prochainement en prévision de la prochaine saison estivale. Ils porteront sur l'aménagement des accès principaux à ces plages et un lifting pour leur donner un nouveau look avec une touche moderne qui contribue à la promotion de ces zones comme espaces d'attraction touristique, a-t-on indiqué. Il est prévu dans ce même cadre, la réalisation de deux parkings sur les plages de Madagh (Bouzedjar) et Sidi Djelloul (Beni Saf).

A noter que ces opérations d'aménagement viennent soutenir les communes côtières concernées pour aménager leurs plages afin de contribuer également à leur exploitation économique pour assurer des revenus au profit de ces collectivités locales.

SOUK AHRAS

Saisie de plus de 40 pièces archéologiques préhistoriques et arrestation de 2 personnes

Les éléments de la brigade économique et financière (section de lutte contre l'atteinte au patrimoine culturel) de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Souk Ahras ont saisi plus de 40 pièces archéologiques préhistoriques et arrêté deux personnes qui s'approprièrent à les vendre, apprenait-on hier du chargé de communication de la Sûreté de wilaya, le lieutenant Hamza Sassi.

Dans une déclaration à l'APS, la même source a précisé que ces mêmes éléments ont agi sur la base d'informations relatives à un trafic d'antiquités par deux suspects qui ont été arrêtés en flagrant délit de vente de pièces archéologiques.

La perquisition des maisons des suspects, après autorisation du procureur de la République, a permis de découvrir dans l'une des deux maisons 40 pièces archéologiques du patrimoine protégé par la loi. L'examen effectué par des experts du musée national de Cirta (Constantine) a révélé que ces pièces sont des outils taillés sur silex de la période préhistorique protégé en vertu de la loi sur le patrimoine culturel 04/98. Présentés à la justice pour "délit de vente et recel de biens culturels classés et trafic", les mis en cause ont été placés sous contrôle judiciaire, est-il indiqué.

ASSURANCES AGRICOLES

Sensibilisation des agrumiculteurs de l'Ouest à Tlemcen

Placée sous le thème "L'importance des assurances agricoles et les services offerts par cette mutuelle", l'UNSE rencontre technique, s'est déroulée, lundi en présence du DG de la CNMA, Cherif Benhabiles, dans une exploitation agricole à vocation agrumicole d'une superficie globale de 500. En marge de cet événement, la CNMA a offert des outils de travail pour les agrumiculteurs, soit des sécateurs et des pulvérisateurs nécessaires durant cette période d'activités culturelles.

Ces mesures d'accompagnement mis à la disposition des agrumiculteurs et offerts par la CNMA sont un moyen efficace pour gérer les risques liés aux activités agricoles permettant la maîtrise des techniques culturales, sachant que la mutualité agricole met à la disposition de ses assurés et sociétaires l'expérience de ses experts par des visites et des conseils périodiques pris en charge par la Caisse", a souligné le communiqué de la CNMA

ASTRONOMIE

Adrar : observation de la super-lune au campement "Thuraya"



Le phénomène de Super-Lune a été observé dans la région de Bouda, à l'ouest d'Adrar, dans le cadre des activités de la 3ème édition du campement "Thuraya" d'astronomie qui se poursuivait lundi dans la wilaya, ont indiqué les organisateurs.

L'observation, opérée dimanche dans la soirée lors d'une séance photos d'astronomie de trois heures, a été suivie par des membres de clubs d'astronomie issus de 10 wilayas à travers l'exploitation de technologies de pointe dans la prise d'images, ayant permis aux participants d'observer en direct le mouvement de la lune et les cratères lunaires, en sus de l'observation de deux astéroïdes autour de Venus, a indiqué la même source.

Initiée par l'association "Ibn El-Haythem" pour les sciences et l'astronomie de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, avec le concours de la direction de la jeunesse et des sports, de la ligue culturelle et scientifique et de l'association des jeunes créateurs de la wilaya d'Adrar, cette manifestation juvénile a donné lieu à des ateliers sur les techniques d'observation et de photographie astronomiques et la pédagogie de l'astronomie, a expliqué le président de l'association Zineddine Zeroual. L'évènement a également été couronné par la signature d'une convention entre la ligue culturelle et scientifique de la wilaya d'Adrar et le secteur de la jeunesse et des sports pour la création de clubs d'astronomie dans cette wilaya, une des wilayas du Sud connues pour l'observation des croissants lunaires.

Afin de vulgariser ses activités, l'association Ibn El-Haythem va organiser des manifestations similaires à Timimoun pour permettre aux amateurs et associations d'observer la planète Mercure et de vulgariser l'astronomie et les équipements d'observation des objets célestes, ont indiqué les organisateurs.

LAGHOUAT

Réalisation en 2019 de plusieurs projets pour l'amélioration des prestations de téléphonie et d'internet



Plusieurs projets visant l'amélioration des prestations de téléphonie et d'Internet ont été concrétisés l'année dernière dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris hier de l'entreprise Algérie-Télécom (A.T).

Il s'agit de la réalisation, dans le cadre du programme de l'entreprise portant développement et la généralisation des services de téléphonie et d'Internet, de 26 armoires téléphoniques et le raccordement de 4.170 nouveaux clients au réseau téléphonique fixe et de 3.935 nouveaux abonnés à l'Internet. Algérie-Télécom fait état également de la réalisation de 12 antennes pour le déploiement de la téléphonie et de l'Internet de 4ème génération (4G), à la satisfaction de 9.518 nouveaux abonnés, notamment à travers les régions dépourvues de lignes téléphoniques. Dans le but de promouvoir le service public et la hausse du débit de l'Internet, un réseau de 121 km de fibre optique a été réalisé l'année dernière à la faveur de 29 projets, y compris ceux de rénovation du réseau, en plus d'un linéaire de 20 km pour le raccordement de 18 institutions économiques et administratives. La direction d'A.T de la wilaya de Laghouat recense 45.653 abonnés au téléphone fixe et à l'Internet à haut débit, soit plus que prévu initialement dans le programme de l'entreprise.

PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT À L'APN M. Djerad expose les grandes lignes du plan d'action

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a entamé, hier matin à Alger, la présentation du plan d'action de son gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une séance plénière, présidée par M. Slimane Chenine, président de l'Assemblée et ce conformément à l'article 94 de la Constitution.

À l'issue de l'exposé du Premier ministre, les députés procéderont au débat général du plan d'action du gouvernement.

Le débat se poursuivra, aujourd'hui, par les interventions des présidents des groupes parlementaires.

La séance de demain sera consacrée aux réponses du Premier ministre aux questions soulevées par les députés lors du débat et au vote du projet de plan d'action du gouvernement. Le projet de plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République s'articule autour de cinq chapitres dont le premier est axé sur un nombre de lignes directrices, en l'occurrence la refonte du dispositif législatif d'organisation des élections, la



moralisation de la vie publique, la refonte de l'organisation et des modes de gestion de l'Etat et de ses démembrements et un exercice "plein" des droits et libertés. Le second chapitre traite de la réforme financière

et du renouveau économique. Il y est notamment question de la refonte du système fiscal, de l'instauration de nouvelles règles de gouvernance budgétaire, de modernisation du système bancaire et financier et

de développement de l'information statistique économique et sociale et de la fonction prospective. Le troisième chapitre est consacré, quant à lui, au développement humain et à la politique sociale.

Le quatrième chapitre porte sur la politique étrangère devant être "dynamique et proactive", alors que le cinquième est dédié au renforcement de la sécurité et à la défense nationale. Dans le préambule, le gouvernement souligne qu'il entend relever les défis que traduit parfaitement la vision globale de Monsieur le Président de la République, "vision nourrie des réalités politiques, économiques et sociales et inspirée des attentes exprimées, de manière claire et déterminée, par les citoyens et citoyennes".

"Le gouvernement œuvre à contribuer à l'édification d'une nouvelle Algérie à travers un pacte nouveau"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé hier à Alger que le gouvernement œuvre à contribuer "efficacement" à l'édification d'une nouvelle Algérie à travers un pacte nouveau englobant l'ensemble des aspects de la gouvernance politique, économique et sociale.

"Le gouvernement, sous la direction du Président de la République, Abdelmajid Tebboune, œuvre à contribuer de manière efficace à la construction d'un "new deal for a new Algeria" (un nouveau pacte pour une nouvelle Algérie) qui englobera l'ensemble des aspects de la gouvernance politique, économique et sociale, avec l'objectif de recouvrer la confiance de notre peuple en ses gouvernants et en ses institutions". A cet égard, le Premier ministre a souligné que "le rétablissement et le renforcement de la confiance entre le peuple et ses dirigeants passent par une démocratie basée sur les principes de l'alternance au pouvoir, le respect des libertés individuelles et collectives, la justice sociale et la consolidation de l'Etat de droit". Dans

le même contexte, il a affirmé que le gouvernement aspire à une "société dans laquelle il n'y aura pas de place pour les différences entre les Algériens, et ce quel que soit leur niveau social", ce qui permettra de "garantir à tout un chacun l'égalité des chances, dans le cadre d'un système démocratique consacrant l'indépendance de la justice et la légitimité des institutions". Il a ajouté que le gouvernement s'attellera à "assainir l'héritage désastreux" de la gouvernance des années précédentes par la "mise en place de nouvelles pratiques ouvrant la voie à un changement politique et économique auquel aspire le peuple algérien".

Le Premier ministre a souligné, à cet effet, que le "nouveau pacte" sera concrétisé à travers "la triptyque développement humain, transition énergétique et économie de la connaissance et numérique".

M. Djerad a relevé que l'Algérie a connu, au cours de ces dernières années, "une gestion catastrophique de l'Etat ainsi que des pratiques autoritaires ayant mené au

pillage et à la dilapidation des richesses du pays et à la destruction systématique de ses institutions et de son économie dans le but d'acquiescer ses biens".

Il a précisé que ces pratiques ont entraîné "la marginalisation des compétences nationales, sincères et honnêtes, déstabilisant ainsi les fondements même de l'Etat, et menaçant l'unité du peuple". Le Premier ministre a affirmé que cette "réalité amère" avait incité les Algériens, toutes franges confondues, à sortir le 22 février 2019 pour "condamner et rejeter cette tentative d'affaiblir notre pays" et empêcher par la même que "cette situation ne se reproduise plus".

M. Djerad a, en outre, indiqué que le peuple algérien revendique un "changement global du système qui est révolu et souhaite l'émergence de pratiques politiques saines et une véritable démocratie, ainsi qu'une gouvernance économique moderne et transparente, à même de prémunir le pays de la corruption, du népotisme et de la désinformation".

"Le gouvernement saura dépasser la situation économique et financière « difficile » de l'Algérie"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé, hier, lors de la présentation du plan d'action du Gouvernement devant l'Assemblée populaire nationale (APN), que grâce à son programme qui repose sur celui du Président de la République, le Gouvernement est capable de dépasser la situation économique et financière "difficile" de l'Algérie. "Le Premier ministre saura faire face, avec responsabilité et constance, à la situation difficile et délicate que connaît le pays au plan socio-économique", a déclaré M. Djerad, lors d'une plénière, présidée par M. Slimane Chenine, président de l'APN, en présence des membres du Gouvernement. Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement s'emploiera à "l'élimination des dérives ayant marqué la gestion des affaires publiques de l'Etat et des incidences négatives des forces inconstitutionnelles sur la décision politique et économique du pays", a-t-il soutenu. En termes de chiffres, le Premier ministre a fait savoir que la situation financière du pays demeurerait "fragile" et tributaire des fluctuations du marché mondial des hydrocarbures, ci-

tant "l'aggravation du déficit budgétaire en 2019, la hausse du déficit de la balance commerciale à 10 mds USD fin 2019, le recul des réserves de change de plus de 17 mds USD et la hausse de la dette publique intérieure qui a atteint 45% du PIB contre 26% en 2017", en sus de "l'incidence financière importante résultant des décisions et engagements pris en 2019, qui s'élève à 1.000 mds DA, en l'absence des financements nécessaires à leur couverture". En dépit des difficultés et de la situation complexe, le Gouvernement "n'a pas cédé au désespoir", grâce "aux profondes réformes politiques et socio-économiques" contenues dans le programme présidentiel, a affirmé le Premier ministre.

M. Djerad a fait part dans ce sens "de plans sectoriels d'urgence" à mettre en œuvre en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens, notamment dans les régions éloignées. Il a promis, en outre, une rupture avec "toutes les pratiques révolues dans la gouvernance politique et socio-économique, ayant mené, a-t-il dit, à une "destruction méthodique" des entreprises économiques et à

la marginalisation de compétences. Ces défis seront relevés grâce à une dynamique globale et "un nouveau pacte" qui sera concrétisé par "la triptyque développement humain, transition énergétique, et économie du savoir et du numérique" en vue de libérer les initiatives dans tous les domaines, a-t-il indiqué. Le premier ministre

a déclaré avec optimisme: "à l'instar de nos aïeux parmi la génération de Novembre qui ont pu réaliser, ce que beaucoup pensaient irréalisable, à savoir: l'affranchissement et l'indépendance, je ne doute point que la génération d'aujourd'hui est capable de remettre l'Algérie sur la voie du progrès et de la prospérité".

Un projet de loi de finances complémentaire 2020 pour annuler "des dispositions fiscales injustes"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a indiqué hier à Alger, que le gouvernement s'orientait vers l'élaboration d'un projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2020 en vue d'annuler "des dispositions fiscales injustes" contenues dans la loi de finances (LF) 2020. "J'ai proposé au président de la République la préparation d'un projet de loi de finances complémentaire en vue de traiter les dysfonctionnements contenus dans la LF2020", a déclaré le Premier ministre lors de la présentation du plan d'action du gouvernement devant les membres de l'Assemblée po-

populaire nationale (APN). Il a expliqué, dans ce cadre, qu'en vertu de ce PLFC, "des dispositions fiscales injustes envers les salariés exerçant au Sud et certaines professions libérales seront annulées". Des dispositions qui, a-t-il dit, tendaient "à semer la confusion". Le plan d'action du gouvernement visant la mise en œuvre du programme du président de la République a été présenté lors d'une séance plénière, présidée par M. Slimane Chenine, président de l'APN, en présence des membres du Gouvernement.

"Faire sortir le pays d'une situation "critique" vers une "nouvelle" ère, principal défi pour le Gouvernement"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé hier que l'un des principaux défis qui se posait pour le gouvernement était de faire sortir l'Algérie d'une situation politique et économique "critique" vers une nouvelle ère où le peuple "retrouve confiance" en ses institutions.

L'un des principaux défis pour le gouvernement est de "contribuer avec toutes les forces politiques et sociales ainsi qu'avec les élites nationales tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, à faire sortir notre pays d'une situation politique et économique critique vers une nouvelle ère où sera restaurée la confiance en les institutions de l'Etat, à travers de profondes réformes politiques et socio-économiques qui permettront à l'Algérie de surmonter sa crise", a souligné M. Djerad qui a présenté le plan d'action du Gouvernement devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN). Selon le Premier ministre, cet objectif sera atteint à la faveur de la mise en œuvre des mesures contenues dans le programme présidentiel, notamment en ce qui concerne la crédibilité de la vie politique ainsi que sa moralisation, l'efficacité de l'activité économique et la correction des disparités sociales".

Il a rappelé, à ce propos, que "le gouvernement œuvrera sans relâche à l'instauration d'une nouvelle culture politique en matière de gestion des affaires publiques, une politique rejetant toute sorte d'exclusion et basée sur le respect et la fidélité à ses engagements et aux promesses pris, outre l'adoption du dialogue et d'approches participatives".

Et d'ajouter: "Nous vouerons respect au peuple algérien qui a exprimé, en toute souveraineté et transparence, ses choix lors des élections précédentes. Affirmant que le gouvernement prônera le dialogue avec ceux qui ne partagent pas ses opinions et ses orientations, M. Djerad a dit que "notre histoire nous a appris que l'Algérie se construit avec les bras de ses enfants, quelles que soient leurs appartenances ou obédiences". Cette démarche, a-t-il ajouté, permettra, si Dieu le veut, de hisser notre pays au rang de la modernité en tant que pays émergent.

Ainsi, les nombreuses actions structurées marqueront la naissance de la nouvelle République, une République d'égalité devant la loi, une République de la parole crédible, une République où le travail bien fait ne serait pas un simple slogan, une République où le citoyen est souverain". En dépit de la situation difficile et complexe, a-t-il soutenu, "nous ne céderons pas au désespoir", car "à l'instar de nos aïeux parmi la génération de Novembre qui ont pu réaliser, ce que beaucoup pensaient irréalisable, à savoir: l'affranchissement et l'indépendance, je ne doute point que la génération d'aujourd'hui est capable de remettre l'Algérie sur la voie du progrès et de la prospérité". Sur les six axes contenus dans le plan d'action du Gouvernement, M. Djerad a mis l'accent sur "l'édification d'une Algérie nouvelle" à travers "une démocratie effective qui passe par la révision du dispositif légal encadrant le régime électoral, qui dictera à l'avenir des règles et des conditions strictes en vue de mettre fin à l'incidence négative de l'argent sale sur la vie politique, outre la mise en place de nouvelles règles garantissant la transparence du financement et le contrôle des campagnes électorales et des partis politiques favorisant l'émergence d'une nouvelle génération d'élus".

Il a également évoqué "la consolidation des libertés démocratiques à travers le renforcement des libertés de réunion et de manifestation et la promotion d'une société civile libre de toutes restrictions administratives", pour qu'elle soit, a-t-il dit, un véritable contre-pouvoir aux côtés de la presse et des médias dont la liberté, l'indépendance et le professionnalisme seront confortés".

Le plan d'action du gouvernement, premier du genre depuis l'élection présidentielle, vise "la consolidation de l'unité nationale à travers la consécration, la promotion et la protection des composantes de l'identité nationale, à savoir l'islam, l'arabité et l'amazighité ainsi que le renforcement du lien de notre peuple avec son histoire et sa culture ancestrale, outre l'ouverture sur les cultures, les civilisations humaines et les langues vivantes", a-t-il poursuivi. Le gouvernement s'attellera dans le cadre de ce programme à "la consécration de l'Etat de droit", pilier d'une Algérie nouvelle, a-t-il dit, à travers "la promotion de la femme et son autonomie économique, loin de tout système démagogique de quotas". Il s'agit également de "la mise en place d'un plan national de promotion de la jeunesse, l'objectif étant d'en faire désormais un partenaire à part entière dans le processus d'édification de la nouvelle République", a détaillé le Premier ministre. "La consécration d'une justice indépendante et moderne est au cœur des priorités du gouvernement lequel procédera à une révision profonde de l'arsenal législatif visant notamment à renforcer le droit de la défense, à assurer le respect du principe de proportionnalité des peines, à limiter le recours injustifié à la détention provisoire, à prévenir les erreurs judiciaires et la moralisation de l'action judiciaire", a-t-il ajouté.

"Le renforcement de la sécurité des personnes et des biens est placé au centre de l'action du gouvernement, qui s'attachera à renforcer la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes et à lutter inlassablement contre l'insécurité routière, les comportements immoraux dans les espaces publics et les différents types d'agressions verbales et physiques", a-t-il encore affirmé.

"Un nouveau mode moderne de gouvernance sera adopté, empreint de rigueur et de transparence basé sur la moralisation de la vie politique, à travers une lutte acharnée contre la corruption, le népotisme et le clientélisme, ce qui implique, a-t-il dit, la révision du dispositif juridique en vue de renforcer les mécanismes de recouvrement des deniers publics détournés, la mise en place d'un dispositif législatif pour la protection des lanceurs d'alerte et d'un autre dispositif complémentaire concernant les conflits d'intérêt dans les secteurs public et privé, outre le durcissement des peines pécuniaires prononcées à l'encontre des personnes morales dans les infractions de corruption et de blanchiment d'argent.

Il s'agit également de la reconsidération du "privilège de juridiction", conféré à nombre de hauts responsables de l'Etat, pour consacrer le principe de l'égalité devant la justice, outre la consécration de la transparence de la performance publique à travers la mise en place de nouveaux mécanismes de prévention et de contrôle, pour garantir l'intégrité des responsables publics et une gestion saine des deniers de l'Etat", a conclu M. Djerad.

TRAVAIL - PÊCHE

Installation d'une commission interministérielle pour améliorer les conditions de travail des professionnels de la pêche

Une commission interministérielle a été installée, lundi à Alger, pour renforcer la coordination entre le secteur du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale et celui de la Pêche et des ressources halieutiques, en vue d'élaborer une feuille de route visant à améliorer les conditions de travail des professionnels de la pêche.

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Chawki Acheuk Youcef a coprésidé avec le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Sid Ahmed Feroukhi la cérémonie d'installation de la commission chargée d'élaborer une feuille de route de coopération à court et moyen termes entre les deux secteurs, relative à l'emploi, à la création d'activités, à la sécurité sociale et à la médecine du travail, en faveur des professionnels du secteur de la pêche.

La commission est composée de cadres de l'administration centrale des ministères du Travail et de la pêche et des directeurs généraux de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), outre la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) et la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) et la Caisse nationale des retraites (CNR).

Les membres de ladite commission s'attelleront au débat des moyens de promotion de la micro-entreprise dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture dans le cadre des dispositifs d'aide à la création de micro-entreprises et de recherche des mécanismes d'appui aux micro-entreprises en difficulté.

Ils auront également à examiner le dossier de la protection sociale des pêcheurs et les mécanismes visant à les sensibiliser à l'importance de l'affiliation à la sécurité sociale des salariés ou des non salariés, une démarche à même de leur garantir leur droit à la retraite et de faciliter leur accès aux différentes prestations fournies, à savoir la carte Chifa, l'assurance maladie, outre les mécanismes de résorption du travail non déclaré et informel dans ce domaine. La commission abordera également le dossier de la médecine du travail pour garantir un environnement de travail sain, des conditions de travail répondant aux normes nationales et internationales au profit des professionnels de la pêche et renforcer la coordination pour promouvoir la santé et l'intégrité professionnelle.

Dans son allocution, le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a souligné que l'installation de cette commission s'inscrit dans le cadre d'une "approche nouvelle et pragmatique" à travers la coordination des efforts des ministères concernés pour réaliser les objectifs inscrits au Plan d'action du gouvernement, notamment par l'encouragement de l'investissement et la création d'activités génératrices de richesse et de postes d'emploi, particulièrement dans les secteurs hors hydrocarbures, notamment les activités d'aquaculture et de pisciculture".

"Les membres de la commission interministérielle devront étudier et déterminer minutieusement tous les obstacles auxquels font face les professionnels de la pêche et proposer les solutions permettant leur affiliation au système de sécurité sociale", a précisé le ministre, appelant à "intensifier les activités des guichets itinérants dans les ports de pêche et les zones d'activité des professionnels des productions halieutiques pour sensibiliser aux droits et obligations de cette catégorie".

De son côté, le ministre de la Pêche et des productions halieutiques a appelé les membres de la commission à "intensifier les efforts pour formuler des propositions au profit des professionnels de la pêche de manière à satisfaire les aspirations des travailleurs de la pêche et développer cette profession en fonction des développements enregistrés", rappelant "les conditions difficiles, notamment climatiques, auxquelles font face les travailleurs de la mer".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Nouvelles infrastructures pédagogiques attendues à Alger avant la prochaine rentrée universitaire

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems-Eddine Chitour a fait savoir lundi que la capitale se renforcera, avant la prochaine rentrée universitaire, de nouvelles infrastructures pédagogiques.

Lors d'une visite d'inspection du projet de réalisation de 8.000 sièges pédagogiques à l'Université d'Alger 2 (Bouzaréah), en présence du wali d'Alger, Youcef Cherfa, M. Chitour a fait état de la réception de 4.000 sièges avant la prochaine rentrée universitaire.

Au terme de l'inspection du projet de réalisation du pôle universitaire de la nouvelle ville de Sidi Abdallah (20.000 sièges) ainsi que celui de 11.000 lits, le premier responsable du secteur a indiqué que le parachèvement de ces projets permettrait d'assurer une rentrée universitaire confortable, n'excluant pas, ainsi, la possibilité d'inaugurer certaines facultés de ce pôle avec la prochaine rentrée.

Évoquant la possibilité d'édifier 8 écoles supérieures au niveau dudit pôle, dont une école supérieure spécialisée en droit et in-



teligence artificielle et les différentes spécialités technologiques, le ministre a souligné la nécessité d'une bonne préparation des étu-

dians afin de rejoindre ces écoles, notamment la maîtrise de la langue anglaise.

Pour M. Chitour, il est néces-

saire de réunir les conditions adéquates aux études, notamment l'hébergement et les autres infrastructures pédagogiques, et ce "pour permettre aux étudiants de s'engager pleinement dans leurs études et partant relever le niveau de l'université en lui permettant de faire face aux différents défis imposés sur la scène régionale et internationale, notamment en matière de recherche scientifique".

A cette occasion, il a appelé tous les partenaires et les composantes de la société à "contribuer au renforcement du rôle de l'université en lui permettant de s'acquitter de ses missions et de former une élite nationale capable de relever les défis et de construire une Algérie nouvelle, un Algérie en mesure de réaliser les aspirations de ses citoyens, notamment les jeunes".

GOUVERNEMENT

La CGEA salue les mesures annoncées dans le plan d'action du gouvernement

La Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) a salué, lundi à Alger, les mesures annoncées dans le plan d'action du gouvernement, en réaffirmant sa disponibilité à accompagner les efforts de l'Exécutif en matière de diversification économique. Lors d'une réunion consacrée à l'évaluation de la situation économique du pays et des mesures annoncées dans le plan d'action du gouvernement, le président de la confédération, Mme Saïda Neghza s'est félicitée du projet de plan d'action du gouvernement, qui sera présenté demain à l'APN, estimant que ce projet offrirait "un large soutien et des mesures favorables au profit des entreprises algériennes". Elle a avancé que son or-

ganisation patronale comptait remettre prochainement au Gouvernement un document contenant des propositions en vue de contribuer à la relance de l'économie nationale.

A son tour, le secrétaire général de la confédération, El Mahfoud Megateli, a salué les mesures annoncées par le Gouvernement dans le domaine économique, notamment la révision du dispositif juridique régissant l'investissement ainsi que la création de plusieurs départements ministériels dédiés aux secteurs économiques.

Appelant à la reprise du dialogue et de concertation entre le gouvernement et les organisations patronales, il a souligné que la CGEA était "favorable à la refonte du Code des

investissements de manière, à garantir une liberté d'investir d'alléger les procédures administratives pour les porteurs de projets".

Évoquant, d'autre part, le programme d'activités de la CGEA, il a annoncé notamment la participation de 150 entreprises membres de l'organisation à la Conférence annuelle de l'Union méditerranéenne des confédérations d'entreprises (Business Med), qui aura lieu les 27 et 28 février et à laquelle prendront part des associations patronales de 16 pays. Cette rencontre sera une occasion en plus, soutient M. Megateli, de présenter les opportunités d'investissements existantes en Algérie dans divers secteurs économiques.

ASSOCIATIONS

Guessoum: L'Association des Oulémas algériens valorise le processus de dialogue prôné par le président de la République

Le président de l'Association des Oulémas musulmans algériens, Abdelrezak Guessoum, a valorisé, lundi à Alger, le processus de dialogue national prôné par le président de la République et les mutations que connaît le pays. Invité du forum du quotidien "El Wassat", M. Guessoum s'est dit "heureux" de répondre à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de ses consultations avec les personnalités nationales, "après la marginalisation et l'exclusion programmées dont a souffert l'Association par le passé",

a-t-il dit. Le président de l'Association des Oulémas musulmans algériens a salué, par la même, "les mutations que connaît le pays, l'ouverture sur la société et les acteurs sur la scène nationale et le dialogue national". Concernant l'audience que lui accordé le Président M. Tebboune, M. Guessoum a fait savoir que l'entretien a été l'occasion de présenter les impressions de l'Association sur la vie religieuse et intellectuelle, étant donné que cette dernière est apolitique". Il a été question, en outre, de propositions comme "le placement de la Grande

mosquée sous la responsabilité et la direction d'une instance, au vu de ses aspects culturel, religieux et touristique, et sa baptisation du nom d'un des Oulémas algériens, en sus de la création d'une instance nationale de la Fatwa", a-t-il ajouté. Soulignant tout l'intérêt qu'accorde l'Association à la participation au dialogue national afin de partager ses vues sur les questions nationales, M. Guessoum a précisé que celle-ci "s'attèle à la formulation de propositions en attendant d'être destinataire de la première mouture du comité d'experts chargé d'éla-

borer des propositions pour la révision de la Constitution".

S'agissant du syndicat des imams en Algérie, le président de l'Association des Oulémas musulmans algériens a fait estimé que "l'imam doit être un avant-gardiste s'intéressant aux questions préoccupant le citoyen et la société à la fois, d'où l'intérêt de lui accordé l'importance".

"Les responsables du secteur religieux doivent de se mettre autour de la table avec les imams afin de trouver des solutions à leurs problèmes soulevés".

JUSTICE - BLIDA:

Saïd Bouteflika, Mediène, Tartag condamnés à 15 ans de prison ferme, "Hanoune quittera la prison"

La Cour d'appel militaire de Blida a confirmé lundi soir le jugement en première instance en condamnant Saïd Bouteflika, Mohamed Mediène et Athman Tartag à 15 ans de prison ferme, tandis que Louisa Hanoune a été condamnée à trois ans de prison dont neuf mois ferme dans le cadre de l'affaire d'"atteinte à l'autorité militaire" et de "complot contre l'autorité de l'Etat", a indiqué à l'APS un des avocats de la défense, Me Seddik Mouhous.

Louisa Hanoune "quittera la prison après avoir purgé sa peine de neuf mois de prison ferme", a ajouté la même source.

Le juge d'audience a prononcé le verdict au terme du procès en

appel, en confirmant le jugement précédent de 15 ans de prison ferme à l'encontre de Saïd Bouteflika, Mohamed Mediène et Athman Tartag, et trois ans de prison dont neuf mois ferme contre Louisa Hanoune pour "non dénonciation d'une réunion suspecte, tandis que les charges d'atteinte à l'autorité militaire et de complot contre l'autorité de l'Etat", retenues contre elle ont été abandonnées, a déclaré l'avocat. Il a indiqué également qu'avant la levée de l'audience, l'affaire de Hanoune a été débattue en chambre de conseil car étant une affaire criminelle". La majorité des membres de la chambre se sont prononcés "contre les charges d'atteinte à l'autorité militaire et

de complot contre l'autorité de l'Etat, et pour l'inculpation de non dénonciation d'une réunion suspecte". Pour ce qui est de la question "pourra-t-elle bénéficier d'une modification ou d'une annulation du jugement", la majorité a répondu "oui".

L'avocat a précisé également que l'accusée "a purgé sa peine de neuf mois de prison ferme et sera immédiatement libérée". Me Mouhous a indiqué d'autre part que, concernant le jugement contre Mohamed Mediène, Saïd Bouteflika, et Athman Tartag, "la défense se réunira pour prendre une décision portant pourvoi en cassation devant la Cour suprême dans un délai de huit jours tel que prévu



par la loi". Il a en outre rappelé que "le président de la Cour d'appel militaire a rendu un arrêt confirmant le jugement de 15 ans de prison contre les trois inculpés".

GHARDAÏA Insuffler une nouvelle dynamique au secteur de l'artisanat

La nécessité d'insuffler une nouvelle dynamique au secteur de l'artisanat par la promotion du patrimoine immatériel et matériel des différentes régions du pays a été mise en avant lors de rencontres organisées avec les artisans et commerçants, lundi et hier à Gharđaia.

Les intervenants à ces rencontres organisées par l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) avec les différents acteurs de l'artisanat de la vallée du M'Zab, dans le cadre d'une caravane nationale professionnelle et d'information itinérante sur les perspectives de développement dans le Sud, ont souligné l'importance du secteur de l'artisanat dans le tissu économique national en offrant des opportunités d'emploi dans divers métiers.

Les acteurs économiques du secteur ont plaidé pour l'encouragement de la créativité et l'innovation chez les artisans et la mise à leur disposition des moyens nécessaires pour promouvoir le secteur de l'artisanat en tant que levier clé du développement.

De nombreuses artisanes ont souligné les avancées enregistrées par l'artisanat national qui pour perdurer se voit confronté à certains défis, notamment la rareté de la matière première, la garantie de la transmission du savoir-faire artisanal, le développement de l'image de marque des produits artisanaux locaux, notamment le tapis, et leur notoriété aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale.



Elles estiment pour cela nécessaire de mettre à niveau les processus de production, la disponibilité de la matière première, la formation des artisans (es), la prise en considération du tissu artisanal en tant que produit du patrimoine méritant d'être préservé et la création d'espaces de commercialisation des produits de l'artisanat pour empêcher les intermédiaires de les exploiter.

Pour le président de l'ANCA, Tahar Boulouar, ces rencontres s'inscrivent dans «une approche participative» pour trouver des solutions aux contraintes rencontrées sur le terrain par les opérateurs économiques, les artisans, les jeunes détenteurs de projets et autres investisseurs.

Ces rencontres de Ghar-

đaia, qui interviennent à la suite d'une rencontre nationale organisée à Biskra et consacrée aux opportunités d'investissement dans le sud, visent à promouvoir le secteur de l'artisanat au Sud et à renforcer la communication et l'échange entre les différents acteurs dans ce domaine, afin d'élaborer des propositions et des initiatives visant le développement qualitatif et la promotion de ce secteur créateur d'emplois, a-t-il ajouté.

Il a insisté sur l'importance de mettre en œuvre toutes les potentialités et les capacités disponibles dans les régions du sud afin d'améliorer la production des artisans, renforcer leurs compétences par la formation et leur permettre d'acquiescer les techniques né-

cessaires pour améliorer la qualité de leurs produits.

M. Boulouar a aussi mis en avant la nécessité de créer des espaces de commercialisation appropriés et d'accompagner les jeunes artisans et les encourager à s'intégrer dans la vie professionnelle.

Le Président de l'ANCA a exhorté les jeunes à saisir les nouvelles opportunités d'investissements qu'offre l'économie verte, notamment les méthodes de recyclage et la valorisation de certains types de déchets solides par leur transformation en objets utiles, notamment pour la décoration et l'ameublement.

Le recyclage donne ainsi l'accès à une matière première moins onéreuse, et permet à grand nombre d'artisans de créer et de donner libre cours à leur imagination, a-t-il souligné.

Il a été convenu, durant ces rencontres marquées par la participation des membres de la Chambre de l'artisanat et des métiers de Gharđaia, d'artisans et de professionnels ainsi que des commerçants de la région, de créer des réseaux pour la promotion des produits artisanaux ainsi que la promotion des sites touristiques pour encourager le tourisme interne.

OUARGLA Le projet de réhabilitation de l'hôtel "Oasis" de Touggourt livré ce semestre

Les travaux de modernisation de l'hôtel "Oasis" de Touggourt (160 km Nord d'Ouargla), ont atteint un taux d'avancement de 80% et devront être livrés dans le courant de ce semestre, a-t-on appris lundi à la direction du Tourisme et de l'Artisanat (DTA) de la wilaya d'Ouargla.

Lancés en février de l'année dernière dans le cadre de la modernisation et de la réhabilitation des structures hôtelières de la région, les travaux ont porté sur la rénovation de 34 chambres, la salle de réception, la salle des conférences et le restaurant, ainsi que les façades, le colmatage des fissures et la correction des effritements partiels engendrés par le phénomène de la remontée des eaux, a précisé le DTA, Abdallah Belaid.

Le ravalement des façades, l'étanchéité des toits, la pose du carrelage, le tout dans le respect du cachet architectural local, font partie des travaux de modernisation et de réhabilitation de cette structure, a fait savoir M. Belaid. Un financement de 220 millions DA a été consacré à cette opération, dont les travaux ont été confiés à la société de construction de bâtiment de l'Est (Construb-Est), en coordination avec l'organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique (CTH) et l'Office national d'assainissement (ONA).

L'opération, qui vise la réhabilitation de cette structure relevant de la chaîne hôtelière "El-Aurassi", s'insère dans le cadre du programme du ministère de tutelle portant réhabilitation des structures hôtelières publiques implantées dans le Sud du pays, en vue de relancer le tourisme saharien, selon la même source. Cette structure devra servir également de cadre aux activités de promotion des activités touristiques à travers des expositions, des manifestations culturelles et des ateliers d'artisanat, en vue de relancer la dynamique touristique et économique de la région.

Occupant une surface de 17.992 m², cette structure hôtelière, "classée trois étoiles" et entrée en exploitation en 1972, dispose de 80 chambres d'une capacité de 138 lits.

Les structures d'accueil touristiques de la wilaya seront consolidées par la réception prochaine de quatre (4) nouveaux hôtels privés, en sus du lancement au début du mois de mars prochain d'un projet similaire dans la ville de Hassi-Messaoud. La wilaya d'Ouargla dispose de 34 structures hôtelières, classées d'une à trois étoiles, implantées au niveau des daïras de Ouargla, Hassi-Messaoud et de Touggourt, et totalisant une capacité de plus de 1.700 lits, selon les données de la DTA.

SOUK AHRAS Plusieurs projets en cours de réalisation pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable

Plusieurs projets destinés au renforcement de l'approvisionnement en eau potable sont en cours de réalisation dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Les projets concernent principalement la réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable de la ville de Sédrata et la réalisation de 30 châteaux d'eau à travers différentes communes de la wilaya, en sus de l'acquisition de deux (2) camions citerne d'une ca-

pacité de 10.000 litres chacun, a indiqué la même source.

Il s'agit également du projet de réalisation du barrage de Oued Djedra d'une capacité de 35 millions de m³, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 80 %, a fait savoir la même source, soulignant que cette opération permettra d'augmenter en eau potable la ville de Souk Ahras et les communes d'Ouled Driss et Mechroha. Parallèlement à cela, le programme d'urgence, inscrit au profit de

la wilaya de Souk Ahras en 2018 et consistant en la réalisation de 17 puits profonds dans plusieurs communes, est en cours de concrétisation, a assuré la même source, notant que ces forages sont répartis notamment dans les communes de Taoura (cinq puits), M'daourouch (quatre puits) et Mechroha (trois puits).

Le programme prévoit également la rénovation de la conduite d'adduction à partir de la station de collecte des eaux de puits artésiens, dans la ville de

Taoura, en vue d'éradiquer le problème des fuites d'eau et la réhabilitation de la station de pompage de la cité 26 Avril 1958 (ville de Souk Ahras), ainsi que la station de pompage du Point kilométrique 108.

A signaler que la wilaya de Souk Ahras a bénéficié de plusieurs projets de réalisation de nombreux barrages, entre autres, celui de Oued Mellegue dans la commune de Oued Keberit (150 millions de m³), dont le taux de remplissage a atteint 130 millions de m³.

EL TARF Raccordement au réseau téléphonique et internet au profit de la localité frontalière de Oued Djenane

La localité frontalière et montagnaise de Oued Djenane, relevant de la commune d'El Ayoun (El Tarf), a été raccordée récemment au réseau téléphonique et à l'internet, a-t-on appris lundi de Lilia Sakina Manamani, chargée de communication à la direction opérationnelle d'Algérie Télécom de la wilaya. L'opération qui s'inscrit dans le cadre d'un programme de développement et de désenclavement des différentes zones frontalières de cette wilaya, intervient, a ajouté Mme Manamani, suite à l'installation durant l'exercice précédent d'un équipement d'accès au niveau de cette localité rurale, réputée pour son relief montagnoux et accidenté. Les efforts déployés par les services locaux d'Algérie Télécom ont ainsi permis aux habitants de cette localité éloignée de bénéficier des offres Idoom fixe et Idoom ADSL, a affirmé la même source, précisant que cette opération, qui a suscité "engouement et satisfaction" chez la population, s'est traduite par la multiplication des opérations de vente de proximité. Le plan d'action tracé dans le cadre de l'exercice précédent a par ailleurs permis, a-t-on noté, de raccorder d'autres communes situées sur la bande frontalière, en l'occurrence Oum Théboul, Ramel Souk et El Ayoun.

Achevés "récemment", les travaux s'étendent sur 41 km, a-t-on indiqué, précisant que cette opération a permis le raccordement des communes suscitées au réseau de fibre optique.

Mettant en relief les efforts consentis par la direction opérationnelle de la wilaya d'El Tarf dans le cadre de l'élargissement de son réseau 4G LTE, Mme.

Manamani a rappelé que sur les 26 stations que compte El Tarf, sept ont été mises en service durant l'année 2019 dans les localités de Denden, Oum Théboul, Matroha, Lac des oiseaux, Berdjilet, Necheaa et Kantra El Hamra.

APS

SAIDA Lancement d'une opération d'ouverture et d'aménagement de 140 km de pistes forestières

La Conservation des forêts de la wilaya de Saida a lancé février courant une opération d'ouverture et d'aménagement de plus de 140 kilomètres de pistes forestières, a-t-on appris lundi de ses responsables.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du programme national de développement rural, contribuera à préserver la richesse forestière contre les incendies et à faciliter l'exploitation des produits forestiers, nonobstant le désenclavement, a souligné le chef de service extension du patrimoine et mise en valeur des terres, Larbi Tegguer.

L'opération cible plusieurs localités de la wilaya

dont Fatah Said, Khalil Miloud et Sidi Ali dans la commune d'Ouled Khaled, ainsi que Nakmot et Ouled Zayed (commune de Sidi Amar) et Bouhoua et Ouled Benallou, a-t-on fait savoir.

Cette opération, confiée à l'Entreprise algérienne de génie rural (EAGR) et supervisée par la conservation des forêts, est dotée d'une enveloppe de 340 millions DA dans le cadre du Fonds national de développement rural (FNDR) pour un délai de réalisation de deux à trois mois, a-t-on relevé.

La wilaya de Saida compte une superficie forestière totale de 158.783 hectares.

FINANCES

La fiscalité pétrolière a atteint 2.667 milliards de DA en 2019

La fiscalité pétrolière recouvrée en 2019 a atteint 2.667 milliards (mds) de DA en 2019 alors que le recouvrement de la fiscalité ordinaire a permis d'engranger 3.110 mds de DA, indique le plan d'action du Gouvernement, qui présenté hier à l'APN.

Le recouvrement fiscal global au titre de l'année 2019 a ainsi atteint 5.777 mds de DA. La loi de finances 2019 tablait sur une fiscalité ordinaire de 3.041,42 mds DA et une fiscalité pétrolière de 2.714,47 mds DA.

Les recettes collectées au titre de la fiscalité ordinaire en 2019 n'ont couvert les dépenses de fonctionnement qu'à hauteur de 64%, souligne le plan d'action du Gouvernement.

Les recettes de la fiscalité pétrolière ont sensiblement chuté ces dernières années à cause de la baisse des prix du baril. Ces recettes étaient de 4.054,349 mds de DA en 2012, rappelle le plan d'action.

Le cours moyen du brut algérien, le Sahara Blend, a perdu sept dollars en 2019, se situant à 64,49 dollars le baril (contre 71,44 dollars en 2018), en raison du ralentissement de la demande sur les marchés internationaux, notamment sous l'effet de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, selon le dernier rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). La production pétrolière de l'Algérie a atteint 1,023 million de barils par jour (Mbj) en 2019, en légère baisse (-17.000 barils/jour) par rapport à la production moyenne de 2018 (1.040 Mbj), selon l'Opep. A fin septembre 2019, le taux de change moyen du DA par rapport au dollar était de 119,2 DA/dollar.

ENERGIE:

Le Plan d'action du gouvernement vise une augmentation des capacités de raffinage à 35 millions tonnes/an 2024

Le projet du Plan d'action du gouvernement vise en matière d'énergie l'intensification des efforts d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures à même d'augmenter les capacités de stockage et de raffinage à 35 millions tonnes/an à l'horizon 2024, en sus de la concrétisation de la transition et l'efficacité énergétiques, a fait savoir lundi à Alger le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab.

M. Arkab, qui s'exprimait sur les ondes de la Radio nationale, a souligné que le Gouvernement a consacré un volet important à l'Énergie dans son Plan d'action, lequel prévoit une intensification des opérations d'exploration et une orientation vers l'exploitation de nouveaux gisements en vue de découvrir de nouvelles réserves et développer les industries manufacturières.

Rappelant que l'espace minier national s'élève à 1.500.000 km² pour un taux d'exploitation de 40% seulement, M. Arkab a affirmé que le groupe Sonatrach sera soutenu pour se lancer dans l'exploration de nouveaux gisements en partenariat avec des firmes étrangères spécialisées.

Le secteur de l'Énergie s'attèlera, conformément au Plan d'action, à doubler la production nationale en hydrocarbures (pétrole et gaz), l'objectif étant, a-t-il dit, de reconstituer le stock que possédait l'Algérie, consommé à hauteur de 60% ces 20 dernières années.

«Le stock national en hydrocarbure doit dépasser les 60% pour pouvoir couvrir la demande nationale en produits pétroliers et d'honorer nos engagements avec les partenaires étrangers», a souligné le ministre. M. Arkab a insisté, à cette occasion, sur l'importance de la nouvelle loi sur les hydrocarbures permettant à Sonatrach de renforcer ses capacités de production et d'attirer les investisseurs étrangers. En outre, le ministre de l'Énergie a rappelé que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait mis l'accent sur l'impératif de lancer, incessamment, le développement des industries manufacturières et «d'augmenter les capacités de raffinage de 27 millions de tonnes/an actuellement à 35 millions

de tonnes/an d'ici 2024, pour répondre à la demande nationale sur les matières pétrolières et mettre un terme à l'importation dans ce domaine».

En matière de transition énergétique, le ministre a souligné que le gouvernement veillera à diversifier les ressources énergétiques à la faveur d'un programme de développement des énergies renouvelables qui permettra de produire 15.000 mégawatts à l'horizon 2035, dont 4.000 mégawatts d'ici 2024.

Le projet du plan d'action du gouvernement vise à réduire l'utilisation du gaz dans la production de l'électricité, a-t-il précisé, indiquant que le gaz est utilisé à hauteur de 98% dans la production de l'électricité. Le recours aux énergies renouvelables permettra d'assurer près de 240 milliards de M3 de gaz naturel, évitant ainsi l'émission de 200 millions de tonnes de CO₂.

Une commission sectorielle restreinte a été installée sur instruction du Premier ministre, Abdelaziz Djerad pour la mise en œuvre du programme des énergies renouvelables.

Cette commission, composée des ministres de l'Énergie, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'Environnement et des Énergies renouvelables, devra élaborer un Plan pour les énergies renouvelables.

Il a mis l'accent, dans ce cadre, sur le rôle du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique à travers la coordination entre les différents secteurs. Concernant la mise en œuvre effective du programme des énergies renouvelables, le ministre a indiqué qu'il sera fait recours à la ressource humaine qualifiée, indiquant que les contacts établis entre le ministère et les ex-



perts dans les domaines de l'énergie font état de l'existence de 2.300 techniciens et experts dans ce domaine, ajoutant que les études ont démontré que les prix du kilowattheure (kwh) d'énergie alternative se rapprochent des prix de production de l'énergie du gaz naturel et sont parfois inférieurs. Le ministère de l'Environnement et des Énergies renouvelables produira 1.000 mégawatts à l'horizon 2030, a-t-il ajouté.

L'exploitation du gaz de schiste requiert une étude approfondie et une large consultation

Par ailleurs, M. Arkab a souligné la nécessité de consacrer un nouveau modèle de consommation énergétique, faisant savoir que la consommation nationale de l'électricité s'était élevée à 15.600 mégawatts en 2019, en hausse de 14% par rapport à 2018.

Dans le même sillage, le ministre a précisé que l'utilisation du gaz naturel au niveau local avait dépassé 43 milliards M3, dont 20 milliards M3 destinés à la production de l'électricité. M. Arkab a fait état, dans ce cadre, d'une étude réalisée par le secteur qui a révélé que «68% de l'énergie sont consommés par les ménages, et non pas le secteur in-

dustriel productif», a-t-il ajouté. Outre l'exploitation des énergies renouvelables (photovoltaïque, éolienne et utilisation du gaz de pétrole liquéfié), le citoyen sera également sensibilisé à la nécessité d'économiser l'utilisation de l'énergie.

S'agissant de l'exploitation des énergies non conventionnelles, y compris le gaz de schiste, le ministre a indiqué que la phase actuelle était celle de la réflexion et de la mise au point d'une stratégie efficace afin de préserver l'environnement, ajoutant que l'instruction du président de la République adressée dans ce sens reposait sur la préparation des moyens et la maîtrise des technologies ainsi que la réflexion à toutes les énergies alternatives.

L'exploitation du gaz de schiste requiert la maîtrise des technologies, le recours à une étude approfondie, la consultation de toutes les parties prenantes et la focalisation sur l'expertise nationale et à l'étranger en vue d'une préparation des techniques nécessaires, a-t-il poursuivi. Pour rappel, l'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, mardi, en séances plénières consacrées à la présentation, au débat et au vote du plan d'action du Gouvernement.

AGRICULTURE

Lutter contre la sécheresse agricole par le recours à l'irrigation complémentaire

Le directeur général de l'Institut national des sols, de l'irrigation et drainage (INSID), Negri Cherif, a appelé lundi les agriculteurs à se préparer à lutter contre une éventuelle «sécheresse agricole» dans le pays par le recours à l'irrigation complémentaire.

Invité du Forum du quotidien «El Mihwar El Yaoumi» à Alger, M. Negri a recommandé aux agriculteurs de «recourir, dès cette semaine, à l'irrigation complémentaire notamment dans les Hauts-plateaux et le Sud comme mesure proactive et préventive afin d'éviter l'impact négatif de la faible pluviométrie sur les cultures». «Le secteur a arrêté une panoplie de mesures pour répondre aux besoins des agriculteurs en matière d'irrigation complémentaire durant les mois à venir, où une situation de +sécheresse agricole+ (et non de sécheresse météorologique) est prévu en cas de retard des pluies au cours du mois de février courant», a affirmé le DG de l'INSID.

«Pour l'heure, l'Algérie n'est pas entrée en situation de sécheresse agricole en raison d'une pluviométrie suffisante le mois dernier ce qui a permis, jusque-là, aux plantes de poursuivre normalement leur cycle de croissance», a-t-il expliqué.

Affirmant que le niveau des réserves d'eau dans l'Est du pays était rassurant, M. Negri a indiqué que la pluviométrie enregistrée était suffisante pour les cultures céréalières dans cette région, contrairement

à l'Ouest, les Hauts-plateaux et le Sud du pays où les agriculteurs ont commencé à demander l'irrigation complémentaire.

La hausse de température prévue février courant implique une forte demande sur les eaux, notamment pour la culture céréalière, a ajouté M. Negri, rappelant que les bulletins météorologiques ne prévoient pas de pluies. Le secteur s'efforce d'assurer entre 20 et 25 millimètre d'eau/hectare dans le cadre de l'irrigation complémentaire afin de couvrir les cultures durant les trois semaines à venir et de se préparer à d'autres opérations d'irrigation complémentaire si les pluies tardent à venir.

M. Negri a relevé la différence entre la «sécheresse météorologique» qu'on ne connaît pas encore en Algérie, la «sécheresse agricole» qui devrait débuter dans deux semaines et la «sécheresse hydrologique» dont la survenue est déterminée par les services du ministère des Ressources en eau.

Le secteur prépare ses services à faire face aux changements climatiques prévus en 2050 par le renforcement de l'exploitation des systèmes et réseaux d'irrigation économiseurs d'eau (le goutte-à-goutte, l'irrigation par aspersion ou encore l'irrigation gravitaire) et des modes d'irrigation modernes reposant sur les nouvelles technologies et applications. De tels systèmes et applications, qui devraient se concrétiser

en coordination avec les startups et les agriculteurs, permettront de réaliser de meilleurs rendements, d'éviter les maladies parasitaires qui affectent les récoltes et de réduire la facture énergétique et celles relatives aux engrais et à la main d'œuvre à travers la rationalisation de leur gestion.

A ce titre, l'INSID s'emploie, en collaboration avec différents partenaires, à trouver les moyens permettant d'aller vers une agriculture intelligente et innovante reposant sur des mécanismes numériques et automatiques de gestion de l'eau.

«Des mécanismes sont en cours d'élaboration sur les modalités d'orientation vers ce mode de culture et de valorisation des produits agricoles dans les régions montagneuses et sahariennes, devant être soumises au débat dans le cadre du plan d'action du gouvernement», a-t-il poursuivi.

Il sera procédé, en outre, à l'ouverture de nouvelles annexes des instituts relevant du secteur de l'agriculture dans le sud pour rapprocher le suivi technique des agriculteurs. La surface irriguée est estimée à ce jour à 1 350 000 ha, grâce au programme élaboré pour atteindre 2 millions ha en 2022, a-t-il fait savoir. Ladite surface est composée de 65% de terres irriguées selon la technique d'économie d'eau, en attendant de parachever le transfert vers l'irrigation moderne pour 35% des terres, a indiqué le même responsable. Evoquant l'impact de

l'utilisation des ressources en eau dans l'irrigation de certaines récoltes à forte consommation d'eau dans les régions sahariennes, le chercheur et ingénieur agronome Akli Moussouni a appelé les autorités compétentes aux ministères de l'Agriculture et des Ressources en eau à étudier cet impact sur la ressource hydrique nationale et l'environnement.

Il a plaidé pour une révision globale et une réorganisation du secteur agricole en Algérie, fondées sur des études scientifiques minutieuses, à travers l'analyse du sol, de l'eau et de la nature des produits agricoles et des récoltes et leurs spécificités, citant l'exemple des sols inorganiques, des puits situés dans des régions connues pour la salinité de leur eau. Il est également revenu sur la déperdition de l'eau dans le sud en raison de certaines cultures inadaptées à la nature du sol dans ces régions. L'experte et directrice d'une société privée de gestion et de développement des entreprises, Benrabah Karima a pour sa part souligné l'importance de prendre en considération l'environnement comme base essentielle dans l'élaboration des programmes et systèmes dans divers secteurs, notamment agricole, et de tenir compte des expériences des universités et instituts en coordination avec tous les secteurs pour la protection des ressources naturelles nationales et de toutes les lignes de production.

PÉTROLE Le Brent à 54 dollar à Londres

Les prix du pétrole se ressaisissent hier alors que la Russie faisait toujours attendre sa décision sur les recommandations du comité technique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+), destinées à soutenir les cours du brut.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 54,05 dollars mardi matin à Londres, en hausse de 1,46% par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour mars gagnait 1,41%, à 50,27 dollars. "La montée de ce matin ressemble plus à un rebond technique", tempère Tamas Varga, analyste, après deux séances consécutives de baisse pour le WTI et trois pour le Brent. "La tendance globale reste baissière", a ajouté Carlo Alberto de Casa, "les investisseurs restent prudents car l'impact du coronavirus est toujours flou". Le bilan de l'épidémie



de pneumonie virale a franchi mardi la barre des 1.000 morts en Chine, sur plus de 42.000 cas confirmés de contamination. Les mesures

prises par le gouvernement chinois pour endiguer l'épidémie pèsent sur la demande intérieure en or noir, poussant le géant chinois de

l'énergie PetroChina à "réduire ses capacités de 320.000 barils par jour", a rapporté M. Varga. "Les prix ne devraient pas monter davantage sans réponse coordonnée des membres de l'Opep+ pour limiter le surplus de l'offre", a estimé Eugen Weinberg, de Commerzbank. Le Comité technique conjoint Opep+ a recommandé, à l'issue d'une réunion extraordinaire tenue à Vienne (du 4 au 6 février), de prolonger l'accord actuel de réduction de la production jusqu'à fin 2020 et de procéder à une réduction additionnelle jusqu'à la fin du 2e trimestre de 2020.

BREXIT L'UE veut un accord commercial "ambitieux" avec Londres avant la période de transition

L'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni doivent viser un accord de libre-échange post-Brexit «ambitieux» et non se contenter d'un accord «a minima», a estimé hier la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

«Bien sûr, le Royaume-Uni peut décider de se contenter de moins, mais je pense personnellement que nous devrions être beaucoup plus ambitieux», a déclaré Mme von der Leyen dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg. «Nous ambitionnons l'absence de droits de douane, zéro quota et une relation commerciale pour tous les biens, quelque chose que nous n'avons jamais proposé à qui que ce soit d'autre», a-t-elle poursuivi.

Il s'agirait d'un nouveau modèle de commerce, une ambition unique en termes d'accès au marché unique, mais, bien sûr, cela nécessiterait des garanties contre la concurrence déloyale et la protection des normes sociales, environnementales et de consommation», a prévenu la cheffe de l'exécutif européen.

Le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne le 31 janvier après en avoir été membre 47 ans. Le parti conservateur au pouvoir s'est engagé à conclure un accord commercial avec l'UE avant la fin d'une période de transition prévue jusqu'à fin décembre 2020, qu'il refuse de prolonger, alors que ce délai semble trop court pour beaucoup.

Londres a déclaré lundi prévoir d'introduire des contrôles sur les importations de biens européens à la frontière à l'issue de la période de transition le 31 décembre 2020. Il est important «de traiter tous nos partenaires de manière identique alors que nous commençons à négocier nos propres accords commerciaux avec des pays partout dans le monde», a poursuivi le gouvernement britannique dans un communiqué.

Le Royaume-Uni compte notamment nouer des accords commerciaux avec les Etats-Unis, le Japon et l'Australie. Concernant ce dernier pays, Ursula von der Leyen a ironisé mardi sur les déclarations du Premier ministre britannique Boris Johnson évoquant «un modèle australien» pour la

future relation avec le continent. «L'Union européenne n'a pas d'accord commercial avec l'Australie, nous suivons actuellement les règles de l'Organisation mondiale du Commerce», a-t-elle souligné.

«Si c'est cela le choix britannique, on est d'accord, mais, en réalité, nous sommes justement à un moment où nous nous sommes mis d'accord avec l'Australie pour mettre un terme à cette situation et travailler à un accord commercial avec eux», a déclaré Ursula von der Leyen

Londres avertit que les contrôles douaniers seront «inévitables»

Le gouvernement britannique a prévenu lundi les entreprises qui exportent vers l'Union européenne qu'elles devaient se préparer après la période de transition post-Brexit à un retour de contrôles douaniers «inévitables» aux frontières.

Londres «prévoit de ré-introduire des contrôles à l'importation sur les biens en provenance de l'UE à la frontière après la période de transition qui se termine le 31 décembre», d'après un communiqué gouvernemental. A partir de 2021, «le Royaume-Uni sera en dehors du marché unique et de l'union douanière, nous devons donc être prêts pour les procédures douanières et les contrôles réglementaires qui s'ensuivront inévitablement», a insisté Michael Gove, l'un des ministres de Boris Johnson. Les importations et exportations venant et allant vers l'UE n'auront pas droit à un traitement préférentiel mais seront soumises aux mêmes contrôles que celles provenant du reste du monde, a-t-il ajouté. Il a ajouté que l'UE exercerait aussi des contrôles sur les marchandises entrant sur son territoire. Le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'Union européenne le 31 janvier mais continue à appliquer les règles de l'UE pendant une période de transition qui court jusqu'à la fin de cette année, pendant laquelle le gouvernement conservateur de Boris Johnson entend boucler les complexes négociations sur un accord de libre-échange avec son principal partenaire commercial.

GRANDE BRETAGNE: Boris Johnson donne son feu vert à la ligne de train à grande vitesse HS2

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a donné son feu vert hier au projet controversé de ligne de train à grande vitesse HS2 malgré un coût faramineux et l'opposition d'élus et de mouvements écologistes.

"Le gouvernement a donné le feu vert à la ligne ferroviaire à grande vitesse" qui doit relier plus rapidement Londres au centre et au nord de l'Angleterre, a déclaré M. Johnson à la Chambre des communes. Devant une facture qui pourrait dépasser 100 milliards de livres, le Premier ministre a assuré avoir l'intention de contrôler le coût du projet et d'améliorer sa gestion. Il va de ce fait nommer un ministre qui se consacrera entièrement à HS2 (High Speed 2).

"Les prévisions de coûts ont explosé", selon M. Johnson, "mais la mauvaise

gestion n'a pas changé selon moi la valeur fondamentale du projet". Le chef du gouvernement britannique n'a pas chiffré le coût total. Il a toutefois estimé que la première phase qui va jusqu'à Birmingham, dans le centre de l'Angleterre, pouvait être achevée pour un montant compris entre 35 et 45 milliards de livres.

Les travaux prévus sont particulièrement complexes. Le tracé de la ligne implique de creuser de longs tunnels, de détourner des cours d'eau ou encore d'acquérir des terrains parfois très cher, notamment dans la capitale britannique. Des organisations de défense de l'environnement dénoncent son impact sur les habitats naturels et les espèces menacées. Le gouvernement a tranché en faveur de ce chantier colossal, le plus ambitieux de ce type en

Europe actuellement, malgré l'opposition de certains députés conservateurs qui jugent que l'argent serait plus utilement injecté dans la modernisation d'infrastructures de transport locales. Ces parlementaires sont souvent issus d'anciens bastions travaillistes qui ont basculé dans le camp conservateur lors des élections de décembre remportées haut la main par Boris Johnson. Ce dernier a toutefois promis mardi un "programme d'investissements massifs" dans les transports locaux, en débloquent notamment 5 milliards de livres sur cinq ans pour améliorer les réseaux de bus et les pistes cyclables. Selon lui, ces investissements dans les transports doivent en outre permettre au Royaume-Uni de respecter son engagement d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

ÉNERGIE Stabilité des émissions de CO2 liées à l'usage de l'énergie en 2019 (AIE)

Après deux années de hausse, les émissions de CO2 liées à l'usage de l'énergie se sont stabilisées dans le monde en 2019, grâce notamment au développement des énergies renouvelables dans les économies développées, a indiqué hier l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Les émissions de CO2 dans le monde ont atteint 33 gigatonnes en 2019, un niveau similaire à celui de l'année précédente, malgré une croissance économique mondiale de 2,9%, selon des données de l'AIE, qui prévoyait auparavant une hausse. L'agence cite comme raisons de cette stabilisation "le développement des énergies renouvelables (principalement éolien et solaire), le passage du charbon au gaz naturel, et davantage de production issue du nucléaire" dans les économies développées.

"Nous devons à présent travailler dur pour nous assurer que 2019 reste un pic définitif dans les émissions de CO2 et pas seulement une nouvelle pause dans leur croissance", a commenté Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE, cité dans un communiqué. "Nous avons les technologies nécessaires pour y parvenir, nous devons toutes les utiliser", a-t-il ajouté. Selon l'AIE, les émissions du secteur de l'énergie dans les économies développées sont descendues à des niveaux qui n'avaient pas été vus depuis la fin des années 1980, une époque où la demande d'électricité était un tiers inférieure à celle d'aujourd'hui. Une météo plus douce dans plusieurs pays et un ralentissement de la croissance économique dans plusieurs marchés émergents figurent aussi parmi les facteurs cités par l'AIE. Par pays, les Etats-Unis ont enregistré la baisse la plus importante, avec un recul de 2,9% soit 140 millions de tonnes de CO2 en moins.

Dans l'Union européenne, les émissions se sont repliées de 5% (-160 millions de tonnes). Le gaz naturel a produit plus d'électricité que le charbon pour la première fois, souligne notamment l'AIE. De leur côté, les émissions du Japon ont reculé de 4% après le récent redémarrage de réacteurs nucléaires. "Cette pause bienvenue dans la croissance des émissions appelle à l'optimisme sur notre capacité à lutter contre le changement climatique au cours de cette décennie", se félicite M. Birol. Dans le reste du monde, les émissions ont néanmoins augmenté de 400 millions de tonnes, une hausse principalement due aux centrales à charbon en Asie.

CHANGES L'euro se stabilise face au dollar



L'euro se stabilisait hier face au dollar après être tombé à un niveau plus vu depuis début octobre et avant une série d'interventions de banquiers centraux.

Hier matin, l'euro gagnait 0,01% face au billet vert à 1,0912 dollar, après être descendu vers 07H20 GMT jusqu'à 1,0906 dollar. Cette "faiblesse" de la monnaie unique européenne, avec six séances de baisse d'affilée, a été alimentée, notamment, par les "inquiétudes sur le virus et la faible confiance des investisseurs européens", a expliqué Bethel Loh, analyste.

Plus tard dans la journée, les investisseurs s'intéresseront à l'intervention de Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), devant le Parlement européen, puis à l'audition du président de la Réserve fédérale américaine (Fed) Jerome Powell devant la Commission des finances de la Chambre des représentants.

"Les marchés seront à l'affût de toute remarque concernant l'effet du virus sur l'économie et la politique monétaire, ainsi que des orientations que la Fed pourrait prendre à l'avenir", a souligné Samuel Siew, analyste.

REVENDEICATIONS SOCIALES À BECHAR

Près d'un millier de protestations en 2019



Quelque 991 mouvements de protestations de citoyens portant essentiellement sur des revendications sociales ont été enregistrés en 2019 dans la wilaya de Bechar par les services de la Sûreté de wilaya, a-t-on appris hier du chef de cette structure sécuritaire. Les mouvements de protestations, en hausse par rapport à 2018 (638 mouvements), et ayant causé quelques perturbations, "ont pu être maîtrisés grâce au professionnalisme des agents chargés du maintien de l'ordre et de la gestion de ce genre de mouvements de citoyens", a souligné le commissaire-divisionnaire Nasreddine Djekboub, lors de la présentation à la presse du bilan d'activités 2019 de la sûreté de wilaya.

Un total de 125 personnes ont été arrêtées lors de ces mouvements de protestation, a-t-il signalé.

En matière de lutte anti-drogue, le premier responsable de la sûreté de wilaya a fait état de la saisie en 2019 d'une quantité de 299.194 kg de kif traitée et 7.471 comprimés de psychotropes, au cours des 234 affaires liées à la détention et à la commercialisation illégales de drogue et de psychotropes et impliquant 290 adultes et un (1) mineur.

Parmi ces personnes, 140 ont été mises en détention provisoire par la justice en attendant leur procès, 26 autres ont été placés sous contrôle judiciaire, tandis que 26 autres font l'objet d'une citation directe devant le tribunal compétent.

Au moins 91 autres ont fait l'objet d'une présentation devant le procureur de la république près du tribunal de Bechar et sont essentiellement des consommateurs arrêtés en possession de petites quantités de drogue ou de psychotropes, a fait savoir le commissaire-divisionnaire Djekboub.

RELIZANE

Baisse sensible du nombre d'accidents de la route

Les services de Gendarmerie nationale de la wilaya de Relizane ont enregistré une baisse sensible du nombre d'accidents de la circulation l'an dernier estimée à 25,92% par rapport à 2018, a indiqué lundi le commandant du groupement territorial de ce corps de sécurité.

Le lieutenant-colonel Azzeddine Brihmouche a souligné, lors d'une conférence de presse pour présenter le bilan annuel de ces services, que l'année dernière a enregistré 120 accidents de la circulation contre 162 en 2018. Ces accidents ont été recensés l'année écoulée sur les routes nationales et chemins de wilaya, ainsi que sur l'autoroute Est-Ouest, faisant 38 morts et 170 blessés, a ajouté la même source.

Le même responsable a salué les efforts des éléments de la gendarmerie nationale à travers l'application de la loi pour prévenir les accidents de la circulation et la participation de tous les acteurs à l'opération de sensibilisation des usagers de la route. Parallèlement, le même groupement territorial a enregistré une augmentation de 10% du nombre d'affaires traitées dans le domaine du crime organisé, en traitant 101 affaires l'année dernière contre 90 en 2018. Les mêmes services ont justifié l'augmentation du traitement de ces affaires au déploiement sécuritaire intense, ainsi qu'à l'efficacité des interventions sur le terrain et des plans mis en place pour lutter contre divers types de criminalité. Les services de la gendarmerie nationale de Relizane ont également saisi plus de 113 kg de kif traité et 10.679 comprimés psychotropes à travers le traitement de 74 affaires qui ont permis le démantèlement de 7 réseaux activant dans le trafic de drogue et l'arrestation de 84 personnes dont 59 ont été écroués. Au cours de la même période, trois réseaux de vol de bétail ont été démantelés, ce qui a entraîné l'arrestation de 11 personnes et la récupération de 234 têtes de bétail.

PROJET D'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ALGÉRIEN :

Une expérience « pionnière »

Le projet d'édification des potentialités institutionnelles pour l'intégration des réfugiés dans l'enseignement supérieur algérien, lancé lundi à l'université Mohamed-Lamine Debaghine Sétif-2, constitue une expérience « pionnière », a affirmé Mme Mama Lefdjah, sous-directrice de la coopération bilatérale au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Présidant le lancement du projet, Mme Lefdjah a souligné que ce dernier propose de réorganiser les établissements du supérieur pour, d'un côté, répondre à la problématique d'insertion des réfugiés et, de l'autre, mettre en place des mécanismes normatifs et institutionnels pour intégrer cette catégorie à l'enseignement supérieur.

Il s'agit également, de créer des potentialités institutionnelles au sein des universités algériennes pour accueillir et intégrer les réfugiés dans le cadre d'un programme nationale que l'Etat algérien considère comme « important » pour l'insertion de cette catégorie, a-t-elle ajouté.

De son côté, la coordinatrice du projet et vice-recteur chargée des relations extérieures, Nawal Abdelatif Mami, a relevé que le projet étalé sur trois années est conçu avec des experts d'universités italiennes, espagnoles et française en coordination avec les universités de Ouargla,



Sétif, Bejaïa et Tizi Ouzou.

Le projet élaborera une étude prospective des besoins des réfugiés et de la reformulation à opérer des règlements intérieurs des établissements partenaires et des droits et obligations des réfugiés pour leur insertion à la vie universitaire, a-t-elle précisé.

Le projet euvrera également, dans le cadre du programme européen Erasmus, à fournir des prestations universitaires nouvelles en mettant sur pied un bureau spécial pour réfugiés de sorte à ce que les membres du

département d'accompagnement des réfugiés seront attachés à la direction de l'université pour travailler en étroite collaboration avec le service de coordination professionnelle, a ajouté Mme Mami.

Le recteur de l'université Sétif-2, El Kheir Guechi, a considéré que cette expérience pilote constitue une réalisation et une grande fierté pour les institutions scientifiques algériennes et une consolidation de la position de l'université algérienne par rapport à ses pairs dans le monde.

Il a également noté que le projet comportera de multiples activités scientifiques, culturelles et de recherche qui contribueront à l'insertion de cette catégorie fragile, à la promotion des droits de l'homme et à permettre aux étudiants algériens de s'adapter à un environnement humain qui servira l'individu et la société.

La rencontre a permis aux représentants des universités partenaires du projet de présenter des exposés sur leurs universités et leurs potentialités ainsi que des interventions sur la gestion et l'organisation du projet. L'université Sétif-2 s'est vue dernièrement attribuer par l'Union européenne le certificat de « reconnaissance pour l'excellence » pour sa coordination du projet « Approche basée sur les droits dans l'enseignement supérieur au Maghreb » (ABDEM) coordonné du côté européen par l'université espagnole de La Rioja.

SOCIÉTÉ CIVILE

Naissance du Réseau «La décision t'appartient» de coordination entre associations et organisations nationales

Un espace de coordination entre nombre d'associations et d'organisations nationales a été lancé, lundi à Alger, sous l'appellation de Réseau «La décision t'appartient».

Selon un communiqué rendu public par 20 associations, organisations, unions et mouvement, une réunion tenue les 8 et 9 février en cours, a été consacrée à l'examen de «la coordination» des efforts et du «renforcement» de la coopération, notamment en ce qui concerne les grandes questions nationales ayant abouti à l'annonce de la constitution d'un Réseau appelé «La décision t'appartient».

Ce réseau a pour objectifs la contribution aux efforts des différentes institutions de l'Etat pour la préservation des acquis nationaux, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la stabilité, au raffermissement du front interne, à l'encadrement du débat national pour l'édification d'une Algérie nouvelle. Il

s'agit, en outre, de contribuer aux différents chantiers de réforme, notamment de la Constitution, à la consolidation des fondements de l'unité nationale et de l'ancrage des valeurs novembristes outre la sensibilisation aux menaces pesant sur la cohésion nationale et sociale.

Le Réseau tend, également, selon ses initiateurs, à promouvoir les composantes de la société civile en force de proposition, à inculquer la culture de l'espoir et d'adhésion aux efforts nationaux de développement, notamment en direction des jeunes, outre l'ouverture d'espaces et d'ateliers-débat sur les questions liées à l'insertion des jeunes à la dynamique d'innovation et de développement, à l'instar de la création de startups en tant qu'outil de création de richesse et d'emploi et la proposition de projets dans ce domaine aux autorités publiques.

Ouvrir à la contribution de la société civile à l'appui des efforts de la

diplomatie algérienne en faveur de la préservation de la souveraineté et de la sécurité nationales, figure également parmi les objectifs de cette initiative.

La même source souligne que «la porte reste ouverte» devant tous les acteurs de la société qui croient en ces objectifs et souhaitent contribuer à leur concrétisation.

Ce Réseau, dont la réunion a été abrité par le Rassemblement de la jeunesse algérienne (RAJA), regroupe nombre d'organisations à l'instar du Forum algérien des cadres et de promotion des jeunes, de l'Organisation algérienne de l'environnement et de la citoyenneté, de l'Organisation nationale de la jeunesse et du tourisme, du Mouvement national des étudiants algériens, de l'Organisation nationale de solidarité estudiantine, du Forum algérien des jeunes journalistes et l'Organisation algérienne HAWA pour la promotion de la famille.

ADRAR

2 morts et cinq blessés dans un incendie à Timimoun

Deux fillettes, âgées d'un an et demi, et cinq ans, ont péri dans un incendie, qui s'est déclaré hier dans une habitation familiale à Timimoun (220 km au nord d'Adrar), a-t-on appris des services de la Protection civile (PC).

L'incendie, circonscrit par des éléments de la

Protection civile, est survenu au niveau de la cité 32-Logements dans le centre ville de Timimoun, causant des brûlures à trois (3) autres membres de la famille, dont le père (45 ans) et sa fille (8 ans) au niveau des bras et des pieds, ainsi que la mère (31 ans) au niveau du visage et

de la poitrine, a-t-on indiqué.

Les agents de la Protection civile ont sauvé leur garçon (4 ans) et évacué deux voisins de la famille, atteintes de brûlures légères, a-t-on ajouté.

Les corps des deux victimes ont été déposés à la

morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) de Timimoun, où ont été également admises les victimes de l'incendie.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de ce sinistre.

IMMIGRATION CLANDESTINE

Début en mars de la construction de camps fermés pour migrants en Grèce

La construction de camps fermés sur plusieurs îles grecques de la mer Egée, décidée afin de contrôler la circulation des demandeurs d'asile, commencera au mois de mars, a annoncé lundi le ministre des Migrations, Notis Mitarachi.

Ces camps, qui pourront accueillir 20.000 demandeurs d'asile pour une période maximum de trois mois, seront situés sur les îles de Lesbos, Samos, Chios, Kos et Léros, a précisé le ministre, interviewé sur la radio Skaï.

Ils devraient être opérationnels dès cet été.

Jusqu'à présent, les demandeurs d'asile pouvaient aller et venir hors de leur camp et étaient libres de circuler sur les îles.

Après des incidents violents entre migrants, mais aussi face à l'expansion grandissante des populations locales ces derniers mois, le gouvernement conservateur du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis a décidé de contrôler davantage les nouveaux arrivants sur les îles égéennes.

"Ceux qui resteront dans ces centres fermés auront droit à des sorties contrôlées avec une carte et pour une durée limitée, et les structures resteront fermées le soir", a précisé lundi le porte-parole du gouvernement grec, Stelios Petsas.

Confronté à une hausse des arrivées de migrants, le gouvernement Mitsotakis, arrivé au pouvoir l'été dernier, a décidé d'accélérer l'examen des procédures d'asile afin de renvoyer les demandeurs non éligibles



ou déboutés dans leur pays d'origine ou vers la Turquie voisine.

"Nous voulons augmenter les retours vers la Turquie et arriver à 200 retours environ par semaine", a déclaré Notis Mitarachi.

Plus de 36.000 demandeurs d'asile s'entassent dans des camps insalubres sur des îles grecques de la mer Egée, alors que leur capacité n'est que de 6.200 personnes.

Des terres et propriétés appartenant aux autorités locales ou à l'armée

seront saisies pour la construction de ces centres fermés.

Ces derniers mois, des manifestations d'habitants et d'autorités locales hostiles à la construction de ces camps se sont multipliées sur les îles de la mer Egée.

Les demandeurs d'asile, épuisés par des conditions de vie insalubres, ont eux aussi manifesté début février.

Des heurts avaient alors éclaté entre les migrants et les forces anti-émeute.

ÉGYPTE

La population du pays atteint les 100 millions

La population égyptienne a atteint les 100 millions d'habitants, mettant l'Égypte au rang de pays arabe le plus peuplé et troisième en Afrique derrière l'Éthiopie et le Nigeria, ont annoncé hier les autorités.

"L'an dernier a été l'une des années les plus rapides à atteindre un million (de naissances)", a déclaré Khairat Barakat, patron de l'agence égyptienne pour les statistiques (CAPMAS), assurant que ce cap avait été franchi en 216 jours en 2019.

L'Égypte est le 14ème pays le plus peuplé au monde.

Le taux de natalité dans le pays a explosé ces trente dernières années, avec une moyenne de 1,5 millions de naissances par an.

Les Égyptiens étaient 57 millions il y a trente ans.

La surpopulation a constitué ces dernières années un défi en dépit des politiques de l'État pour limiter les naissances.

Le dernier recensement, qui a aussi eu lieu en 2017, avait dénombré 95 millions d'habitants, un chiffre qui n'inclut pas les Égyptiens vivant à l'étranger.

Vendredi, lors d'une réunion du cabinet, le Premier ministre Mostafa Madbouly a déclaré que "la croissance de la population est le défi le plus grand de l'État (...) et cela affecte la sécurité nationale".

Comme dans la plupart des pays arabes, la population égyptienne est jeune, avec 60% de citoyens âgés de moins de 30 ans.

EUROPE

5 morts après le passage de la tempête Ciara

La tempête Ciara a fait depuis dimanche au moins cinq morts en Europe et plusieurs blessés, entraînant sur son passage des centaines d'annulations de vols et de trains et privant des milliers de foyers d'électricité, selon un nouveau bilan.

Un homme a été tué dans sa voiture par un arbre sur une autoroute au sud-ouest de Londres.

En Pologne, une femme et sa fille ont été tuées par une toiture emportée par des rafales de près de 100 km/h.

Dans le nord-est de la Slovaquie, un homme de 52 ans est mort écrasé dans sa voiture par la chute d'un arbre.

Les autorités ont demandé aux habitants du nord du pays de rester chez eux.

En Suède, le vent a fait aussi une victime: un plaignant est mort dans la matinée après le chavirage de son embarcation dans le sud du pays.

Une personne qui l'accompagnait est elle portée disparue.

Un précédent bilan faisait état de trois morts.

Plusieurs trains, vols et ferries y ont été annulés et des ponts fermés en raison des intempéries qui ont touché le sud du pays dimanche soir.

Lundi matin, la circulation des bus et des trains était toujours perturbée, tandis que des milliers de foyers restaient privés d'électricité.

Au Danemark, le pont de l'Eresund reliant le royaume à la Suède a été fermé pendant quelques heures.

En Allemagne, deux femmes ont été grièvement blessées par un arbre à Sarrebruck, et l'une d'elles était entre la vie et la mort, a indiqué la police dans la nuit tandis qu'un adolescent de 16 ans a été blessé à la tête par une branche d'arbre à Paderborn, dans l'ouest.

Côté transports, la circulation des grandes lignes, à l'arrêt depuis la soirée de dimanche dans l'ensemble du pays, a repris en partie dans la matinée selon la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn.

Mais les perturbations resteront nombreuses alors que la tempête se déplace vers le sud du pays.

A Francfort, une grue de chantier a percuté la cathédrale au centre-ville, endommageant la toiture sur plusieurs mètres.

En République tchèque, où le vent a soufflé jusqu'à 180 km/heure, un homme a été blessé par la chute d'un arbre sur sa voiture.

La «tempête du siècle» faisait la Une de plusieurs quotidiens britanniques. En terme de territoire touché, c'est probablement la plus grosse tempête du siècle, avec pour seule rivale la tempête de décembre 2013, a déclaré Helen Roberts, de l'office météorologique britannique Met office.

APS

BANGLADESH

15 morts dans le naufrage d'un bateau de réfugiés rohingyas

Au moins 15 personnes sont mortes noyées et des dizaines d'autres sont portées disparues suite au naufrage au large du Bangladesh d'un bateau transportant des réfugiés rohingyas en route vers la Malaisie, ont annoncé hier les autorités locales.

Quelque 130 réfugiés, principalement des femmes et des enfants, s'entassaient sur une embarcation de pêche engagée dans le golfe du Bengale à destination de la Malaisie, un dangereux voyage de 2.000 kilomètres, ont indiqué les garde-côtes bangladais.

Soixante-dix (70) personnes ont été secourues pour le moment. Les opéra-

tions de recherches se poursuivent à proximité de l'île Saint Martin, située non loin de la côte bangladaise.

Le bateau d'à peine 13 mètres de long était l'une des deux embarcations parties lundi soir du district de Cox's Bazar, dans le sud-est du Bangladesh, où les camps de réfugiés rohingyas accueillent près d'un million de personnes et dont les résidents ont théoriquement l'interdiction de sortir. «Ils ont été attirés par des trafiquants d'êtres humains», a dit Faisal Hasan Khan, commandant des garde-frontières.

De nombreux Rohingyas de Birmanie, qui ont fui au Bangladesh

en raison des violences contre la minorité musulmane, tentent d'échapper à la misère et au désespoir des gigantesques camps de réfugiés en embarquant pour la Malaisie, dans l'espoir d'une vie meilleure.

Depuis l'année dernière, les forces de sécurité bangladaises ont arrêté plus de 500 Rohingyas dans des villages côtiers et sur des bateaux alors qu'ils s'apprêtaient à partir pour la Malaisie, pays d'Asie du Sud-Est et où se trouve déjà une importante diaspora rohingya.

Ce naufrage était une tragédie annoncée.

Les réfugiés rohingyas vivent dans des conditions de confinement dans les

camps. Ils tentent de plus en plus de quitter les camps et deviennent victimes de réseaux de traite d'êtres humains», a estimé Shakirul Islam, un expert des migrations.

Le trafic augmente durant la période novembre-mars, après la mousson, lorsque la mer est plus sûre pour permettre à des petits bateaux de pêche d'entreprendre le périple risqué pour la Malaisie.

On estime à 25.000 le nombre de Rohingyas ayant fui le Bangladesh et la Birmanie en 2015 en essayant de gagner par bateau la Thaïlande, la Malaisie ou l'Indonésie.

Des centaines d'entre eux sont morts noyés.

AUSTRALIE

La Haute Cour interdit l'expulsion d'Aborigènes

Les Aborigènes d'Australie ne sont pas concernés par la loi de l'immigration, a tranché mardi la Haute Cour, la plus haute juridiction australienne, une décision historique selon laquelle le pays ne peut pas expulser les indigènes même s'ils sont nés à l'étranger.

L'Australie a tenté d'expulser deux hommes – un citoyen de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Daniel Love, et un citoyen de Nouvelle Zélande, Brendan Thoms –, sur la base de lois permettant l'annulation du visa pour des criminels condamnés.

Les deux hommes, identifiés comme Aborigènes australiens, ont chacun un parent indigène, et ont vécu dans le pays depuis leur enfance.



Daniel Love, qui a purgé une peine de prison pour agression, et Brendan Thoms, emprisonné pour violences

familiales, se sont adressés à la justice en demandant de pouvoir rester en Australie, arguant que même s'ils n'en étaient pas «citoyens», ils n'étaient pas non plus des «étrangers».

Les sept juges de la Haute Cour se sont prononcés à 4 contre 3 pour trancher que les requérants ne sont pas concernés par la législation frappant les ressortissants étrangers.

Les indigènes peuplent le vaste continent depuis plus de 60.000 ans alors que la Constitution de la nation moderne a été adoptée seulement en 1901. C'est la première fois que la justice australienne a été appelée à trancher la question de savoir si le gouvernement peut expulser des Aborigènes.

ABSENCE D'ALLOGREFFE INFANTILE À ORAN: 7 enfants transférés en moyenne chaque année à Alger

Le service de l'oncologie pédiatrique du centre anti-cancer (CAC) «Emir Abdelkader» d'Oran, transfère annuellement une moyenne de 7 enfants vers Alger, pour subir des allogreffes infantiles, une opération encore indisponible dans les établissements de l'Ouest et du Sud-ouest, a-t-on appris de la chef du service en question.

Indiquée dans les cas de leucémies sévères, les allogreffes infantiles consistent à greffer un enfant malade avec des cellules de la moelle osseuse d'un donneur (un parent ou un frère), explique le Pr Amaria Boumeddène, chef de service de l'oncologie pédiatrique au CAC d'Oran.

Ce type d'opérations n'est malheureusement pas disponible dans aucun établissement de santé de la wilaya d'Oran, ni encore dans la région ouest et sud ouest, note-t-elle, ajoutant que les enfants qui nécessitent l'allogreffe sont transférés au centre de cancérologie Marie et Pierres Cury d'Alger, seul en Algérie à pratiquer ce genre d'intervention.

Le Pr Boumeddène a expliqué que l'allogreffe est indiquée pour les cas les plus sévères de leucémie, qui ne répondent pas aux traitements, faisant des rechutes, ajoutant que les enfants nécessitant l'intervention sont transférés à Alger, après l'étude de leurs dossiers.

Un projet pour le lancement de l'allogreffe infantile au niveau du service de l'hématologie de l'EHU «1er novembre» d'Oran se fait toujours attendre, depuis quelques années, a-t-elle souligné, notant que l'ouverture d'une unité dédiée à ce genre d'intervention sera d'un grand apport pour les malades et leurs familles, afin de leur épargner le déplacement jusqu'à Alger.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ Commission ministérielle pour inspecter le projet de l'hôpital des urgences médico-chirurgicales

Une commission ministérielle regroupant des techniciens et des spécialistes dans la construction et de l'équipement médical a visité le projet de réalisation de l'hôpital des urgences médico-chirurgicales (ex-Hôpital orthopédique), a-t-on appris lundi de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Cette commission a procédé à l'inspection de ce projet et à l'identification des lacunes signalées au niveau de cet établissement de santé, à l'instar du bloc opératoire et des travaux d'aménagement de l'étanchéité sans parler des dommages ayant touché certaines parties des couloirs de cet hôpital, a précisé la même source.

D'autre part, la même commission a donné des solutions techniques aux entrepreneurs chargés de l'aménagement pour que le bâtiment soit conforme aux normes, notamment les blocs opératoires, ainsi que les parties consacrées aux patients et aux médecins, ainsi que quelques ajustements nécessaires concernant l'aspect de prévention et de sécurité, a ajouté la même source.

Il est à signaler que cette inspection s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, qui a affirmé lors de sa récente visite à ce projet, qu'une commission destinée à lever les réserves et à déterminer les raisons du retard de la réception de cet établissement de santé, sera envoyée.

La capacité d'accueil de cette infrastructure de santé inscrite au titre de l'exercice 2006 et dont la réalisation a nécessité la mise en place d'un budget d'investissement de plus de 40 milliards DA, est estimée à 240 lits, a-t-on rap-

Les ministres de la Santé et des Transports rendent visite aux étudiants rapatriés de Chine

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid et le ministre des Travaux publics et des Transports, Farouk Chiali se sont rendus lundi à l'hôtel Raïs (Ain Taya) où sont hébergés les étudiants algériens, mauritaniens et libyens rapatriés la semaine dernière de Wuhan, suite à la propagation du virus Corona.

Le ministre de la Santé a affirmé avoir promis de visiter régulièrement les étudiants rapatriés pour s'enquérir de leur état de santé, saluant les efforts du staff médical mobilisé qui est à leur chevet jusqu'à ce qu'ils quittent l'hôtel la semaine prochaine.

Dans le même contexte, M. Benbouzid s'est dit rassuré de l'état de santé des patients, ajoutant qu'aucun symptôme du virus Corona n'a été enregistré depuis leur rapatriement.

Pour sa part, le ministre des Travaux publics et des Transports a rassuré les citoyens quant aux mesures prises par les pouvoirs publics pour «assurer le contrôle au niveau de tous les points frontaliers du pays».

Les étudiants rapatriés ont, de leur côté, fait part de leur satisfaction quant aux efforts consentis par les pouvoirs publics à savoir l'hébergement, le transport et la prise en charge médicale, souhaitant quitter l'hôtel dans les plus brefs délais pour rejoindre leurs familles. Le Dr Mehdi Ouanouri, psychologue à l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) des maladies infectieuses El-Hadi Flici (ex-El-Kettar) a fait savoir que l'état psychologique des étudiants



rapatriés de la ville chinoise de Wuhan était fragile mais dès leur montée à bord de l'avion d'Air Algérie et rencontre avec le staff médical ils ont renoué avec la sérénité.

Dr Ounouri a indiqué qu'il procédait à l'examen de l'état psychologique des étudiants deux fois par jour mais également sur demande et prodigue des traitements individuels et collectifs, relevant que «certains souffrent

encore du choc notamment après les images relayées sur les réseaux sociaux montrant une situation de panique dans les régions touchées par le coronavirus en Chine».

D'autres ont été choqués par l'isolement qui leur été imposée à Wuhan, foyer de l'épidémie du Coronavirus.

Cette panique commence à disparaître progressivement», a-t-il rassuré.

Les DSP et responsables des EHU de l'Est et du Sud-Est instruits d'améliorer les services sanitaires

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a ordonné, lundi à Alger aux directeurs de Santé et de la Population et des directeurs généraux des Établissements hospitaliers universitaires (EHU) des wilayas de l'est et du sud-est du pays de prendre toutes les mesures et initiatives nécessaires à l'amélioration de l'accès par les citoyens aux services sanitaires de qualité, et d'associer la société civile et les représentants des malades et des par-

tenaires sociaux. Dans le cadre des objectifs tracés dans le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, après le diagnostic qu'il a effectué concernant la situation du secteur de la Santé, M. Benbouzid a tenu lundi au siège du ministère une réunion avec les cadres des wilayas de l'est et du sud-est du pays, indique un communiqué du ministère.

A l'issue de la réunion, M. Benbouzid a donné plusieurs recommandations sur la base du plan d'urgence visant la réalisation de

résultats à court terme à travers «l'amélioration de la prise en charge des patients au niveau des urgences médico-chirurgicales et la réunion des conditions d'hygiène, de bon accueil et d'orientation», a précisé la même source.

Parmi ces recommandations figurent également la réhabilitation des structures de santé de proximité afin de réduire la pression sur les EHU, en sus de l'amélioration de prise en charge de la femme enceinte en trouvant des solutions à la surcharge des services de gynécologie

obstétrique. Le ministre a recommandé, en outre, l'amélioration des conditions de transfert des malades, et ce à travers l'application stricte de l'instruction sur les conditions de transfert des malades, mais également la nécessité d'améliorer les conditions de travail des équipes médicales et paramédicales pour leur permettre de mener à bien leurs missions et l'amélioration de la prise en charge des cancéreux en matière d'accès au traitement et aux médicaments, a conclu le communiqué.

EL-OUED

Un millier de praticiens attendus au Congrès international de chirurgie ORL et cervico-faciale

Un millier de praticiens sont attendus aux travaux du deuxième Congrès international de chirurgie ORL et cervico-faciale, prévu du 13 au 15 février courant à El-Oued, a-t-on appris du bureau de l'Association de l'Alliance médicale d'El-Oued.

Ils se répartissent entre 150 psycho-orthophonistes, 300 médecins généralistes et 550 praticiens spécialistes en ORL issus de 10 établissements hospitaliers universitaires et quatre (4) hôpitaux militaires en plus d'enseignants universitaires et de praticiens résidents des secteurs public et privé, a précisé le membre du bureau de l'association, Pr.Tahar Mansouri.

Lors de cette manifestation scientifique et médicale, seront également menées une trentaine d'interventions chirurgicales complexes dans le domaine de l'ORL, dont la chirurgie des tumeurs du nerf auditif, de l'otosclérose et de l'otorrhée chronique,

avec utilisation de techniques de pointe, a-t-il fait savoir.

Ces interventions délicates seront menées par un staff médical et paramédical qualifié, comprenant des compétences de sept (7) pays étrangers (Allemagne, Jordanie, Liban, Maroc, Egypte, France et Tunisie) aux côtés de compétences algériennes relevant de différents établissements hospitaliers universitaires.

La rencontre traitera de questions intéressantes les trois catégories participantes, dont les praticiens spécialistes en ORL qui bénéficieront d'explications pratiques sur les techniques modernes utilisées dans les interventions chirurgicales, via un support audiovisuel depuis le bloc opératoire.

Les médecins généralistes bénéficieront eux de sessions de formation animées par des spécialistes autour de trois axes déterminant lors des consultations du malade, à savoir les

maladies ORL, la pédiatrie et les allergies.

Les psycho-orthophonistes bénéficieront, pour leur part, de sessions de formation assurées par un spécialiste de la diction sur l'efficacité de l'accompagnement de la pose d'implants cochléaires aux enfants et scolaires, à travers des mécanismes d'insertion dans le milieu familial et scolaire, et ce, à travers la présence de l'orthophoniste.

Ce Congrès international de chirurgie ORL et cervico-faciale, dont les activités sont réparties entre le Centre anticancéreux, la Maison de la Culture Mohamed Lamine Lamoudi et la salle de conférences du complexe touristique «Gazelle d'Or» à El-Oued, est organisé par l'association l'Alliance médicale d'El-Oued, avec le concours de l'association médicale «Tedj» et l'association «Amel» de pose d'implants cochléaires.

E P I D É M I E D E C O R O N A V I R U S

Nouveau bilan à 1.011 morts en Chine

Le nombre de morts en Chine dus au nouveau coronavirus est monté à 1.011 hier, après l'annonce de 103 nouveaux décès dans la province du Hubei, ont annoncé les autorités. La commission nationale de la santé du Hubei a en outre répertorié 2.097 nouveaux cas d'infection dans cette province du centre de la Chine, dont la capitale est Wuhan, foyer de l'épidémie.



SELON L'OMS

Le coronavirus constitue «une très grave menace» pour le monde

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyes, a assuré hier que le nouveau coronavirus constitue une «très grave menace» pour le monde.

«Avec 99% des cas en Chine cela reste une grande urgence pour ce pays, mais cela constitue aussi une très grave menace pour le reste du monde», a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyes à l'ouverture à Genève d'une conférence de l'OMS sur la maladie.

Quelque 400 scientifiques doivent passer en revue, durant deux jours, les

moyens de combattre l'épidémie en se penchant sur sa transmission et sur les traitements possibles.

«Ce qui importe le plus, c'est d'arrêter l'épidémie et de sauver des vies.

Avec votre soutien, c'est ce que nous pouvons faire ensemble», a déclaré le responsable de l'OMS aux participants.

Il a notamment appelé tous les pays à faire preuve de «solidarité» en partageant les données dont ils disposent.

«C'est particulièrement vrai pour ce qui concerne les échantillons et le séquençage (du virus).

Pour vaincre cette épidémie, nous

avons besoin d'un partage équitable», a-t-il dit. Il a espéré que cette réunion débouche sur une «feuille de route» en matière de recherche, sur laquelle «les chercheurs et les donateurs puissent s'aligner». Plus de 42.600 personnes ont été contaminées par ce virus en Chine continentale, et au moins 1.016 d'entre elles sont mortes.

En dehors de la Chine continentale, le virus a tué deux personnes, une aux Philippines et une autre à Hong Kong, et plus de 400 cas de contamination ont été confirmés dans une trentaine de pays et territoires.

Les Etats-Unis envoient du matériel médical au Laos

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir envoyé du matériel médical au Laos dans le cadre d'un programme de 100 millions de dollars destiné à enrayer la propagation du nouveau coronavirus. L'Agence internationale pour le développement (USAID) a indiqué avoir notamment envoyé 440 lunettes de protection et 1.500 blouses chirurgicales

au Laos, pays frontalier de la Chine, où a débuté l'épidémie. Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo avait annoncé vendredi avoir débloqué 100 millions de dollars pour aider la Chine et les autres pays touchés à combattre le virus, qui a déjà tué plus de 900 personnes. «Vous commencerez à voir plus d'annonces au fur et à mesure que nous

commencerons à calculer le montant de l'aide nécessaire», a indiqué à la presse Jim Richardson, en charge de ces aides au département d'Etat.

Cette annonce intervient alors que le gouvernement de Donald Trump cherche à réduire de près de moitié les fonds destinés à soutenir les initiatives mondiales en matière de santé dans son

projet de budget fédéral 2021.

Le Laos, les îles du Pacifique, la Birmanie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont selon M. Richardson considérées comme prioritaires dans le budget des Etats-Unis, qui entendent se présenter comme une alternative pour ces pays, face à une Chine de plus en plus interventionniste.

2 responsables chinois limogés sous la pression de l'opinion

Deux hauts responsables du Hubei (centre), la province chinoise au cœur de l'épidémie de coronavirus, ont été limogés, a annoncé hier la télévision, après des critiques de l'opinion sur leur gestion de la crise.

La colère est vive depuis quelques semaines, les autorités étant accusées par une grande partie des citoyens d'avoir tardé à réagir face aux premiers cas de la maladie, apparue en décembre à Wuhan, le chef-lieu provincial.

Un mécontentement qui s'est transformé en fureur après la mort vendredi de Li Wenliang, 34 ans, l'un des premiers médecins à avoir alerté sur

l'émergence de l'épidémie.

Réprimandé par la police qui l'accusait de propager des «rumours», il avait lui-même été contaminé.

Zhang Jin, le principal responsable à la Commission provinciale de la Santé, et Liu Yingzi, la directrice, ont été démis de leurs fonctions sur décision du comité permanent du Parti communiste chinois (PCC) pour le Hubei, a annoncé CCTV.

Cette décision semble vouloir apaiser l'opinion publique, qui réclamait des têtes après la mort de Li Wenliang.

Cet ophtalmologue fait désormais figure de héros national face à des res-

ponsables locaux accusés d'avoir cherché à étouffer ses révélations.

Un ancien vice-ministre de la Commission nationale (ministère) de la Santé, Wang Hesheng, remplace les deux responsables limogés.

Le Hubei est au cœur de l'épidémie, loin devant les autres régions de Chine et l'étranger: elle concentre 96% des plus de 1.000 morts enregistrés jusqu'à présent, et 74% des cas de contamination. Le bilan des morts dépasse désormais celui du Sras (Syndrome respiratoire aigu sévère), qui avait traumatisé le pays en 2002-2003 et coûté la vie à 774 personnes dans le monde.

Hong Kong: un immeuble en partie évacué

Plus d'une centaine de personnes ont été évacuées hier d'une tour d'habitation de 35 étages à Hong Kong en raison de la découverte d'un second cas du nouveau coronavirus dans cette résidence, mais à un étage distinct les autorités s'interrogeant sur une éventuelle contagion au travers de canalisations.

C'est en pleine nuit qu'une partie des habitants de Hong Mei House ont été

invités à quitter cette tour appartenant à la résidence Cheung Hong Estate située sur l'île de Tsing Yi, au nord-ouest de l'île de Hong Kong.

Des membres des services sanitaires en combinaison intégrale blanche étaient à pied d'œuvre mardi pour vérifier si l'épidémie s'est propagée davantage dans cette résidence abritant 3.000 personnes.

Les autorités hongkongaises se montrent extrêmement vigilantes quant aux nouveaux cas, du fait de l'extrême densité de population dans la mégapole de sept millions d'habitants, où la majorité de la population réside dans des tours, lesquelles peuvent dépasser les 60 étages.

L'ex-colonie britannique reste traumatisée par le souvenir de l'épidémie

Pays et territoires touchés par le nouveau coronavirus, qui a fait plus de 1000 morts

Voici la liste des pays et territoires qui ont annoncé des cas confirmés de maladie due au nouveau coronavirus depuis sa propagation à partir de la ville chinoise de Wuhan, où il est apparu en décembre.

En dehors de la Chine, y compris les régions autonomes de Macao et de Hong Kong, plus de 350 cas de contamination ont été confirmés dans une trentaine de pays et territoires.

- CHINE -

Un total de 40.171 personnes ont été contaminées en Chine continentale.

Et au moins 908 d'entre elles sont mortes.

La quasi-totalité des décès sont intervenus dans la province du Hubei, berceau de la contagion, dont Wuhan est la capitale.

Ce chiffre est supérieur au nombre des personnes mortes du Sras (Syndrome respiratoire aigu sévère, une pneumonie atypique) - environ 650 - dans la partie continentale du territoire chinois et à Hong Kong en 2002-2003.

- Une personne est en outre morte à Hong Kong où au moins 36 cas ont été enregistrés.

- Dix cas ont été signalés à Macao.

- ASIE-PACIFIQUE -

Asie de l'Est

Corée du Sud: 27

Japon: 26 cas, et 70 à bord du paquebot Diamond Princess en quarantaine au large de Yokohama.

Un autre cas a été confirmé à bord du paquebot Westerdam, en route vers le Japon.

Taiwan: 18

Asie du Sud-Est

Cambodge: 1

Malaisie: 17

Philippines: 3 cas dont un mort à Manille, un Chinois originaire de Wuhan, qui a été le premier décès hors de Chine.

Singapour: 43

Thaïlande: 32

Vietnam: 13

Asie du Sud

Inde: 3

Népal: 1

Sri Lanka: 1

Australie 15

- AMERIQUES -

Canada 7

Etats-Unis 12 cas.

Un citoyen américain a par ailleurs succombé au coronavirus à Wuhan.

- EUROPE -

Union européenne

Allemagne: 14

France: 11

Italie: 3

Belgique: 1

Espagne: 2

Finlande: 1

Suède: 1

Royaume-Uni 4

Russie 2

- MOYEN-ORIENT -

Emirats arabes unis 8

de syndrome respiratoire aigu sévère (sras), qui avait fait 299 morts à Hong Kong en 2002-2003, et en particulier par le cas de la résidence Amoy Gardens.

Au total, 321 personnes avaient été infectées dans ce lotissement résidentiel, dont 42 personnes qui avaient péri.

APS

AVC Attention à l'agressivité

Le stress, la dépression et l'hostilité sont des facteurs de risque pour les accidents cérébraux vasculaires selon les résultats d'une étude scientifique américaine publiée dans la revue médicale Stroke de l'American Heart Association.

Les chercheurs de l'université du Minnesota à Minneapolis ont voulu comprendre l'impact des facteurs psychologiques sur les accidents vasculaires cérébraux. Ils ont mené une étude sur 6.700 adultes âgés de 45 à 84 ans qui ont répondu à des questionnaires précis sur leur niveau de stress, la dépression, l'agressivité et la colère. Ils ont analysé l'agressivité et la vision négative du monde des volontaires en évaluant leurs attentes et leurs motivations. Les participants ont été suivis pendant 11 ans. Aucun d'entre eux ne souffrait de maladie cardiaque. Au cours de cette période, 127 ont eu des attaques cérébrales et 48 un accident ischémique transitoire (IAT) est un déficit neurologique soudain et temporaire. Ses symptômes cliniques durent moins d'une heure).

Les AVC aliment l'agressivité

Si la colère n'augmente pas les risques de subir un AVC, la dépression, le stress et l'agressivité semblent être liés à une augmentation d'accidents vasculaires céré-

braux. En effet, les résultats de cette étude révèlent que les symptômes dépressifs augmentent de 86% le risque d'avoir une attaque cérébrale ou un IAT, que les individus qui sont chroniquement stressés ont un risque 59% plus élevé d'avoir ce type d'attaques. Les gens cyniques et agressifs sont eux 2 fois plus touchés par ces accidents.

«On se concentre tellement sur les facteurs traditionnels de risque, le niveau de cholestérol, la pression sanguine, la cigarette etc. et ils sont tous très importants. Mais une étude comme celle-ci montre que les facteurs psychologiques doivent être aussi considérés», explique l'une des auteures de l'étude, Susan Everson-Rose, professeur de médecine associée à l'université du Minnesota à Minneapolis.

«Compte tenu du vieillissement de la population, il est important d'examiner ces autres facteurs de risques. Car, l'AVC est une maladie qui touche majoritairement les personnes âgées» explique Susan Everson-Rose. Chaque année en France, 130 000 per-



sonnes sont victimes d'AVC, faisant 33 000 décès. Plus de 770 000 personnes d'entre elles en subissent encore les séquelles. C'est la 3e cause de mortalité après les cancers et

l'infarctus du myocarde et la 2e cause de démence après la maladie d'Alzheimer.

3 personnes sur 4 ayant eu un AVC à plus de 65 ans.

Des amandes pour prévenir les maladies cardiovasculaires

Une poignée d'amandes par jour pourrait nous préserver des maladies cardiovasculaires : c'est en tout cas ce que vient de montrer une récente étude britannique.

Les amandes, elles ont tout pour plaire. Côté santé, elles nous aident à gérer notre stress, à prévenir la chute de cheveux, à repousser la faim et (même !) à lutter contre les hémorroïdes. Côté beauté, elles entretiennent

notre bronzage, participent à notre combat contre l'acné et, réduites en poudre, elles font du bien à notre peau...

Une récente étude menée par l'université d'Aston (Grande-Bretagne) vient d'ajouter une ligne à la longue liste des bénéfices santé des amandes : celles-ci nous permettraient, en plus, de prévenir les maladies cardiovasculaires.

Ces travaux, publiés dans la

revue scientifique Free Radical Research, se sont basés sur la comparaison de deux groupes de personnes. Dans le premier groupe, les participants mangeaient normalement, tandis que dans le second, ils avaient pour consigne de consommer 50g d'amandes par jour.

L'amande, un super aliment Au bout d'un mois, les chercheurs (sous la direction du

professeur en biologie Helen Griffiths) ont constaté que le sang des « mangeurs d'amandes » était beaucoup plus riche en alpha-tocophérol, une forme de vitamine E qui, en plus d'être fréquemment utilisée pour lutter contre le cholestérol et la dépression, a aussi pour effet de fluidifier la circulation sanguine, de réduire la pression artérielle et, donc, de réduire les risques de maladies cardiovasculaires.

« Cette étude confirme que l'amande est un super-aliment, a ajouté le Pr Griffiths. En consommant une poignée (50g) par jour pourrait suffire à nous préserver des maladies cardiovasculaires. » Seul bémol : une poignée d'amandes coûte tout de même 280kcal, presque autant qu'une baguette entière ou qu'un pain au chocolat...

Consommer mer des protéines pour diminuer le risque d'AVC

Selon une récente étude chinoise, consommer 20g de viande ou de poisson par jour réduirait significativement le risque d'accident vasculaire cérébral.

En 2010, une personne était hospitalisée toutes les 4 minutes pour un accident vasculaire cérébral. L'AVC est toujours la troisième cause de mortalité chez les hommes et la première chez les femmes, en particulier chez les personnes âgées (plus de 65 ans).

Une récente étude chinoise publiée dans la revue scientifique Neurology a peut-être trouvé un moyen de réduire les risques d'AVC de l'ordre de 20%. Pour cela, il suffirait de manger environ 20g de viande ou de poisson par jour (un filet de saumon, par exemple, ou une cuisse de poulet). Un bémol cependant : il faut tout de même éviter la viande rouge, qui aurait l'effet inverse... Par ailleurs, l'étude montre aussi que cette baisse ne concerne que les protéines animales : 20g de tofu par jour n'a définitivement



pas le même effet que 20g de dinde...

Un million de décès pourraient être évités chaque année

Pour en arriver à cette conclusion, les chercheurs de l'université de médecine de Nanjing (Chine) ont étudié le bilan nutritionnel de plus de 254 000 personnes pendant près de 14 ans.

« Une alimentation à base de protéines permettrait de réduire la pression sanguine et donc les risques d'AVC de l'ordre de 20%», résume le Dr. Xinfeng Liu, l'une des auteures de l'étude. Une telle diminution permettrait d'éviter plus d'un million de décès dans le monde chaque année. »

Attention, les auteurs de l'étude rappellent quand même que, pour se protéger de l'AVC, il ne suffit pas de dévorer un poulet par jour : il est également important d'éviter l'alcool, le tabac et les sources de cholestérol...

février 2020

Le blanc de poulet préviendrait des AVC

Manger du blanc de poulet ou un filet de saumon par jour permettrait de réduire les risques d'AVC de 20% selon une nouvelle étude scientifique chinoise.

Les protéines du poulet et du saumon aideraient à prévenir des maladies cardiaques selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *the Journal Neurology*. En consommant quotidiennement permettrait de diminuer de 20% les risques d'AVC. Les chercheurs de l'École de médecine de l'Université de Nanjing ont analysé les résultats de sept études sur l'alimentation portant sur de 254 489 personnes qui ont été suivies médicalement pendant 14 ans.

Il est constaté que les individus qui mangeaient 20 grammes de poisson ou de blanc de poulet chaque jour étaient 20% moins susceptibles de subir un AVC que ceux qui n'en mangeaient pas ou peu. Et, pour chaque 20g supplémentaires de protéines consommées, le risque serait encore réduit par 20%. Les résultats de cette étude révèlent que les protéines animales semblent être plus protectrices que les protéines végétales. En effet, « la protéine animale abaisse la pression artérielle, et les acides gras, les oméga-3 du poisson protègent des AVC », explique le Dr Liu Xin-feng, co-auteur de l'étude.

« On estime que 1,4 millions de décès par AVC pourraient être évités chaque année dans le monde par une plus grande consommation de protéines animales ou de poisson hors viandes de viande rouge et charnelles transformées ».

Mais attention à la viande rouge

En revanche, la viande rouge et viandes transformées (saucisses, bacon...) ne procurent pas ces effets bénéfiques pour la santé. Les chercheurs américains de la Harvard Medical School ont constaté que consommer une portion de viande rouge quotidiennement présente de nombreux risques pour la santé : cette habitude augmente le risque de mortalité de 13%, le risque de maladie cardiovasculaire de 18% et le risque de mortalité par cancer de 16%.

Les chercheurs de l'Université de Harvard, dans une étude publiée en juin 2014, soupçonnent les protéines la viande rouge d'accroître la division cellulaire et la croissance tumorale. De plus, les viandes rouges sont souvent riches en produits chimiques tels que les nitrates, des substances déjà classées comme cancérogènes probables.

« Si des recherches supplémentaires sont nécessaires pour établir des recommandations définitives de consommation de viande rouge, les résultats de cette étude sont convaincants et doivent nous mobiliser pour un changement d'alimentation », conclut le Dr Liu Xin-feng.

AVC : LES TRAITEMENTS PROGRESSENT

L'accident vasculaire cérébral est désormais considéré comme aussi urgent qu'un infarctus du cœur. Car on dispose aujourd'hui de traitements efficaces, à condition d'être appliqués rapidement. Certains font alors des merveilles.

Un accident vasculaire cérébral est la conséquence du manque brutal d'apport de sang dans une partie du cerveau (ischémie), il peut être la conséquence d'une occlusion (thrombose) d'une artère cérébrale ou d'une embolie (migration d'un caillot). Le déficit neurologique dépend de la région cérébrale soumise au manque d'oxygène. Plus il dure, plus la perte de neurones est importante, et plus le risque de séquelles (paralysie) augmente.

Le nombre d'accidents vasculaires cérébraux ne cesse d'augmenter. Près de 130 000 personnes l'an dernier ont fait l'expérience angoissante d'un visage qui se fige, d'un bras qui se ré pond plus ou d'une parole qui se bloque. Parmi elles, 25% avaient moins de 65 ans, preuve que ces accidents ne surviennent pas que chez les seniors. Ils sont d'ailleurs aussi en augmentation chez les adultes plus jeunes.

Si leur traitement a beaucoup progressé, c'est d'abord grâce à l'organisation de leur prise en charge dans des centres spécifiques. Ces unités de soins intensifs neuro-vasculaires disposent d'un matériel d'imagerie qui permet de poser rapidement le diagnostic : il s'agit bien d'un caillot, il est situé dans telle zone du cerveau, on peut ou non le dissoudre. Si oui, c'est urgent. Le blocage de la circulation du cerveau entraîne une lésion rapide des neurones : 1,9 millions sont perdus chaque minute après un AVC. Il est ainsi vital d'identifier le « là ou non du cerveau à sauver ».

La référence : c'est le traitement médical. Le traitement médical consiste à réaliser ce qu'on appelle une thrombolyse. Le médecin injecte dans une veine du bras un produit qui va aller dissoudre le caillot dans l'artère du cerveau. Pour être efficace, il doit être réalisé rapidement et reste possible jusqu'à 4 h 30 après l'apparition des premiers symptômes de l'AVC. La récupération, parfois spectaculaire, permet alors le retour au domicile le jour même. On estime qu'à bout d'une heure, on sait si le traitement a été efficace. Ce qui est le cas dans 30% des cas. La thrombolyse marche mieux sur les branches filiales des petits vaisseaux, qui ne sont pas les AVC les plus graves. Mais 75% des patients ne peuvent bénéficier de ce traitement, soit parce qu'ils arrivent trop tard aux urgences, soit parce qu'ils présentent des contre-indications. On peut réaliser une thrombolyse après une intervention chirurgicale ou une hémorragie récente (lors des deux semaines précédentes), si le patient est sous anticoagulant... Des situations qui ne sont pas rares chez les personnes âgées et ont conduit les médecins à mettre au point d'autres traitements.

La nouveauté : c'est l'intervention endovasculaire

Il s'agit cette fois d'aller dissoudre le caillot de façon mécanique. Le neuroradiologue introduit dans la veine fémorale (plé de l'aîne) un cathéter muni d'un petit dispositif (stent) qui est glissé jusqu'à l'artère du cerveau endommagée. En se déployant, le stent rétablit la circulation cérébrale, puis agrippe le caillot dans ses mailles pour le retirer. Un dispositif de deuxième

génération (Solitaire™) est actuellement à l'essai, avec des premiers résultats très encourageants. La dernière étude a même dû être arrêtée car les bénéfices observés étaient si bons qu'il devenait difficile de continuer à traiter une moitié des patients avec un dispositif manifestement moins bien. Trois publications montrent une efficacité de la méthode «



mécanique » voisine de celle du traitement médical, mais les études prises en compte concernent en majorité le premier dispositif. Aujourd'hui, les résultats seraient plus proches de 60% de bons résultats quand les indications sont bien posées.

L'objectif : c'est une meilleure organisation

L'expérimentation de ce dispositif deuxième génération se poursuit, notamment pour en préciser les indications et les délais. « On considère maintenant qu'il ne faut pas attendre. En l'absence de résultat de la thrombolyse au bout d'une demi-heure, on commence à préparer la salle de neurologie », explique le Pr Cognard, chef du service de neuroradiologie interventionnelle du CHU de Toulouse, qui participe à l'expérimentation en France. Le traitement endovasculaire ferait surtout des merveilles en cas d'occlusion des grosses artères cérébrales. Et il serait possible de le pratiquer jusqu'à 6 heures après l'accident. Autre avantage : il peut être effectué chez des patients sous anticoagulants. Mais faut-il le réaliser sous anesthésie ou non ? La question n'est pas tranchée. Certaines équipes préfèrent cette solution car elle assure l'immobilité du patient. D'autres apprécient le fait de voir les réactions du patient en direct pour guider leur geste, même si celui-ci se déroule bien sûr sous le contrôle de l'imagerie. Ces avancées techniques ne profiteront toutefois au plus grand nombre que si l'organisation des soins continue de s'améliorer. Pour cela les unités spécialisées dans lesquelles on est dirigé quand on compose le 15 pour une suspicion d'AVC doivent encore se développer. De 125 actuellement, leur nombre devrait passer à 140 cette année.

De nouveaux médicaments pour éviter les récurrences

La prévention d'un nouvel accident vasculaire cérébral (AVC) peut passer par la prise d'anticoagulants. En ralentissant la coagulation naturelle, ces médicaments évitent la formation de caillots. Mais leur risque est de provoquer l'effet inverse, autrement dit une hémorragie. C'est pourquoi une surveillance de la coagulation (dosage de l'INR) doit être effectuée régulièrement avec les anticoagulants de référence que sont les anti-vitamines K.

Une famille plus récente de ces médicaments, les NACO (Pradaxa®, Eliquis®, Xarelto®) ne nécessite pas ce contrôle biologique en routine. Ce qui facilite leur utilisation. Ils ne conviennent toutefois pas à tout le monde et sont sous surveillance renforcée. En effet, il n'existe pas de produit capable d'annuler rapidement leur effet (antidote), comme avec les anti-vitamines K. Un problème quand on a besoin d'être opéré en urgence.

Un casque à micro-ondes pour repérer les AVC

Des scientifiques suédois ont inventé un casque qui permet de déterminer, sur le chemin de l'hôpital, si un patient a fait un accident vasculaire cérébral.

On le sait, lors de la survenue d'un accident vasculaire cérébral (AVC), chaque minute compte pour sa prise en charge. En une heure, ce sont 120 millions de neurones qui sont perdus et après 4h30 il est trop tard pour mettre en place un traitement qui revasculariserait le cerveau.

Conscients de cette urgence, des scientifiques suédois ont mis au point un casque qui permet de déterminer, sur le chemin de l'hôpital si le patient a fait un AVC.

Les essais sur 45 patients réussis

Le casque fonctionne en faisant rebondir des micro-ondes à travers le cerveau, afin de déterminer s'il y a un vaisseau qui saigne (ce qu'on appelle une hémorragie cérébrale) ou si une artère est bouchée par un caillot. Les premiers essais, menés auprès de 45 patients, ont tous été concluants. Les chercheurs envisagent maintenant de développer cette technologie pour la mettre à disposition des ambulanciers et, pourquoi pas, de l'appliquer dans les salles d'attente.

A l'heure actuelle, les victimes d'AVC sont prises en charge dans des unités neuro-vasculaires, des unités de soins d'urgence spécialisées équipées en appareils d'imagerie qui facilitent la prise de décision des médecins. Mais ces unités ne couvrent pas encore tout le territoire français et la prise en charge du patient risque de prendre du retard.

L'utilisation systématique de ce casque à micro-ondes permettrait d'accélérer cette prise en charge. Mais d'autres essais doivent encore être menés avant de généraliser son usage.

LAMAMRA :

Le noble objectif de faire taire les armes en Afrique est réalisable

Le Haut Représentant de l'Union africaine (UA) pour «Faire taire les armes», Ramtane Lamamra, a déclaré lundi à Addis que l'objectif de mettre fin aux conflits en Afrique est «réalisable» pour peu que la volonté politique des Etats africains soit de mise.

Résolument optimiste, l'ancien chef de la diplomatie algérienne qui s'exprimait lors du sommet de l'UA à Addis Abeba estime qu'au vu des avancées enregistrées dans la promotion de la paix sur le continent, au cours des dernières décennies, en particulier depuis 2004, avec l'opérationnalisation du Conseil de paix et de sécurité de l'UA (CPS), l'objectif de mettre fin aux guerres sur le continent est réalisable.

Lamamra relève que l'organisation panafricaine doit célébrer le fait qu'elle fait face maintenant à moins de conflits qu'avant. En 2004 l'UA était appelée à gérer une trentaine de conflits actifs.

Il soutient que le continent dispose d'un plan solide pour promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi que pour faire progresser la bonne gouvernance, le respect des droits de l'Homme et des peuples et la constitution. Ce plan est la combinaison de l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) et de l'architecture de gouvernance africaine (AGA).

Actuellement, la question qui se pose est de déterminer les éléments en mesure de renforcer les efforts concertés en matière de prévention et de règlement des conflits. «Ici, le facteur déterminant est la volonté politique des Etats membres. La prévention et la résolution des conflits se font sur les territoires nationaux et la volonté politique est donc très cruciale», explique le diplomate.

En d'autres termes, si le respect de la souveraineté nationale est primordial, cela ne doit pas saper les efforts pour intensifier la prévention des conflits, et lorsque c'est nécessaire il faut mener une action collective au nom du principe de non-indifférence consacré par l'Acte constitutif de l'UA.

Sur le terrain, les pays africains sont confrontés aux défis d'être plus créatifs dans la conceptualisation et la mise en œuvre de solutions innovantes aux conflits.

Dans cette perspective, l'objectif devrait être principalement de garantir la préservation de l'unité nationale, le fonctionnement des institutions publiques et la souveraineté générale du peuple, insiste l'ancien chef du CPS. Il est impératif, a-t-il poursuivi, «de conceptualiser l'inclusion dans toutes les facettes de la résolution des conflits comme l'un des ingrédients essentiels pour faire taire les armes à feu sur le continent». Sur le terrain aussi, cela signifie qu'il faut impliquer toutes les couches de la société, en particulier les femmes et les jeunes», précise Lamamra.

Etre conscient des contextes du conflit

Le Haut représentant constate que les causes des conflits sur le continent africain sont variées et dont une proportion importante est due à une rivalité ethnique sur la succession politique, à des désaccords sur les modalités de conduite des élections nationales ou sur les résultats des élections, ainsi qu'à des luttes de pouvoir au sein de l'Etat.

Des conflits surviennent également en raison de la lutte pour le contrôle et l'accès aux ressources naturelles et aux avantages qui en découlent. Dans le même sillage, certaines régions du continent africain sont toujours confrontées aux luttes identitaires, engendrant des défis pour la cohésion nationale. Lamamra explique que les pays africains continuent de déployer des méthodes conventionnelles de résolution des conflits qui impliquent par exemple le recours à des opérations de maintien de la paix, à des organisations internationales et régionales ou à des panafricistes avisés.

Or, l'approche idoïne consiste à connaître la nature, la portée et les contextes culturels de ces conflits. «Avec cette approche, on peut alors forger une stratégie globale adaptée, comprenant l'utilisation de mécanismes de médiation formels et informels aux niveaux villageois, communautaire, étatique, régional et continental», a-t-il précisé-t-il. Il souligne que l'Union africaine a plus que jamais besoin de diriger et de renforcer ses efforts de médiation des conflits et de mener des actions visant à rassembler de manière plus opérationnelle tous les acteurs africains et internationaux, y compris les Nations Unies. «Cela devrait se traduire par des mesures concrètes à prendre immédiatement pour faire taire les armes en Libye, au Mali et dans le Sahel, le bassin du lac Tchad, ainsi qu'en Somalie et dans d'autres points chauds», met en exergue le haut représentant. En conclusion, Lamamra souligne la nécessité de revoir et d'ajuster les outils de prévention et de règlement des conflits afin de répondre efficacement à l'évolution des conflits et la criminalité en Afrique.

APS

33^E SOMMET DE L'UA:**Engagement à mettre fin aux conflits en Afrique**

La 33^e session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine tenue au siège de l'UA à Addis-Abeba, en Ethiopie, a clôturé ses travaux lundi avec l'engagement des participants d'œuvrer à mettre fin aux conflits en Afrique.

Cette réunion de deux jours qui s'est tenue sous le thème, «Faire taire les armes à feu: créer des conditions propices au développement de l'Afrique», était l'occasion pour le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de réaffirmer l'engagement et les positions immuables de l'Algérie envers le règlement des conflits en Afrique et dans le monde.

Le président Tebboune a ainsi marqué sa participation à ce rendez-vous des chefs d'Etat et de gouvernement par une intervention très suivie par ses pairs africains, dans laquelle il avait affirmé que «la nouvelle Algérie en édification demeurera fidèle à ses principes et engagements et jouera, dorénavant, pleinement son rôle en Afrique et dans le monde».

Sur le volet africain, le président Tebboune avait réitéré l'approche et l'engagement de l'Algérie dans le règlement des conflits, en soulignant qu'elle s'attèlera «toujours et inlassablement» au soutien des efforts visant l'instauration de la paix et de la sécurité en Afrique.

«Notre expérience réussie conforte notre conviction que le règlement des crises dans notre continent passe par la solution pacifique, le dialogue inclusif et la réconciliation nationale, loin de toute imixtion étrangère», avait déclaré sur ce registre.

Solutions africaines aux problèmes africains, insiste Ramaphosa

Le président nouvellement élu de l'Union africaine, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a décrit, dans son discours à cette occasion, les priorités qui devront être au centre des préoccupations de l'Union pour soutenir les progrès réalisés dans la conduite de la croissance de l'Afrique dans la cadre de l'Agenda 2063.

Concernant la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) qui deviendra opérationnelle en juillet 2020, M. Ramaphosa a noté que la ZLECA sera un moteur majeur

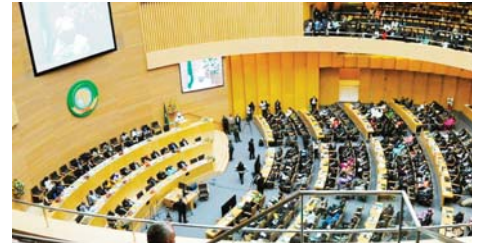
pour relancer l'industrialisation et ouvrir la voie à l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale en tant qu'acteur de poids considérable.

Il a cependant noté que le potentiel de la ZLECA pour stimuler le commerce intra-africain ne devrait pas devenir un conduit pour des produits à contenu africain minimal sous le couvert de l'intégration continentale et a réitéré la nécessité de définir clairement quelles normes seront appliquées pour définir ce qui constitue un produit fierement fabriqué en Afrique. M. Ramaphosa a annoncé que l'Afrique du Sud accueillera le sommet extraordinaire sur la réduction au silence des armes à feu en mai 2020. Sur la question de l'autonomisation des femmes et des filles en Afrique, la présidente de l'UA a souligné la nécessité d'aller au-delà des clichés et des déclarations générales et de travailler à la recherche de solutions pratiques telles que la mise en œuvre de l'attribution de 25% des marchés publics aux entreprises appartenant aux femmes conformément à l'Agenda 2063.

Tout en s'exprimant sur le thème de l'année, M. Ramaphosa a noté qu'en plus de la prise en charge par l'Afrique de son programme de paix et de sécurité et de la recherche de solutions africaines aux problèmes africains, il était urgent de «(...) traiter l'action des pays extérieurs à notre continent qui mène des guerres par procuration et alimente les conflits en cours sur notre continent». Il a également exprimé sa solidarité avec le peuple de Palestine dans sa quête d'un Etat indépendant et souverain.

L'importance d'inclure les femmes et les jeunes dans les initiatives de paix en Afrique

Le président de la Commission de l'UA (AUC), Moussa Faki Mahamat, s'exprimant sur le thème du sommet, a souligné la nécessité d'une solidarité entre les pays africains si le continent veut atteindre ses



objectifs pour une Afrique pacifique et sûre, notant que «le déficit de solidarité est un des grandes faiblesses du système de résistance et des capacités globales de l'Afrique en matière de résilience continentale».

M. Mahamat a noté que la persistance du terrorisme menace l'effondrement de certains Etats membres et doit être éradiquée, et que les femmes et les enfants restent les plus grandes victimes des conflits. Conformément aux efforts en cours de l'UA pour assurer l'inclusion des femmes dans le programme de développement de l'Afrique, M. Mahamat a annoncé que 2020-2030 a été déclarée La décennie de l'inclusion financière des femmes.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a parlé de l'importance d'inclure les femmes et les jeunes dans les initiatives de paix en Afrique. Il a déclaré que «la paix, la cohésion sociale et le développement durable nécessitent la contribution et le leadership des femmes. Les femmes ont clairement un rôle essentiel à jouer dans la prévention des conflits et les transitions politiques», a-t-il déclaré. Il a poursuivi en disant qu'il était également nécessaire d'engager et de responsabiliser les jeunes africains, qui, selon lui, sont devenus des défenseurs de la paix par le dialogue et la lutte contre les causes profondes des conflits. A cet égard, il a salué l'initiative 1 million d'ici 2021 de l'Union africaine qui vise à atteindre des millions de jeunes africains avec des opportunités.

Au cours de la séance d'ouverture, l'Assemblée a observé une minute de silence en l'hon-

neur de l'ancien président de la République du Kenya, M. Daniel Arap Moi, récemment décédé, qui a présidé l'Organisation de l'unité africaine en 1981

L'UA attachée au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

De son côté, le président nouvellement élu de l'Union africaine, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa a réaffirmé le soutien de son pays et de l'UA au peuple sahraoui et à son droit à l'autodétermination, dans son discours prononcé à l'ouverture des travaux du sommet.

«Nous réaffirmons notre ferme soutien à un Etat indépendant et souverain, ainsi qu'au droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination», a déclaré le président Ramaphosa dans son discours. Pour sa part, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, a déclaré à l'ouverture du sommet que la question du Sahara occidental et la crise en Libye «élargissent les responsabilités de l'organisation panafricaine dans le règlement de ces deux conflits. Aux défis globaux, «je voudrais ajouter deux questions spécifiques qui élargissent nos responsabilités à de nouvelles ardues obligations, il s'agit de la question du Sahara occidental et celle du sort de la Libye», a déclaré Moussa Faki.

«Le Conflit du Sahara occidental reste le plus ancien conflit non résolu sur le continent et demeure une préoccupation tant pour le fonctionnement de notre organisation que pour les populations», a-t-il ajouté.

APS

AFRIQUE DU SUD

Le monde a célébré le 30^e anniversaire de la libération de Mandela du système de l'apartheid

Le monde a célébré hier le trentième anniversaire de la libération de l'ancien président sud-africain, icône de la lutte anti-apartheid, Nelson Mandela, après 27 ans d'emprisonnement, un événement historique pour l'Afrique du Sud, l'Afrique et l'humanité tout entière. Le 11 février 1990, Mandela a quitté la prison, un moment historique pour l'Afrique du Sud, l'Afrique et l'humanité tout entière. Un événement qui, dans l'esprit de beaucoup de gens, a signalé le début de la fin de l'apartheid. Le leader de la lutte anti-apartheid émergeait de prison après 27 ans de détention, lorsque des milliers de Sud-Africains ont commémoré devant la prison du Groot Drakenstein, près du Cap, les premiers pas d'un homme libre. Mandela a été arrêté à plusieurs reprises dans les années 60. En 1962, il a été arrêté pour avoir mené une campagne contre le gouvernement de l'apartheid. En avril 1964, le militant anti-apartheid, qui encourait une peine de mort

en compagnie de sept codétenus, a souligné qu'il se battait contre la domination blanche et contre la domination noire. «Je poursuis l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle toutes les personnes vivent en harmonie et disposent de chances égales. C'est un idéal pour lequel je vis et que j'espère atteindre. Mais s'il le faut, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir», avait-il déclaré. Le procès tenu le 12 juin 1964, avait retenu l'attention de la communauté internationale et des appels venus du monde entier pour la libération des accusés. Quatre ans après sa libération, en 1994, Nelson Mandela devint le premier président démocratiquement élu de l'Afrique du Sud. L'ancien président sud-africain est décédé en 2013, à 95 ans. La presse internationale l'avait qualifié de dernier géant politique du 20^e siècle. La célébration du 30^e anniversaire de la libération de Mandela, icône de la lutte en Afrique contre la ségrégation raciale érigée

en système, et idole incontesté de la défense des valeurs des droits de l'Homme, intervient dans un contexte dans lequel un nombre de pays du continent africain butte sur des conflits armés internes en plus des problèmes liés au développement. Lors de son allocution prononcée, dimanche passée à Addis-Abeba (Ethiopie), à l'occasion de la 33^e session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait exprimé sa conviction que l'action de l'UA connaîtra un nouvel essor, sous la présidence de l'Afrique du Sud, «en faveur de l'intégration régionale et un renforcement de la solidarité, de l'unité et de la cohésion entre les peuples africains en consécration des nobles idéaux qui ont guidés les pères fondateurs de notre Organisation continentale pour promouvoir la place et le rôle de l'Afrique sur la scène internationale».

ONU-PALESTINE

Les Palestiniens butent à l'ONU sur un soutien international défaillant

Les Palestiniens ont renoncé à demander un vote hier au Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution rejetant le plan de paix américain, faute d'appui international suffisant et en raison de fortes pressions américaines sur les soutiens de leur président Mahmoud Abbas.

Porté par l'Indonésie et la Tunisie, le texte risquait de ne pas avoir neuf voix en sa faveur (sur quinze), le minimum requis pour une adoption, hors veto d'un pays membre permanent, a indiqué un diplomate. Selon une autre source, s'exprimant également sous couvert d'anonymat, les pays soutenant les Palestiniens ont été soumis à une «très forte pression» de Washington avec des menaces de «mesures de rétorsion» financières. Cette décision soudaine est intervenue après le dépôt par les Etats-Unis d'une série d'amendements au texte en négociations depuis la semaine dernière et qui devait être mis au vote mardi matin lors d'une réunion du Conseil de sécurité en présence de Mahmoud Abbas.

En dépit du sérieux revers que présente le renoncement à un vote, le président palestinien a toujours prévu de venir devant le Conseil de sécurité défendre son rejet du plan américain, a indiqué dans un communiqué Saeb Erekat, secrétaire général de l'OLP.

Dans sa proposition de révision du



projet de résolution, Washington supprime toutes les références explicites aux résolutions de l'ONU depuis 1967 et toutes les mentions relatives à Al Qods-Est. Les Etats-Unis demandent aussi que le Conseil de sécurité «accueille favorablement la discussion» sur le plan américain dévoilé le 28 janvier

«pour faire avancer la cause de la paix».

«Les consultations continuent sur le texte», a assuré Saeb Erekat. Certains diplomates à l'ONU ont toutefois mis en doute la possibilité d'un vote ultérieur au vu de positions radicalement divergentes entre les Palestiniens et les Américains.

DIPLOMATIE

Trump se rendra en Inde les 24 et 25 février

Le président américain Donald Trump se rendra en Inde les 24 et 25 février, à New Delhi ainsi que dans l'Etat du Gujarat, d'où est originaire le Premier ministre indien Narendra Modi, a annoncé lundi la Maison-Blanche. «Durant un appel téléphonique ce week-end, le président américain et le Premier ministre Modi ont convenu que ce voyage approfondirait le partenariat stratégique entre l'Inde et les Etats-Unis», a déclaré la Maison-Blanche. Le magnat de l'immobilier de New York et le nationaliste hindou Narendra Modi sont arrivés au pouvoir sur des promesses à certains égards similaires, se présentant comme des outsiders soucieux de redonner de la grandeur à leur pays. Outre la capitale indienne, le président américain et la Première dame Melania Trump visiteront la ville d'«Ahmedabad, qui se trouve dans l'Etat du Gujarat d'où est originaire le Premier ministre Modi, et à qui a joué un rôle si important dans la vie du Mahatma Gandhi et le mouvement d'indépendance de l'Inde», a souligné la Maison-Blanche. En septembre, le président américain s'était rendu aux côtés de M. Modi à un grand meeting en l'honneur de ce dernier à Houston, au Texas. Ce geste inhabituel avait été vu comme une marque d'amitié à son égard, mais aussi une manière pour Donald Trump, en campagne pour sa réélection, de tenter de séduire la diaspora indienne aux Etats-Unis. M. Modi, qui se trouvait dans le pays à l'occasion de l'assemblée générale de l'ONU, avait fait les louanges de Trump, qu'il avait qualifié d'«amical, accessible et plein d'esprit». La diaspora indienne aux Etats-Unis, forte de 4 millions de personnes, est l'une des plus prospères du pays, mais c'est aussi l'une des plus fidèles au parti démocrate.

RAIDS IRANIENS EN IRAK DÉBUT JANVIER :

Bilan revu à la hausse, 109 Américains tués

Le bilan de l'attaque iranienne contre une base abritant des militaires américains en Irak début janvier est monté à 109 blessés américains, soit 45 de plus qu'annoncé fin janvier, selon un nouveau bilan du Pentagone. Sur les 109 militaires qui souffrent

de «commotion cérébrale légère», 76, soit près de 70% d'entre eux, ont réintégré leurs unités, a précisé le ministère américain de la Défense dans un communiqué publié lundi. Parmi les autres, 27 ont été évacués vers un hôpital militaire américain en Allemagne

pour des examens plus approfondis, soit 6 de plus que fin janvier. 21 d'entre eux ont été rapatriés aux Etats-Unis, 5 sont encore examinés et un a repris du service en Irak. En outre, sept militaires sont «en cours d'évacuation vers l'Allemagne», selon le communi-

qué. Téhéran avait lancé dans la nuit du 7 au 8 janvier des missiles contre deux bases abritant certains des 5.200 soldats américains stationnés en Irak, en représailles à la mort du général iranien Qassem Soleimani dans une opération américaine.

AFGHANISTAN: 2.200 morts dans les seules opérations de reconstruction depuis 2002

Les opérations de reconstruction et de stabilisation en Afghanistan ont fait à elles seules plus de 2.200 morts et 2.900 blessés depuis 2002, selon un rapport officiel américain sur le «coût humain» de ces missions civiles et humanitaires publié mardi. Entre le début de la mission de reconstruction de l'Afghanistan, annoncée en avril 2002 par l'ex-président américain George W. Bush, et le 31 décembre 2018, 2.214 personnes ont été tuées hors situation de combat, dont 284 Américains, précise John Sopko, l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar), en présentant ce rapport. Ce bilan est le premier à porter sur les opérations de reconstruction et stabilisation seules (construction d'infrastructures, d'hôpitaux et d'écoles, restauration des institutions, formations militaires ou civiles) et non sur les opérations de combat contre les talibans ou les autres groupes terroristes dans le pays. Il ne prend pas non plus en compte les attaques contre des bases américaines ou des attentats contre des cibles civiles, précise M. Sopko, chargé par le Congrès de suivre l'utilisation des fonds américains en Afghanistan. Sur les 284 Américains tués, 216 étaient des militaires et 68 des civils, précise l'inspecteur général, ajoutant que 100 ressortissants des pays de la coalition engagée en Afghanistan ont également été tués. Ce sont les Afghans qui ont subi les plus fortes pertes, avec 131 militaires et 1.447 civils morts dans ces opérations destinées à les soutenir. S'y ajoutent 124 ressortissants de pays tiers.

LIBAN: Heurts entre manifestants et forces de l'ordre près du Parlement

Des heurts ont éclaté hier entre les forces de sécurité et des manifestants près du Parlement au Liban, qui doit étudier la feuille de route du gouvernement avant un vote de confiance, ont rapporté les médias. Des centaines de manifestants mobilisés tôt le matin dans le centre-ville de Beyrouth tentent d'empêcher l'accès au Parlement des députés, dénonçant le nouveau gouvernement dirigé par Hassan Diab qui ne répond pas, disent-ils, aux aspirations de la contestation. Avant de procéder au vote de confiance, le Parlement a prévu deux séances, hier et aujourd'hui à 11h00 (9h00 GMT), pour interroger les ministres et étudier la «déclaration ministérielle», la feuille de route qui présente les grandes lignes du programme gouvernemental. Le Liban est secoué depuis le 17 octobre par un mouvement de contestation inédit, qui fustige l'intégralité de la classe politique accusée de corruption et d'incompétence, dans un pays au bord de l'effondrement économique. Les forces de sécurité ont renforcé leur dispositif aux abords du Parlement, avec notamment des murs en béton pour bloquer plusieurs routes du centre-ville. Cela n'a pas empêché les manifestants de se rassembler à l'entrée de plusieurs avenues

menant au Parlement, et des heurts ont éclaté sur une de ces voies, les manifestants lançant des pierres sur les forces de l'ordre qui ont répliqué avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau, selon les médias. Sur une autre avenue, des contestataires se sont assis par terre pour couper la route qui pourrait être empruntée par les députés, mais l'armée est intervenue pour les évacuer. Un manifestant a indiqué à une télévision locale qu'ils avaient été frappés. Malgré la mobilisation, des députés ont réussi à rallier le Parlement. Selon des médias locaux, les manifestants ont bloqué le cortège d'un ministre en scandant «démissionne, démissionne». Sur Twitter, l'armée a estimé que «des actes de vandalisme et les atteintes aux propriétés publiques et privées entachent les revendications (de la contestation), ne permettent pas de concrétiser ces demandes, et ne représentent pas une liberté d'expression». «Je suis là pour dire +pas de confiance+ à ce gouvernement, car la manière dont il a été formé fait qu'on ne peut pas lui faire confiance», estime Carole, mobilisée mardi matin dans le centre de Beyrouth. Les contestataires réclamaient un gouvernement de technocrates, totalement indépendants de la classe politique.

GRANDE-BRETAGNE Le PM britannique veut construire un pont entre l'Irlande du Nord et l'Ecosse

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a demandé à ses équipes d'étudier la possibilité de construire un pont qui relierait la Grande-Bretagne à la province britannique d'Irlande du Nord, a déclaré lundi son porte-parole. «Nous sommes en train d'étudier l'idée d'un pont», a déclaré lundi le porte-parole du Premier ministre conservateur, ajoutant que les équipes planchant sur le sujet n'en étaient qu'au début de leur réflexion. Dans la province nord-irlandaise, le projet est soutenu par certains responsables politiques pro-britanniques, qui y voient un moyen de renforcer les liens

mis à rude épreuve par le Brexit. Le dirigeant du Parti unioniste démocrate (DUP) Ian Paisley avait lui-même demandé en décembre au Premier ministre de «construire un Boris Bridge («pont-Boris») entre l'Irlande du Nord et l'Ecosse, Boris Johnson lui répondant alors que «l'idée (était) très intéressante». Mais d'autres s'interrogent sur le coût et la faisabilité du projet, compte tenu du vent et de la profondeur des eaux dans ce bras de la Manche, qui mesure 19km à son point le plus étroit. Selon les experts, le pont devrait être beaucoup plus long que cela.

IRLANDE

Le Sinn Fein devient la 2^e force parlementaire en Irlande

Le Sinn Fein, partisan d'une réunification de l'Irlande, est devenu la deuxième force au Parlement irlandais après avoir remporté le vote populaire aux élections législatives de samedi, une percée historique qui bouscule les deux grands partis de centre-droit jusqu'ici habitués à se partager le pouvoir. Ce parti de gauche, longtemps considéré comme la branche politique de l'IRA, compte désormais 37 sièges sur les 160 du Dail, la chambre basse du Parlement irlandais. Le Fianna Fail, parti de centre-droit, détient un siège de plus (38). Quant au Fine Gael, l'autre grand parti de centre-droit, il n'en compte que 35, ce qui pourrait fragiliser le Premier ministre sortant Leo Varadkar, qui en est membre. Les négociations ont déjà commencé, avec un Sinn Fein qui s'appuie sur sa victoire dans le vote populaire: à l'issue du premier tour du décompte entamé dimanche, il a été placé en tête de liste par 24,5% des électeurs, devant le Fianna Fail (22,2%) et le Fine Gael (20,9%). Cette avance ne s'est pas tout à fait traduite en termes de sièges car le Sinn Fein n'a présenté que 42 candidats, environ deux fois moins que les deux grands partis centristes.

Les électeurs ne votent pas pour une liste constituée, mais élaborent leur propre liste en classant les candidats par ordre de préférence. Le long délai de publication des résultats en termes de siège au Parlement sont dus au complexe mode de scrutin. «Le Sinn Fein a gagné les élections, nous avons remporté le vote populaire, c'est une victoire historique», s'était réjoui, extatique, Mary Lou McDonald, cheffe du Sinn Fein et star de ce scrutin, lors d'une promenade dans le centre de Dublin lundi. Le Sinn Fein, parti de gauche qui milite pour la réunification de la province britannique d'Irlande du Nord avec la République d'Irlande, a longtemps fait figure de paria en raison de ses liens avec l'IRA, organisation paramilitaire opposée à la présence britannique en Irlande du Nord, dont il était la vitrine politique.

INFRASTRUCTURES

Algérie Télécom se dote d'un centre de sécurité informatique pour faire face aux cyber-attaques

L'opérateur public Algérie Télécom vient de se doter d'un centre opérationnel de sécurité (COS) chargé de veiller à la sécurité informatique de l'ensemble des infrastructures de l'entreprise afin de faire face aux cyber-attaques, a annoncé lundi à Alger son P-dg, Mohammed Anouar Benabdelouahad.



Le Centre opérationnel de sécurité, créé au sein d'Algérie Télécom, s'articule autour de trois principaux aspects à savoir la réactivité, la proactivité et la qualité de sécurité, en ayant une complète visibilité sur tous les composants des systèmes informatiques de l'opérateur", a indiqué M. Benabdelouahad à l'occasion d'une rencontre avec la presse nationale. Les différentes cellules composant ce centre opérationnel permettront "la détection d'éventuelles attaques et vulnérabilités sur les applications et les plateformes d'Algérie Télécom et de procéder ainsi à leur prise en charge en temps réel", a-t-il expliqué. Les entreprises et institutions "peuvent bénéficier de ce nouveau centre informatique pour faire face aux cyber-attaques et assurer ainsi la sécurité de leurs équipements et données", a-t-il ajouté. Par ailleurs, M. Benabdelouahad a indiqué

que cette rencontre avec la presse, qui intervient quelques jours seulement après une autre tenue avec des experts du secteur, "vise à expliquer la nouvelle vision et stratégie d'Algérie Télécom axée notamment sur l'amélioration de la qualité de service". "Nous voulons améliorer les prestations de service notamment en augmentant conséquemment (à partir de 20 Mégaoctets/seconde) le débit internet pour le résidentiel afin que le consommateur puisse regarder aisément des vidéos hautes définitions tout en surfant sur le net", a-t-il souligné, tout en s'engageant à lancer cette offre durant le 2ème semestre de 2020. Il a révélé, par ailleurs, un projet de réalisation de trois (3) Data Center à Alger (le premier au niveau du siège d'Algérie Télécom, le second à Bir Mourad Rais et le troisième aux Eucalyptus). Ces infrastructures "permettront une

meilleure qualité de service", a indiqué le P-dg d'Algérie Télécom, qui dispose de "serveurs de cache Google permettant de moins solliciter la bande passante internationale et ainsi de faire une importante économie financière à l'Algérie". "A chaque fois qu'on regarde une vidéo, on sollicite les câbles à fibre optique internationale. Mais grâce au cache Google d'Algérie Télécom, le câble international ne sera sollicité qu'une seule fois et la vidéo pourra être regardée un nombre infini de fois et ce sans incidences financières", a-t-il expliqué. Il a annoncé également la mise en cache prochaine de Facebook, indiquant que "le contrat de cache est prêt". "Aujourd'hui, Facebook consomme 600 Giga octets/seconde sur notre bande passante internationale. Le pic atteint par cette bande passante est de 1,4 Térabits/seconde", a-t-il relevé.

FRANCE/5G:

Pékin met en garde contre des «mesures discriminatoires»

L'ambassade de Chine en France a mis en garde dimanche Paris contre d'éventuelles «mesures discriminatoires» à l'encontre du fleuron technologique chinois Huawei dans le cadre du déploiement de la 5G dans l'Hexagone.

Se référant dans un communiqué à «des reportages récents dans plusieurs médias français», la représentation diplomatique évoque «des mesures restrictives contre Huawei dans le déploiement de la 5G» que la France envisagerait de prendre.

«Nous en sommes profondément choqués et inquiets. Le Président Emmanuel Macron et d'autres hauts responsables français ont réaffirmé à plusieurs reprises que sur la question de la 5G, la France ne prendrait pas de mesures discriminatoires contre un pays ou une entreprise spécifique, ni n'exclurait pas Huawei», note l'ambassade. «Donc, si les informations susmentionnées des mé-

dias français s'avèrent exactes, c'est visiblement contraire à l'engagement pris par le gouvernement français», poursuit-elle. Fin janvier, l'Union européenne a ouvert partiellement sa porte à Huawei pour développer la 5G, défiant ainsi les Américains qui accusent l'équipementier d'espionnage au profit de Pékin. Numéro deux sur le marché des smartphones, le chinois s'est imposé dans le développement de l'internet mobile ultra-rapide 5G face à ses rivaux suédois Ericsson, finlandais Nokia et sud-coréen Samsung. Réfutant tout «risque technique ou sécuritaires» des équipements de Huawei, l'ambassade de Chine en France remarque aussi que «si, par souci de sécurité, le gouvernement français a réellement besoin de fixer des contraintes aux opérateurs, il devrait établir à cet égard des critères transparents et traiter toutes les entreprises de la même manière». «Nous ne souhaitons

pas voir le développement des entreprises européennes dans le marché chinois affecté à cause de la discrimination et du protectionnisme de la France et d'autres pays européens à l'égard de Huawei», prévient-elle encore.

Cette mise en garde de Pékin intervient dix jours après que l'opérateur historique français Orange ait annoncé qu'il poursuivrait sa collaboration avec les équipementiers européens Nokia et Ericsson pour déployer en France les antennes de son futur réseau 5G, tandis qu'Iliad, maison-mère de Free, a également fait part de son souhait de renouveler son accord avec Nokia. Deux autres opérateurs français, SFR et Bouygues Télécom, utilisent notamment des équipements de Huawei sur leurs réseaux actuels. Leurs annonces sur la 5G sont attendues dans les prochaines semaines, après avoir été validées par les autorités françaises.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN-DEFLA
DIRECTION DE L'ÉDUCATION
N.I.F : 099044019079508

AVIS ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 82 et 65 du décret présidentiel N° : 15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et délégation de service public, la direction de l'éducation de la wilaya de Ain defla informe les soumissionnaires ayant soumissionnés pour le projet relatif au **Renouvellement des Equipements des établissements scolaires du cycle primaire y compris chauffage et climatisation à travers la wilaya**

objet de l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 01/2020 paru dans les journaux

- En langue étrangère
- En langue nationale
- Et au bulletin des marchés de l'opérateur public (B.O.M.O.P)

Après analyse technico-financière des offres, le projet est attribué provisoirement à :

Désignation du projet	Entreprise	Note Technique (1)	Note Finance (2)	Total (1+2)	Montant en DA et TTC	Délai
Lot n°01 : Equipement administratif	SNC LK EQUIPEMENT N.I.F : 000135072343190	61.80	26.73	88.53	33.975.987,50 DA	03 JOURS

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix opéré par le service contractant peut introduire un recours, auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Ain defla, dans un délai de dix (10) jours à partir de la parution du présent avis dans la presse nationale et le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public BOMOP conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et délégation de service public.

Tous les soumissionnaires intéressés par les détails de l'évaluation technique et financière de leurs offres sont invités à se rapprocher des services de la direction de l'éducation de aindefla au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de cet avis.

DK NEWS

Anep : 2016003158 du 11/02/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BECHAR
WILAYA DELEGUÉE DE BENIABBES
DAIRA DE KARZAZ
COMMUNE DE TIMMOUDI

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 82 et 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public

- le président de l'APC de TIMMOUDI wilaya de BECHAR informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale N°07/2019, participes aux offres concernant :

- AMENAGEMENT DES CIMETIERES EN LOTS,

parus aux quotidiens "Echorouk" et "DK NEWS" en date

du:28/12/2019, qu'après analyse et évaluation des offres le marché est attribué

provisoirement comme suit :

N°	DESIGNATION	ENTREPRISE	NIF	MONT DE SOUMISS	MONT CORRIGE	DELAJ	OBS
01	Amenagement cimetiére Becherfaya	ENTREPRISE DE TRAVAUX DE BATIMENT et GRANDS TRAVAUX PUBLICS ET HYDRAULIQUES BENSI MANE MAHAMMED	16008170027425	5 643 456.00	5 655 350.00	45 Jours	Offre: Moins D'avis qualifiée techniquement
02	Amenagement cimetiére Benseldakder	ENTREPRISE DE TRAVAUX DE BATIMENT TOUS CORPS et GRANDS TRAVAUX PUBLICS ET HYDRAULIQUES et TRAVAUX D'ELECTRICITE DETAT DADA REDOUANE	190080101177113	2 813 517.00	/	30 Jours	
03	Amenagement cimetiére Timmoudi	ENTREPRISE DE TRAVAUX DE BATIMENT TOUS CORPS et GRANDS TRAVAUX PUBLICS ET HYDRAULIQUES et TRAVAUX D'ELECTRICITE DETAT DADA REDOUANE	190080101177113	2 017 645.00	/	30 Jours	

les soumissionnaires et les candidats qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures ; offre technique et financière ; sont invités à se rapprocher de notre service au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la Commune de Timoudi dans un délai de dix (10) jour à compter de la 1ère publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans les organes de presse qui ont assuré la publication de l'avis d'appel d'offres. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite pour introduire le recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

DK NEWS

Anep : 2016003222 du 12/02/2020

CONSTANTINE : Abdallah Hamadi signe son dernier ouvrage *Ici Alger 1952-1960*

L'universitaire aux multiples facettes, Abdallah Hamadi, a présenté lundi à Constantine son dernier ouvrage *Ici Alger 1952-1960* lors d'une séance de vente-dédicace organisée à la bibliothèque principale de lecture publique Mustapha-Natour.



Publié aux éditions «Dar El Baha», cet ouvrage-brûlot de 492 pages réunit tous les textes édités dans la revue mensuelle «Ici Alger 1952-1960» sous la plume d'intellectuels et de journalistes algériens. Rencontré en marge de la vente-dédicace, M. Hamadi affirme que «ce livre a pour but de mettre au jour des textes algériens restés méconnus du grand public, une lit-

érature algérienne autre que celle traitant de la guerre de libération et des conditions sociopolitiques qui prévalaient durant l'époque coloniale». Il a, dans ce contexte, évoqué les facteurs de «recrutement des journalistes musulmans durant la guerre de libération par les médias officiels de l'époque», expliquant au sujet du magazine «Ici Alger» que les autorités coloniales,

«après avoir trié les journalistes pour s'assurer de leur loyauté, voulaient surtout mettre à profit leurs compétences linguistiques pour atteindre un lectorat arabophone.»

Cet ouvrage, souligne l'universitaire Hamadi, offre un large aperçu de ce que fut la «propagande coloniale qui utilisait ce magazine pour présenter la France comme civilisatrice et faisant œuvre d'humanité

sans discrimination aucune.»

Diplômé de l'université Complutense de Madrid, le chercheur, poète et traducteur Abdallah Hamadi a reçu de nombreux prix littéraires durant sa carrière, dont celui de la créativité poétique de la Fondation Abdelaziz Saoud El-Babidine.

Il est également l'auteur de près d'une trentaine d'ouvrages.

MALI: Le festival de Ségou tenu sous les thèmes de migrations et de dialogue interculturel

La 16^{ème} édition du «Ségu'Art Festival sur le Niger», en quatrième région du Mali, tenu du 6 au 9 février sous le thème «Identités et Migrations», a été présenté par les autorités comme un espace d'échanges et un facteur de brassage et de dialogue interculturel. Pendant des jours, la ville de Ségou brillait sous les couleurs du festival sur le Niger, le plus important festival artistique malien. Pour cette année, le thème retenu est «Identités et Migrations». Amadou Koita, ministre des Maliens de l'extérieur, a indiqué que le choix de la thématique démontre que ce festival est aussi un espace d'échanges et une tribune d'expression des questions d'intérêt national. Il a estimé que le phénomène migratoire constitue aujourd'hui «un enjeu politique, socioculturel et économique majeur pour notre pays». Ce festival est en outre un facteur de brassage et de dialogue interculturel. Cette année, compte tenu du contexte sécuritaire que vit le Mali, les organisateurs ont décidé d'offrir une édition spéciale de Ségu'Art Festival sur le Niger dédiée à la réconciliation et à la cohésion sociale. Cette édition a porté sur les composantes : Cara-



vane Culturelle pour la Paix, Foire de Ségou, Expositions d'art, Colloque de Ségou, entre autres. Ségu'Art est un rendez-vous annuel de manifestations traditionnelles, de caravane culturelle, de musique, d'art, des concerts géants sur les berges du fleuve Niger etc. Ainsi, pendant une semaine, l'imagination créative d'environ 400 artisans et créateurs étaient conjugués pour donner un cocktail agréable au public. Des artisans et créateurs étaient venus d'une vingtaine de pays de la sous-région ouest africaine et d'ailleurs, en vue d'apporter une autre dimension attirant à la pluralité culturelle de l'Afrique.

Ce marronnier, qui promeut la créativité artisanale et profite à l'économie locale de la région de Ségou à tra-

vers son programme de développement local, coïncide avec la 14^{ème} édition du Colloque de Ségou. Sur et devant la scène du festival de Ségou (centre), montée au bord de l'eau, les autorités ont mis en place un dispositif sécuritaire pour assurer le bon déroulement du festival. Selon le commandant Diallo, représentant du ministère de la Sécurité, deux navettes sont en patrouille sur le Niger où une dizaine de soldats se postent au bord de l'eau.

En 16 ans d'existence, cet évènement pluridisciplinaire, plus grand rendez-vous culturel malien, s'est toujours tenu. Cette année encore des dizaines de milliers de personnes, selon les organisateurs, ont assisté pendant plusieurs jours aux concerts, spectacles, expositions et conférences.

UNESCO-PROMOTION DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE: L'Algérie participe au 13^{ème} Comité intergouvernemental de l'agence onusienne

L'Algérie a participé hier à Paris pour la première fois depuis 2015 aux travaux du 13^{ème} Comité intergouvernemental sur la mise en œuvre de la Convention de l'Unesco sur «la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles», a indiqué lundi un communiqué du secrétariat d'Etat, auprès du ministère de la Culture, chargé de la production culturelle.

L'Algérie, qui sera représentée par le ministère de la Culture, «prendra part, pour la première fois depuis 2015, date de sa ratification de cette Convention, aux travaux du 13^{ème} Comité intergouvernemental, du 11 au 14 février 2020, au siège de l'UNESCO à Paris», précise le communiqué du ministère.

La même source a fait savoir que la délégation algérienne participera à la session d'information sur le projet «Re/Penser les politiques culturelles» et la plate-forme en ligne «du suivi des politiques, dont l'objectif est d'analyser les tendances actuelles, les progrès dans la mise en œuvre de la Convention et l'identification des pratiques les plus innovantes dans le monde en matière de politiques culturelles».

Les travaux de ce 13^{ème} CIG porteront sur «la présentation du plan de travail pour 2020-2021, d'où le suivi des politiques et le renforcement des capaci-

tés, ainsi que les activités mettant en œuvre le Fonds International pour la Diversité Culturelle (FIDC)», ajoute-t-on de même source. Il s'agit également de l'approbation, au cours des ces travaux, du financement de nouveaux projets par le FIDC dans le cadre de son 10^{ème} appel, ainsi que «l'examen des conclusions de la 2^{ème} édition du Forum des organisations de la société civile et les synergies potentielles avec la Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste». Au menu des travaux du 13^{ème} CIG, il y a par ailleurs «l'évaluation de l'impact de l'environnement numérique sur l'accès aux contenus créatifs et sur les résultats des premiers projets financés par le Fonds international pour la diversité culturelle», précise la même source. Outre l'Algérie, les représentants de 16 pays partenaires participeront à ces travaux, dont le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mali, le Pérou, l'Indonésie, le Bangladesh, la Colombie, la Jamaïque, la Palestine, le Sénégal, l'Ouganda, la Tanzanie, et le Zimbabwe, ainsi que des représentants de la Suède, pays donateur.

Approuvée en 2005, la Convention sur la protection et la promotion des expressions culturelles est un traité ratifié par 145 Etats membres de l'Unesco. L'Union européenne y a adhéré en 2006.

Décès du chanteur sud-africain Joseph Shabalala, fondateur des Ladysmith Black

Joseph Shabalala, fondateur du mythique ensemble vocal zoulou a capella «Ladysmith Black Mambazo», est décédé à Pretoria à l'âge de 78 ans, a annoncé hier le gouvernement sud-africain à des médias. Créé dans les années 1960, «Ladysmith Black Mambazo», a explosé sur la scène internationale en collaborant à l'album-culte de Paul Simon «Graceland» sorti en 1986. Récompensé par cinq Grammy Awards, prestigieuses récompenses de la

musique américaine, le groupe compte à son actif une cinquantaine d'albums et plusieurs enregistrements avec des stars comme Stevie Wonder, Ben Harper ou encore Michael Jackson. Il s'était également produit lors de l'inauguration de Nelson Mandela à la présidence sud-africaine en 1994. Joseph Shabalala, avec sa voix de basse exceptionnelle, avait pris sa retraite en 2014, après avoir dirigé le groupe pendant plus de cinquante ans. Il avait de-

puis des soucis de santé, selon la chaîne publique SABC. Il est décédé dans un hôpital de Pretoria, a ajouté SABC sans préciser la cause de son décès.

Ladysmith Black Mambazo, actuellement en tournée aux États-Unis, tire son nom de sa ville sud-africaine d'origine Ladysmith (est), Mambazo signifiant «hache» en zoulou, car le groupe à ses origines, faisait un malheur lors des concours de chants et taillait en pièce ses concurrents.

SUÈDE

Le prix Polar récompense la diva Anna Netrebko et la compositrice Diane Warren

Le Polar Music Prize a été conjointement décerné mardi à la soprano russe Anna Netrebko et à la compositrice américaine Diane Warren, qui a signé d'innombrables tubes pour Céline Dion ou Whitney Houston notamment, annonce un communiqué du prix Polar, rapporté par des médias.

Les lauréates recevront chacune un million de couronnes (95.000 euros) lors d'un gala télévisé à Stockholm le 9 juin en présence du roi Carl XVI Gustaf de Suède. Surnommée «la nouvelle Callas», Anna Netrebko, 48 ans, est connue aussi bien pour l'amplitude de sa voix que pour son sens de l'interprétation, évoluant du bel canto aux rôles plus dramatiques comme la Tosca de Puccini.

«Des que je suis sur scène, quelque chose se passe et la qualité de la performance est dix fois meilleure, comme si une voix me disait quoi faire. Il en est toujours allé ainsi pour moi», a réagi la chanteuse, citée dans le communiqué du prix Polar. Onze fois nommée aux Oscars, Diane Warren, 63 ans, a

écrit pour une pléiade d'artistes, dont Justin Bieber, Cher, Christina Aguilera, Mary J. Blige, Whitney Houston mais aussi Céline Dion avec, «Because you loved me» (bande originale du film «Personnel et confidentiel») et Aerosmith avec, «I don't want to miss a thing» (bande originale du film «Armageddon»).

«Je n'ai pas confiance en moi en tant qu'être humain mais j'ai une confiance inébranlable en ma musique. Quand je sais que quelque chose sonne, qu'une chanson est faite pour quelqu'un, j'ai confiance, et cette confiance, rien ne peut l'ébranler», a commenté Diane Warren dans le communiqué. Le prix Polar de la musique se donne pour objectif de «briser les frontières musicales en réunissant les gens venus des différents mondes de la musique». Il a déjà récompensé Sting et Wayne Shorter aussi bien que Bob Dylan et Isaac Stern, Renée Fleming, Pierre Boulez et Joni Mitchell ou encore le groupe des Pink Floyd.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Emergence

Saison 1 - Épisode 1:
Enfant non identifiée



Un jet privé vient de s'écraser sur la plage de Long Island. Jo Evans, responsable de la police locale, se rend sur les lieux de l'accident. Dans les dunes, elle remarque une fillette qui semble désorientée. Examinée à l'hôpital, celle-ci ne présente aucune blessure mais souffre d'amnésie. Des agents de la sécurité des transports se présentent alors pour lui parler, mais l'enfant disparaît. Jo la retrouve et décide de la cacher chez elle, où elle vit avec son père Ed et sa fille Mia, le temps d'éclaircir la situation.

France 2 21:05

Il a déjà tes yeux

Saison 1 - Épisode 1:



A la rentrée scolaire, Benjamin, le fils adoptif de Sali et Paul, et Noé, leur fils biologique, se retrouvent dans la même classe de 4^e au collège. Sali est en pleine recherche de travail après avoir consacré ses dernières années à l'éducation de ses enfants. Paul continue son activité de fleuriste et peut toujours compter sur le soutien de son meilleur - et fantasque - ami, Manu. Mais quand son père Lazare - à qui Paul n'adressait plus la parole depuis des années pour une raison inconnue - débarque à l'improviste de Côte d'Ivoire, ce joyeux équilibre est bousculé.

France 3 21:05

Enquêtes de régions

Magazine régional



Paris-Ile-de-France. Faut-il détruire le périple ? Plus d'un million de véhicules empruntent chaque jour cette artère incontournable. Certains veulent son élimination. Paris est-elle vraiment une ville-poubelle ? • Nouvelle-Aquitaine. Précarité : peut-on vraiment s'en sortir ? Reportages : « Etudiant, je ne mange pas à ma faim », « Territoire zéro chômeur », « Retraité, je dois encore travailler »...

CANAL+ 20:07

Mauvaises herbes

Cinéma - Comédie



Après avoir passé son enfance dans un pays du Moyen-Orient en guerre, Wael vit désormais en banlieue parisienne, où il multiplie les arnaques sur le parking d'un supermarché avec la complicité de Monique, une retraitée. C'est là qu'ils rencontrent par hasard Victor, un vieil ami de Monique, choqué par leur combine. L'homme accepte pourtant de confier un poste d'éducateur à Wael, chargé pendant une journée d'encadrer six adolescents qui ont des difficultés d'intégration. Le jeune homme cherche péniblement à nouer contact avec eux.

TF1 21:05

Maison à vendre

Magazine de société



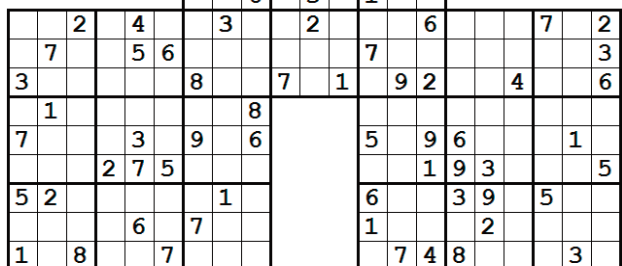
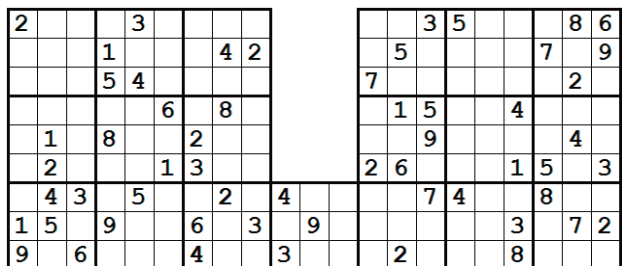
Marion, 37 ans, vit à Li-may, dans les Yvelines, où elle est professeure des écoles. Cette maman d'un garçonnet de 14 mois rêve de s'installer à la campagne. Mais auparavant, elle doit vendre son appartement. Celui-ci est très encombré par les jouets de son fils. Stéphane Plaza et Sophie Ferjani prennent les choses en main • Rose et Marc, 57 ans, habitent dans une demeure à Roissy-en-Brie, en Seine-et-Marne. Aujourd'hui, le couple souhaite investir dans une maison d'hôtes. Mais leur bien ne trouve pas preneur. Emmanuelle Rivassoux doit dépersonnaliser les lieux.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2385

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



Horizontalement:
Verticalement:

- 1 - Echange parfois confus
- 2 - Racommoderai
- 3 - Sélectionneurs politiques - Donc bien appris
- 4 - Démonstratif - Plus ou moins bien selon l'humeur - Affluent du Rhin
- 5 - Divaguer - Bien équilibré
- 6 - Pointe d'étoile - Copulative - Naturel
- 7 - Terminal - lessive - Précipita
- 8 - Désorienterai
- 9 - Garrotter - Sensible
- 10 - Embrassai - Délice breton

- A - Faucon mais de petite taille
- B - Appellerai - A la mode
- C - Bonne première balle - Petites brises
- D - Support de buste - Convive redoutable
- E - Refermera la plaie
- F - Lieu de délices - Peser l'emballage
- G - Graveleuses - Répandit
- H - Pénurie - Champion dans son genre
- I - Entends comme avant - Acquisition coûteuse
- J - Cité bourguignonne - Poudre usante
- K - Marque de respect - Convient
- L - Dessin technique - Repère de navigateur

Il n'y a rien de si injuste qu'un ignorant qui ne croit bien que ce qu'il fait lui-même.

Citation de TERENCE ; Les Adelphe - Ile s. av. J.-C.



Mots croisés n°2385

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1086

pudeur ridicule	bien figolé	favorable	nations	couleur de robe coordina- tion	fruit rouge	corps des avions
amateurs de pièces	louable	trauma- tisés	qui dure 12 mois		nommé par vote rage classique	près de
but du facteur exami- nérent				petit vent pièce du Nigéria		
souci		lichens grisâtres appel urgent		alumi- nium au labo gaines	lettre grecque muettes	porte- bonheur
longueuse		astres brillants entière- ment			l'argent en chimie fatigué	
drame nippon fais paraître			grande vigne lieu de bronzage			
dieu coquin sommets du Jura			sentit mauvais crack		poèmes d'antan releit	
	tueur	prénom de Baba outil de coupe		cantine militaire élu mais abrégé		posses- sif com- toises
prison	monnaie humaine			souillai		
			négation	partie d'écluse		
contrac- tion	sans éclat très efficace			ville du Valais baie du Japon		prê- tresses
			être a- moureux orient			
vieille			délaissée			couvrira d'étain
paradis perdu			souderei			
		vieux plis pièces de violons		arme de duel	crétins conduit d'assè- chement	
à cet endroit	la sœur de papa petite terre			domma- ge équipa		
		note de musique jamais dite		répandit ça et là		
montrera tour à tour dupa					objet de gabelle roule- ment	
			prince arabe			sous mi
quart de touristes		amour de Zeus		beau fruit antillais		

Solution

Sudoku n°2386

2	8	4	7	3	9	5	1	6												
5	3	9	1	6	8	7	4	2												
7	6	1	5	4	2	8	3	9												
4	9	5	3	2	6	1	8	7												
3	1	7	8	9	5	2	6	4												
6	2	8	4	7	1	3	9	5												
8	4	3	6	5	7	9	2	1	4	5	8	6	3	7	4	9	2	8	5	1
1	5	2	9	8	4	6	7	3	1	9	2	5	4	8	6	1	3	9	7	2
9	7	6	2	1	3	4	5	8	3	7	6	9	2	1	7	5	8	6	3	4

6	5	2	8	4	9	1	3	7	5	2	9	4	8	6	5	1	3	7	9	2
8	7	1	3	5	6	2	9	4	6	8	3	7	1	5	2	6	9	4	8	3
3	9	4	7	1	2	8	6	5	7	4	1	3	9	2	7	8	4	1	5	6
2	1	3	6	9	4	5	7	8												
7	4	5	1	3	8	9	2	6												
9	8	6	2	7	5	3	4	1												
5	2	7	4	8	3	6	1	9												
4	3	9	5	6	1	7	8	2												
1	6	8	9	2	7	4	5	3												

Mots Croisés n°2386

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	
1	C	H	A	S	S	E	C	R	O	I	S	E
2	R	E	C	O	U	D	R	A	I	S	P	
3	E	L	E	C	T	E	U	R	S	S	U	
4	C	E	L	U	N	E	E	A	A	R		
5	E	R	R	E	R	S	T	A	B	L	E	
6	R	A	I	E	T	E	C	R	U			
7	E	S	S	O	R	A	S	H	A	T	A	
8	L	E	G	A	R	E	R	A	S	M		
9	L	I	E	R	E	M	O	T	I	V	E	
10	E	N	S	E	R	R	A	I	F	A	R	

Grille géante n°1086

P	U	M	C	A	E	I	C	F
N	D	R	S	M	T	E	S	L
H	I	R	E	A	T	A	B	R
M	B	O	T	E	S	S	O	L
H	O	T	E	S	S	O	L	S
N	O	N	O	S	O	L	S	S
E	D	I	T	E	S	S	O	L
C	R	E	T	O	S	P	L	A
G	E	O	L	E	S	S	O	L
C	R	A	M	P	P	E	S	S
C	R	A	M	P	P	E	S	S
E	D	E	N	S	S	O	L	S
I	C	A	L	T	E	M	I	N
B	L	O	U	S	A	I	O	A
E	T	E	A	I	O	A	N	A

BADMINTON/ CHAMPIONNAT D'AFRIQUE (1^{ERE} JOURNÉE) :

Victoire de l'Algérie devant le Tunisie (5-0)

La sélection algérienne de badminton (messieurs) s'est imposée devant son homologue tunisienne sur le score de 5 à 0, en match comptant pour la 1^{ere} journée de l'épreuve par équipes du Championnat d'Afrique disputée lundi au Caire (Egypte). Versés dans la poule A, les badistes algériens ont remporté les cinq oppositions face aux Tunisiens, et seront opposés, mardi matin, à l'Ouganda avant d'affronter Maurice lors de la session du soir.

Dans le deuxième match de la poule A, Maurice s'est également imposée devant l'Ouganda sur le score de 5 à 0. La sélection algérienne de badminton prend part au Championnat d'Afrique seniors (dames et messieurs), qui se déroule au Caire (Egypte) du 10 au 16 février, avec l'ambition de garder son titre chez les garçons avec, à la clé, une qualification aux Jeux olympiques-2020 de Tokyo. La sélection dames joue en ce moment sa première rencontre contre le pays hôte l'Egypte avant d'affronter Maurice (mardi) et l'Afrique du Sud (mercredi). Lors du Championnat d'Afrique-2019 disputé à Port-Harcourt au Nigeria, l'Algérie avait remporté la médaille d'or de l'épreuve double-messieurs grâce à la paire Madal-Maameri qui s'était imposée en finale face à un duo nigérian lequel sera à nouveau, le principal adversaire des Algériens dans la course pour une qualification aux JO-2020.

Le prochain champion d'Afrique récoltera 6.000 points, ce qui le hissera davantage au classement mondial et lui permettra de valider son ticket pour les JO de Tokyo. Selon le programme du Championnat d'Afrique du Caire, la compétition par équipes est prévue du 10 au 13 février, alors que les épreuves individuelles auront lieu les 14, 15 et 16 du même mois.

CHAMPIONNAT NATIONAL MILITAIRE DE TIR AU FUSIL SEMI-AUTOMATIQUE À TELEGHMA :

Participation de 96 tireurs

Pas moins de 96 tireurs dont 16 dames participent au championnat national militaire de tir au fusil semi-automatique ouvert lundi au siège de la 7^e brigade blindée chahid Benhadj Messaoud à Telegghema (Mila).

Les participants à cette compétition de trois jours, représentent les 6 régions militaires, à savoir les états-majors des forces terrestres, des forces marines, des forces de défense aérienne du territoire, de la garde républicaine, de la gendarmerie nationale, la 1^{ere} brigade blindée, la 8^{eme} brigade blindée, la 12^{eme} brigade infanterie mécanique, la 40^{eme} brigade infanterie mécanique et l'école supérieure des troupes spéciales. Ils concourront dans le tir de précision et le tir de rapidité dans les trois positions debout, avec appui et couché sur des cibles situées à 200 mètres pour les messieurs et à 100 mètres pour les dames conformément aux

règlements du conseil international des sports militaires. Dans son allocution d'ouverture du championnat, le commandant de la 7^{eme} brigade blindée de Telegghema a souligné que l'objectif de la compétition est de préserver la réactivité des éléments de l'armée nationale populaire et de mettre en valeur leurs performances. Le représentant du service des sports militaires au ministère de la Défense Nationale, le colonel Farid Dilmi Bouras a souligné dans sa déclaration à la presse « l'importance du championnat qui permettra de sélectionner les meilleurs sportifs et sportives qui intégreront les sélections nationales militaires », louant les ré-



sultats obtenus lors des précédents rendez-vous sportifs.

Saluant en outre l'évolution « constante » du sport militaire national, le même officier a relevé

que le recours au comptage électronique dans ce championnat permet de connaître instantanément les résultats sans avoir à se déplacer vers la cible.

JEUX ARABES FÉMININS DES CLUBS / VOLLEY :

Le GS Pétroliers bat le CS Sfaxien (3-2) et va en finale

Les volleyeuses algériennes du GS Pétroliers se sont qualifiées en finale des 5^{es} Jeux arabes féminins des clubs, en s'imposant au tie-break (3-2) devant les Tunisiennes du CS Sfaxien (27-25, 25-23, 15-25, 20-25, 15-13), pour le compte des demi-finales disputées hier à Sharjah (Emirats arabes unis). Les Pétrolières affronteront en finale le vainqueur de la deuxième demi-finale opposant la formation égyptienne

de Sporting à son homologue émiratien de Club Sharjah. En basket-ball, le GS Pétroliers s'est également hissé au dernier carré et affrontera les Égyptiennes de Sporting à partir de 16h00 (algériennes). Cinq clubs algériens de cinq disciplines différentes prennent part aux 5^{es} Jeux arabes féminins organisés par la fondation Femme et Sports de Sharjah, du 2 au 12 février dans cette ville des Emirats arabes.

Les clubs algériens participent à cet événement sont le GS Pétroliers (basket-ball et volley-ball), les Associations sportives féminines de l'Arbaa et Bouzaréah (tennis de table), l'OM Birtouta (karaté) et Djibalouna d'Ouled Fayet (tir à l'arc). Au total, 15 pays arabes prennent part à ce rendez-vous sportif exclusivement réservé à la gent féminine qui se dispute dans neuf disciplines.

NATATION -- MEETING INTERNATIONAL DE NICE (200 M 4 NAGES) :

Médaille d'argent pour Jawad Syoud

Le nageur algérien, Jawad Syoud, a décroché la médaille d'argent de l'épreuve du 200 m 4 nages, lundi dans le cadre du meeting international de la ville de Nice (France). Jawad Syoud (20 ans) a pris la deuxième place de la finale B du 200 m 4 nages, réalisant un temps de 2:02.14, devancé par le champion d'Europe, le Suisse Jeremy Desplanches (1:57.76), médaillé d'or, et le champion du monde 2019 (petit bassin), le Hongrois Balazs Hollo (2:02.14), médaillé de bronze.

Considéré comme le premier Algérien de l'histoire à nager sous la barre de deux minutes sur le 200 m 4 nages, Syoud a réussi à monter sur le podium lors de ce meeting international marqué par la participation de champions du monde et olympique.

Quatre nageurs algériens ont pris part au meeting de Nice sous les couleurs de leurs clubs respectifs : Jawad Syoud (Aeron Swim Budapest/Hongrie), Remzi Chouchar (Saint-Raphael/France), Oussama Sahnoune (Cerle des nageurs de Marseille/France) et Amel Melih (Saint Priest/France). Le meeting de Nice constitue une étape préparatoire pour les quatre nageurs algériens en prévision des championnats d'Afrique en eau libre, prévus la mi-avril en Afrique du Sud. Trois nageurs ont d'ores déjà réalisé les minima en vue des JO-2020 de Tokyo. Il s'agit d'Oussama Sahnoune (minima A au 50 m et 100 m nage libre), Jawad Syoud (minima B au 200 m 4 nages) et Abdellah Ardjoune (minima B au 100 m et 200 m Dos).



TENNIS DE TABLE/TOP 16 AFRICAÏN :

Participation attendue de quatre pongistes algériens à Tunis

Quatre pongistes algériens seront appelés à prendre part au Top 16 africain, prévu du 24 au 26 février à Tunis, aux côtés de 28 autres athlètes désignés par la Fédération africaine de tennis de table (ATTF), selon la liste des participants publiée par la Fédération internationale de la discipline (ITTF). Les Algériens Sami Kherouf, Larbi Bouriah, Katia Kessaci et Lynda Loghraïbi seront présents à cette compétition qui précédera le tournoi qualificatif aux Jeux Olympiques de Tokyo-2020, prévu du 27 au 29 février, également dans la capitale tunisienne. Le Top 16 africain sert de qualification à la Coupe du monde ITTF 2020, prévue pour les messieurs à Düsseldorf en Allemagne (16-18 octobre) et pour les dames à Bangkok en Thaïlande (23-25 octobre). Le système de compétition prévu pour le Top 16 africain (messieurs et dames) permettra de répartir les pongistes en quatre groupes de quatre. Les deux premiers de chaque groupe passeront au second tour pour jouer dans un tableau à élimination directe.



Liste des participants:

Messieurs:
Omar Assar (Egypte)/Vainqueur de la dernière édition, Sami Kherouf (Algérie), Mutua Brian (Kenya), Gedeon Kassa (Congo), Oba Oba Kizito (Côte d'Ivoire), Shane Overmeyer (Afrique du Sud), Aruna Quadri (Nigeria), Ahmed Salah (Egypte), Olajide Omotayo (Nigeria), Ibrahima Diaw

(Sénégal), Saheed Idowu (RD Congo), Kokou Dodji Fanny (Togo), Hmam Adam (Tunisie), Olabiyyi Monday (Bénin), Theo Cogail (Afrique du Sud), Bouriah Larbi (Algérie).

Dames:

Dina Meshref (Egypte)/Vainqueur de la dernière édition, Fadwa Garcia (Tunisie), Gulti Marta (Ethiopie), Kimbu Flavia (Congo), Bello Fatimo

(Nigeria), Musfiqah Kalam (Afrique du Sud), Edem Offiong (Nigeria), Hanffou Sarah (Cameroun), Youssa Hilmy (Egypte), Lynda Loghraïbi (Algérie), Katia Kessaci (Algérie), Siameen Mookrey (Afrique du Sud), Amma Litobaka (Congo), Saidani Safa (Tunisie), Harena Dimbimiari (Madagascar), Jalim Nandeshwaree (Maurice).

COUPE D'ALGÉRIE DE CYCLISME CADETS :

La 1^{ere} manche les 14 et 15 février à Sidi Bel-Abbès

Les épreuves de la 1^{ere} manche de la Coupe d'Algérie cyclisme cadets garçons auront lieu les 14 et 15 février à Sidi Bel-Abbes, a-t-on appris hier des organisateurs. Cette compétition de la petite reine de deux jours, organisée par la Fédération algérienne de cyclisme avec le concours de la ligue de la wilaya de Sidi Bel-Abbes de la discipline, verra la participation de plus de 80 jeunes coureurs cyclistes de dix clubs de différentes ligues de wilayas du pays. Le programme de la première manche prévoit le déroulement d'une course contre la montre de 7 kilomètres de la localité de Habara vers Sidi Ali Boussidi. La seconde étape, prévue samedi dans la commune d'Aïn Trid, prévoit une course sur route sur une distance de 54 kilomètres, a-t-on fait savoir.

FOOTBALL/LIGUE 1 (18E JOURNÉE): Le 5 Juillet rouvrira lundi à l'occasion du derby CRB-NAHD

Le stade olympique du 5-Juillet (Alger) rouvrira ses portes lundi après la fin des travaux de réfection, à l'occasion du derby CR Belouizdad - NA Hussein-Dey, comptant pour la 18e journée du championnat de Ligue 1, a indiqué mardi la Ligue de football professionnel (LFP).

«Signalons que la désignation de cette confrontation a été décidée conformément à l'accord entre les deux clubs conclu avant le déroulement du match de la phase aller.

Les dirigeants des deux formations se sont entendus à disputer leurs rencontres aller et retour dans cette enceinte», rappelle la LFP.

Fermée en novembre dernier, l'enceinte olympique a subi depuis une vaste opération de modernisation et mise à niveau, selon les dernières directives du Gouvernement, qui a donné son accord pour le financement de plusieurs opérations.

La direction de l'Office du complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf a profité de la fermeture du 5-Juillet, pour la réfection de la pelouse en gazon naturel, afin de relancer le projet d'installation de portiques électroniques aux différentes entrées de cette



enceinte. Il est utile de rappeler que ce projet date de 2015 lorsque le stade du 5-Juillet avait déjà subi toute une opération de réhabilitation qui a duré plusieurs mois (de septembre 2013 à

avril 2015). La mise en service de ces équipements devrait permettre à l'OCO et à la direction du temple olympique de lutter contre la fraude et d'améliorer les recettes issues de la billette-

rie, sans compter un meilleur contrôle des accès et une sécurisation des entrées de l'enceinte.

D'autres opérations ont également eu lieu, comme la réfection des vestiaires.

COUPE D'ALGÉRIE (1/8 DE FINALES) Le MC Oran en stage à Alger avant d'affronter le WA Boufarik

Le MC Oran effectuera à partir de mardi un mini stage à Alger en prévision de ses prochains matchs respectivement à Boufarik et Constantine dans le cadre des huitièmes de finale de la coupe d'Algérie et la 18e journée de la Ligue 1, a-t-on appris lundi auprès du staff technique de cette équipe.

Les protégés de l'entraîneur Bachir Mecheri éliront domicile à Ouled Fayet (Ouest d'Alger) dans un site qui les a accueillis lors de leur stage de préparation estivale.

Ce regroupement s'étalera jusqu'à samedi prochain date du départ des Rouge et Blanc vers Constantine pour y affronter le Chabab local en championnat, a-t-on précisé de même source.

Le MCO, qui reste sur un nul à domicile face à l'ES Sétif (1-1) samedi passé pour le compte de la 17e journée de la Ligue 1, aura la mission difficile jeudi sur le terrain du WA Boufarik, leader du groupe Centre de la Division nationale amateur et tombeur du MC Alger, 3e au classement de la Ligue 1 au cours du tour précédent.

En dépit de ses problèmes internes qui se sont accrues cette saison, le MCO table énormément sur l'épreuve populaire pour renouer avec les consécration qui le fuient depuis 1996, date de son quatrième et dernier trophée en coupe d'Algérie.

Même en championnat, où les «Hamraoua» ont triomphé à quatre reprises également, le club n'a plus gagné un titre depuis 1993.

Pour l'actuelle saison, les protégés de Bachir Mecheri partagent la cinquième place avec l'USM Alger et l'ES Sétif avec 24 points chacun, distancés de 9 unités par le leader, le CR Belouizdad qui en compte 33.

SUPERCOUPE D'AFRIQUE/ ES TUNIS- ZAMALEK: Mustapha Ghorbel chargé de la VAR



L'arbitre international algérien Mustapha Ghorbel est retenu parmi un trio chargé de l'Assistance Vidéo à l'Arbitrage «VAR» lors de la rencontre du Supercoupe d'Afrique devant opposer les Tunisiens de l'ES Tunis aux Egyptiens du Zamalek SC le 14 février à 17h00 à Doha (Qatar), a indiqué lundi la Confédération africaine de football (CAF) Outre Ghorbel, les deux autres membres du trio de la VAR sont: Janny Sikazwe (Zambie) et Gerson Emiliano dos Santos (Angola).

Quant à la rencontre elle sera dirigée l'arbitre international sud-africain Victor Miguel de Freitas Gomes.

Il sera assisté de son compatriote Zakhele Thusi Siwela et du Lesothane Souru Phats'wane.

Le quatrième arbitre est le sénégalais Maguette N'Diaye.

L'ES Tunis est détenteur de la Ligue des champions et le Zamalek est vainqueur de la Coupe de la Confédération de football.

FOOTBALL / LIGUE 2: L'ASM Oran et l'USM Annaba sanctionnées de deux et un matchs à huis clos

L'ASM Oran a été sanctionnée de deux matchs à huis clos et 20.000 DA d'amende pour «jet de projectiles sur le terrain entraînant des dommages physiques à un officiel de match» contre la JSM Béjaïa (1-2) comptant pour la 18e journée de Ligue 2, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP). La commission de discipline de la LFP, réunie lundi, a infligé d'autre part un (1) match à huis clos et 200.000 DA d'amende à l'USM Annaba (L2) pour «jet de projectiles sur le terrain» lors de la rencontre face au RC Arbaâ (1-1).

L'USMAn a écopé également d'une amende de 50.000 DA pour «mauvaise organisation».

Par ailleurs, deux entraîneurs ont été suspendus par la commission jusqu'à leur audition lors de la séance du

lundi 17 février. Il s'agit d'Azzedine Aït Djoudi (NA Hussein-Dey/Ligue 1) et Mustapha Biskri (DRB Tadjenanet/Ligue 2).

Quant à Mustapha Sebaâ, «entraîneur des gardiens» du MC El Eulma (L2), il a été suspendu pour deux matchs en plus de l'avertissement reçu au cours de la partie perdue contre l'AS Khroub (4-0) et comptabilisé comme avertissement simple.

Il est interdit d'accès au terrain et aux vestiaires. La commission de discipline a infligé aussi des suspensions de trois mois à Bensidine El Hadi, président de l'AS Ain M'lila (L1) et Bouakaz Chakib Oussama, président de l'Amel Bousaâda (L2) pour «atteinte à la dignité et à l'honneur envers officiel de match».

COUPE D'ALGÉRIE (8E DE FINALE) «L'ES Sétif est déterminée à se qualifier aux quarts de finale» (El Kouki)

L'Entente sportive de Sétif est «prête et déterminée» à se qualifier pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie à l'occasion de la réception du CS Constantine jeudi prochain en 8e de finale de l'épreuve populaire, a déclaré lundi l'entraîneur de l'équipe, Nabil El Kouki.

«L'équipe est entrée en phase de préparation et nous sommes décidés à arracher le billet de qualification au prochain tour» a indiqué à l'APS, le coach de l'ESS, avant l'entame de la séance d'entraînement en prévision de la rencontre contre le CS Constantine qui aura lieu jeudi au stade du 8 mai 1945, dans le cadre des 8èmes de finale de la Coupe d'Algérie.

«Nous sommes entièrement prêts et déterminés à concrétiser cet objectif en dépit de la difficulté de la rencontre contre une grande équipe en pleine



forme qui a remporté une victoire importante à l'extérieur face à l'USM Alger», a souligné le technicien tunisien.

Et d'ajouter: «Nous veillerons à préserver la série des résultats positifs, en jouant jeudi sur notre terrain, nous allons bénéficier du soutien de nos supporters avec lesquels nous sommes réconciliés après le passage à vide de la

phase aller». «Il n'y aura pas de préparation spéciale pour ce derby pour manque de temps», a précisé El Kouki, soulignant que le travail sera focalisé sur la récupération et la préparation mentale.

En plus des incertitudes autour de la participation d'Amir Karaoui à ce match, l'ESS sera privée des services de l'attaquant Habib Bougelmouna et du défen-

seur Saadi Redouane, a-t-il indiqué.

S'agissant de l'absence des joueurs récemment recrutés, Mohamed Benyahia et Houari Ferhani (suspendu sur décision du comité médical de la FAF depuis juillet dernier), le coach tunisien a affirmé que ces deux joueurs «ne faisaient pas dès le départ partie du groupe».

La formation de l'ESS compte un effectif de 22 joueurs et l'absence de certains joueurs ne posera pas de problèmes, car nos éléments sont motivés et conscients de la responsabilité, selon Nabil El Kouki.

«Les stages de préparation de l'équipe ont été soigneusement étudiés et ont pris en compte le facteur du calendrier chargé, et le fait de jouer un match tous les quatre jours est normal et nous devons nous adapter à cette situation», a-t-il signalé.

FOOTBALL / INTER-RÉGIONS - MISE À JOUR : Le programme

Gr. Est

Mercredi à 14h00 :

E. Collo - IRB El Hadjar

ORB Boumahra Ahmed - ES Guelma

APS

FOOTBALL / COUPE D'ALGÉRIE (SENIORS DAMES) : Les résultats du tirage au sort

La Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie de football a effectué les tirages au sort des 16es, 8es, 1/4 et demi-finales de l'édition 2019-2020 (seniors dames) qui ont donné lieu aux confrontations suivantes:

16es de finale :

1. AS Oran Centre - SMBT Touggourt
2. ASE Béjaïa - JD Batna
3. ESF Amizour - FC Constantine
4. F. Casbah - CSA Oum El-Bouaghi
5. ASJ Canastel - ASE Alger Centre
6. ARTES Tébessa - AFFAK Relizane
7. ASFW Béjaïa - ES Maghnia
8. JF Khroub - F. Ain Témouchent
9. AS Intissar Oran - W. Djelfa
10. F. Ténès - MZ Biskra
11. ASD Tizi-Ouzou - Union Etoiles Ouargla
12. AS Sûreté Nationale - M. Ain Beïda
13. AR Guelma - CF Bouhatem
14. El Wafa Hassi Messaoud - CF Akbou
15. AC Biskra - FC Béjaïa
16. ALS Batna - N. Boumerdès

8es de finale:

- A) Vainqueur 03 - Vainqueur 05
- B) Vainqueur 15 - Vainqueur 13
- C) Vainqueur 09 - Vainqueur 04
- D) Vainqueur 16 - Vainqueur 07
- E) Vainqueur 10 - Vainqueur 12
- F) Vainqueur 02 - Vainqueur 01
- G) Vainqueur 06 - Vainqueur 08
- H) Vainqueur 11 - Vainqueur 14

1/4 de finale:

- I) Vainqueur (G) - Vainqueur (D)
- J) Vainqueur (E) - Vainqueur (F)
- K) Vainqueur (A) - Vainqueur (C)
- L) Vainqueur (B) - Vainqueur (H)

Demi-finales:

- Vainqueur (K) - Vainqueur (J)
Vainqueur (I) - Vainqueur (L)

Les matchs des 16es de finale auront lieu les 28 et 29 février, alors que les dates des rencontres des autres tours ainsi que les stades de domiciliation seront communiqués ultérieurement.

FOOTBALL/RÉGIONALE 1 (LIGUE DE SAÏDA) La famille du joueur de Lardjem, le défunt Mouloud Maazouz honorée

L'association «Radiuse» a honoré, lundi 12 février, la famille du joueur du club de Lardjem (régionale 1/Saïda), Mouloud Maazouz décédé samedi dernier d'un arrêt cardiaque à l'âge de 24 ans.

Le président de l'association précitée, Kada Chafi a souligné, à cette occasion, que la mort du jeune joueur Mouloud Maazouz est une grande perte pour le football dans la wilaya de Tissemsilt et national étant donné qu'il était un élément clé au club de Lardjem.

Il a ajouté que cet hommage est un geste modeste de l'association Radiuse pour ce joueur qui a donné un plus à son équipe occupant une place avancée au championnat régional 1 (ligue de Saïda). Le père du défunt Maazouz a fait part de sa grande tristesse et un sentiment de fierté pour cet honneur qui prouve la grande place qu'a occupé son joueur au sein de ses camarades et de la famille footballistique. L'association a également effectué une visite au siège de la direction du club «NRB Lardjem» en compagnie d'anciens joueurs de l'équipe nationale dont Mohamed Khazrouni, Bilal Zouani et Fodhil Megharia. Le joueur défunt Mouloud Maazouz est décédé samedi dernier suite à un arrêt cardiaque en route dans sa voiture sur la CW 6 reliant les communes de Sidi Abed et Tissemsilt.

TOURNOI UNAF-2020 (FÉMININE): La sélection nationale peaufine sa préparation

L'équipe nationale A féminine poursuit sa préparation au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa en prévision de sa participation au tournoi UNAF qui se déroulera en Tunisie du 13 au 23 février 2020, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) mardi sur son site officiel.

Les joueuses ont effectué deux séances d'entraînement, hier lundi.

Celle de la matinée a été réservée au travail physique, alors que celle de l'après-midi, a été axée sur les aspects technico-tactiques.

Pour ce second stage, après celui effectué en janvier, le sélectionneur national Madjid Taleb a convoqué 26 joueuses qui seront soumises à une évaluation avant d'en sélectionner les 22 qui feront le déplacement de Tunis ce mercredi, a ajouté la même source.

Le tournoi de l'UNAF réservé aux sélections



féminines servira d'opportunité pour « tester le niveau de la sélection nationale et des joueuses en guise de préparation pour le match contre le Burkina Faso, en avril prochain, pour le compte du 1er tour (aller) des éli-

minatoires de la 14e édition Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2020).

En cas de qualification au prochain tour, la sélection algérienne affrontera son homologue ivoirienne en juin 2020.

NOUVEL ENTRAÎNEUR DU MCA Si je ne décroche pas le podium, je partirai

L'entraîneur Nabil Neghiz, officiellement installé aux commandes techniques du MC Alger mardi, a dès lors annoncé que s'il "n'arrive pas à terminer la saison parmi les trois premiers", il présenterait aussitôt sa "démission", lui qui s'est engagé avec Le Doyen pour un contrat de 18 mois.

"Certes, je prends le club dans des conditions difficiles, mais ce n'est pas pour autant une excuse pour revoir ses objectifs à la baisse. Nous sommes actuellement sur la troisième marche du podium et je considère que c'est une position favorable pour continuer à jouer les premiers rôles, et même pour prétendre au titre" a-t-il ajouté en conférence de presse, au stade du 5-Juillet. L'ex-entraîneur adjoint de l'Équipe nationale a reconnu que "le départ de certaines pièces maîtresses, comme Farouk



Chafaï, Ayoub Azzi et Sofiane Bendebka a beaucoup amoindri le gros potentiel, qui avait permis au MCA de bien démarrer la saison", mais il s'est dit "prêt à faire avec les moyens du bord", pour maintenir la cadence et atteindre ses objectifs.

"Ma première mission consiste à remettre l'équipe sur les bons rails. Ce qui passe par redonner confiance aux joueurs, tout

en récupérant les blessés, comme Abdelmoumène Djabou, car leur apport nous sera probablement très bénéfique" a-t-il expliqué.

Une fois ce premier objectif atteint, Neghiz essaiera de récolter les points qui lui permettront de concurrencer le CR Belouizdad pour le titre, à commencer par le chaud duel contre la JS Saoura, prévu samedi pour le compte de la 18e journée.

"Le MCA reste sur une belle victoire en déplacement, mais c'était en Coupe arabe. Les choses seront totalement différentes en championnat et il faudra donc répondre présent" a-t-il tenu à rappeler, avant d'espérer "revoir les joueurs confiants et libérés, comme face au Raja de Casablanca", ce qui avait joué un grand rôle dans cette victoire au Maroc (0-1).

FIFA

La Fifa crée un fonds pour aider les joueurs en cas de salaires impayés

La Fédération internationale de football (Fifa) va mettre en place à compter du 1er juillet prochain un fonds de 14,6 M EUR qui permettra d'apporter un soutien financier aux joueurs en cas de salaires impayés, a annoncé mardi l'instance basée à Zurich.

La création de ce fonds, financé uniquement par la Fifa, fait suite à un accord entre la fédération internationale et la Fifpro, le syndicat mondial des joueurs.

Plusieurs rapports récents, dont celui de la Fifpro, «attestent de la profusion de cas de salaires impayés partout dans le monde», explique la Fifa dans un communiqué.

S'il ne pourra pas couvrir la totalité des sommes dues aux joueurs, ce fonds «constitue néanmoins un important filet de sécurité». «Cet accord et notre engagement à venir en aide aux joueurs en difficulté montrent de quelle manière nous concevons notre rôle d'instance diri-

geante du football mondial. Nous sommes aussi là pour aider ceux qui en ont besoin», a expliqué Gianni Infantino, président de la Fifa, cité dans le communiqué.

Ces cinq dernières années, «plus de cinquante clubs dans vingt pays ont mis la clé sous la porte, faisant ainsi traverser à des centaines de footballeurs des périodes difficiles et pleines d'incertitude», a ajouté Philippe Piat, le président français de la Fifpro. La création de ce fonds fait partie des discussions portant sur la réforme des transferts et constitue une demande ancienne de la Fifpro.

A l'origine, selon des sources concordantes, la Fifpro avait souhaité que ce fonds soit également financé par un prélèvement sur les transferts ou une contribution des clubs.

Mais certains acteurs s'y étaient opposés estimant que cela pouvait «déresponsabiliser» certains clubs.

LIGUE 1/USM BEL ABBÈS L'entraîneur Yaiche renonce à sa démission et tire la sonnette d'alarme



L'entraîneur de l'USM Bel Abbès, Abdelkader Yaiche, a indiqué mardi avoir renoncé «pour le moment» à sa démission répondant favorablement aux vœux des dirigeants et des supporters à quelques jours de la réception de l'USM Annaba pour le compte des huitièmes de finale de la coupe d'Algérie de football.

«Je ne pouvais pas tourner le dos aux supporters et dirigeants qui ont insisté pour que je reste aux commandes techniques, surtout dans ces moments difficiles que traverse l'équipe», a déclaré Yaiche à l'APS.

Le technicien algérois avait annoncé la semaine dernière que le match en déplacement contre le CAB Bordj Bou Arrridj allait être son dernier à la barre technique de l'USMBA, dénonçant, à ce titre, l'ingérence de certaines personnes étrangères à la direction du club dans les affaires techniques de l'équipe.

Cette même position a été également prise par les autres membres du staff technique qui comptaient à leur tour quitter le navire après la rencontre de samedi passé, soldée par la troisième défaite de rang des Vert et Rouge de la «Mekerra» en championnat, rappelle-t-on. Commentant cette mauvaise passe que traversent les siens, après avoir réussi à remonter la pente jusqu'à arriver à se classer à la troisième place, Abdelkader Yaiche a précisé qu'il s'y attendait, «en raison des nombreux problèmes auxquels est confronté le club notamment sur le plan financier».

«Les mouvements de grève à répétition des joueurs nous ont joué un mauvais tour.

On n'a pas aussi profité de la trêve hivernale pour recharger les batteries, puisque les joueurs ont refusé de s'entraîner pendant plusieurs jours pour réclamer la régularisation de leur situation financière.

C'est tout à fait normal qu'on soit affectés par toutes ces turbulences», a expliqué le même interlocuteur.

L'enchaînement des contre-performances a engendré un climat de tension dans l'entourage du club poussant l'entraîneur à demander aux dirigeants de programmer un mini stage à leur équipe en prévision du match de coupe prévu pour jeudi.

C'est ainsi que les coéquipiers d'He Belhocini ont pris leurs quartiers à Tlemcen depuis lundi.

«On a voulu éloigner les joueurs de la grosse pression qui pèse désormais sur leurs épaules, d'où notre décision d'organiser ce mini stage à Tlemcen pour bien préparer le match de coupe, sur lequel on table énormément pour enclencher un nouveau départ», a encore dit Yaiche, dont l'arrivée au club lors des premières journées du championnat en remplacement de Younés Ificene a permis aux Vert et Rouge de réussir une remontée spectaculaire au classement après avoir longtemps occupé la dernière place.

Cependant, au vu de la situation prévalant actuellement à l'USMBA, le coach tire la sonnette d'alarme, mettant en garde contre la poursuite de la chute de son équipe sur le plan des résultats, «ce qui mettrait l'avenir du club parmi l'élite en péril», a-t-il prévenu.

OBLAK SUR LE POINT DE BATTRE UN RECORD !

C'est un nouveau record que Jan Oblak est sur le point de s'offrir en Espagne. Titulaire contre Grenade samedi, il a une nouvelle fois tenu sa cage inviolée pour offrir une victoire (1-0) aux Colchoneros. Avec cette performance, le portier slovène s'est adjugé un 99ème clean sheets en Liga, en 176 rencontres depuis son arrivée à l'Atlético Madrid en 2014. Contre Valencia, vendredi prochain, il pourrait devenir le portier à atteindre le plus rapidement la barre des 100 matchs sans encaisser de but.



Costa incertain pour le 8^e de finale

Touché à la cuisse gauche, Douglas Costa est absent pour une durée de 15 à 20 jours a indiqué la Juventus. La participation du Brésilien au match aller des 8es de finale de la Ligue des champions contre l'OL le 26 février est donc compromise.

Remplacé à la 72e minute du match Hellas Vérone - Juventus Turin, l'attaquant Douglas Costa souffre d'une lésion du biceps fémoral de la cuisse gauche. Le club turinois a indiqué qu'il serait indisponible pour une durée de 15 à 20 jours (lire ici). Une blessure qui pourrait le priver du match aller des 8es de finale de la Ligue de champions contre l'Olympique lyonnais prévu le 26 février.

Firmino courtisé par le Bayern

L'attaquant de Liverpool, Roberto Firmino, intéresserait un cadon de la Bundesliga en vue du prochain mercato estival.

Selon les informations du journal anglais The Sun, le Bayern Munich envisagerait la venue de l'avant-centre brésilien, en parallèle du dossier Leroy Sané (Manchester City). La formation bavaroise serait disposée à offrir 75 millions de livres, soit près de 90 millions d'euros, au club de la Mersey pour le footballeur de 28 ans. Lié avec les Reds par un contrat à long terme, l'ancien joueur de Hoffenheim porte le maillot de Liverpool depuis l'été 2015. Cette saison, Roberto Firmino a marqué 8 buts en 25 rencontres de Premier League.



Man Utd penserait à Sergio Ramos !

Selon Don Balon, l'international espagnol de 33 ans aurait sur la table une offre émanant de Manchester United, d'un montant qui n'est pas connu. Déjà intéressé par le passé par l'Andalou, les Red Devils logneraient toujours le capitaine de la Maison Blanche. Sergio Ramos est encore sous contrat jusqu'en juin 2021 avec le club merengue. Une récente information évoquait une possible prolongation de son bail, mais le fait qu'il n'ait pour l'heure rien signé suscite la curiosité de Manchester United.

Déjà trois offres pour Aubameyang !

Les dirigeants d'Arsenal sont déjà contactés pour Pierre-Emerick Aubameyang.

Mécontent de la façon dont se passent les choses à Arsenal depuis quelques mois, Pierre-Emerick Aubameyang va certainement quitter les Gunners en fin de saison. L'ancien attaquant du Borussia Dortmund l'aurait fait savoir à ses dirigeants et ne prolongera pas son contrat. Plusieurs clubs sont sur le coup et auraient déjà contacté son entourage en vue de la prochaine intersaison. Selon la presse spécialisée, en plus du Barça, l'Inter Milan et la Juventus sont très intéressés à l'idée de recruter l'ancien buteur stéphanois.



Mesut Ozil est prêt à partir libre

Actuellement lié à Arsenal jusqu'en juin 2021, l'international allemand Mesut Ozil n'aurait pas prévu de s'en aller dans les prochains mois.

En effet, le champion du monde 2014 a confirmé qu'il voulait poursuivre son aventure avec Arsenal jusqu'à l'issue de son contrat. Âgé de 31 ans, l'ancien joueur de Schalke 04, du Werder Brême et du Real Madrid notamment ne ferme aucune porte pour la suite de sa carrière, mais ne se projette pas, comme il l'a annoncé au média The National. Ozil a été titularisé à 15 reprises en Premier League cette saison.



LIBYE

Boukadoum : le peuple libyen, seul habilité à choisir qui le représente

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a réaffirmé, hier à Alger, que «le peuple libyen est le seul habilité à choisir qui le représente», infirmant «un quelconque mécontentement» du Gouvernement légitime en Libye en raison de sa dernière rencontre avec le Maréchal Khalifa Haftar.

«Les choses se sont bien passées lors de ma dernière visite en Libye, il n'y a aucun problème. Nous ne faisons aucune différence entre toutes les parties libyennes, car seul le peuple libyen est habilité à choisir qui le représente», a déclaré le ministre à la presse en marge d'une plénière de l'APN consacrée à la présentation et au débat du Plan d'action du gouvernement.

Infirmant «un quelconque mécontentement» du Gouvernement légitime en Libye suite à sa dernière rencontre avec le Maréchal Khalifa Haftar, M. Boukadoum a précisé avoir rencontré le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Taher Siala et «cette question n'a pas été soulevée». «La position de l'Algérie est claire envers tous les frères libyens et non seulement ceux de Tripoli et Benghazi», a-t-il souligné.

ELECTRICITÉ

Sonelgaz prépare le lancement d'un compteur électrique intelligent "made in Algeria"

Le groupe Sonelgaz prépare le lancement, dès l'année prochaine, d'un compteur électrique «intelligent» conçu et fabriqué localement, a indiqué lundi le Président directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras. Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la 3^e édition du Salon de l'électricité et des énergies renouvelables au Palais des expositions (Alger), M. Boulakhras a précisé que la Sonelgaz a fabriqué le prototype en collaboration avec l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) qui fournira au compteur intelligent la carte-mère. Le prototype sera testé en partenariat avec les universités et les centres de recherche spécialisés avant le lancement, dans quelques semaines, d'un concours destiné aux start-up désirant développer ce compteur. Pour s'assurer de son efficacité sur le terrain, ce compteur intelligent conçu par des compétences nationales sera testé sur une période de six mois, dans deux sites au nord et au sud du pays. Dès 2021, la Sonelgaz généralisera son utilisation au plan national, a fait savoir M. Boulakhras qui a révélé que la production des nouveaux compteurs se fera au niveau de l'Entreprise nationale des appareils de mesure et de contrôle (AMC) relevant du groupe dans la région d'El-Eulma. A une question sur le retard du lancement de ce compteur, le PDG de la Sonelgaz a déclaré que «de nombreux pays ont opté pour la solution facile qui est l'importation du compteur intelligent, contrairement à nous qui avons opté pour une intégration nationale. Certes nous avons tardé, mais ce produit «made in Algeria» est actuellement disponible». Le compteur électrique permet le suivi de la consommation électrique à distance à travers l'enregistrement et le transfert des données détaillées en temps réel.

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune reçoit une délégation du Front El-Moustakbal

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier matin, une délégation du Front El-Moustakbal, conduite par M. Abdelaziz Belaid, président du parti, dans le cadre des consultations qu'il a initiées sur la situation générale dans le pays et le projet d'amendement de la Constitution, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Lors de cette réunion qui s'inscrit dans le cadre des consultations qu'il a initiées avec des personnalités nationales, des dirigeants de partis et des associations de la société civile sur la situation générale dans le pays et le projet d'amendement de la Constitution pour asseoir les fondements



d'un Etat moderne dans un climat d'entente nationale, le Président de la République a écouté les avis et propositions

du président du Front El-Moustakbal sur la manière de contribuer à l'édification d'une nouvelle République dans le respect de la pratique démocratique, l'application de la loi et de la justice sociale et la garantie des droits de l'Homme et des libertés», précise le communiqué.

GOUVERNEMENT

Chenine : «L'ère de l'Algérie nouvelle nous impose à tous de travailler en synergie»

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, a affirmé hier que l'ère de l'Algérie nouvelle «nous impose à tous de travailler en synergie et dans la complémentarité conformément aux exigences de l'intérêt national et de la stabilité institutionnelle». Dans son allocution à l'occasion de la présentation du Plan d'action du gouvernement par le Premier ministre, M. Chenine a souligné que «l'ère de l'Algérie nouvelle nous impose à tous de travailler dans le cadre de la synergie, de la complémentarité, de la coopération et de la concertation, sans occulter les réalités du terrain et la configuration politique actuelle, mais en réagissant avec elles positivement conformément aux exigences de l'intérêt national et de la stabilité institutionnelle».

A ce propos, il a appelé à «la rupture avec les anciennes pratiques obsolètes, qui ont entravé les efforts, entamé les volontés et retardé les véritables initiatives de développement et de progrès sérieux». Soulignant que l'ère d'aujourd'hui est celle de la clarté et de la transparence dans la gestion, la distribution, et la prise en charge des affaires publiques, en tenant le peuple informé des réalités, des capacités et moyens disponibles loin de tout populisme, M. Chenine a mis en avant l'importance d'investir dans la ressource humaine en tant que «socle de tout processus d'édification solide et durable», afin de permettre, a-t-il dit «à la nouvelle République de mobiliser toutes les énergies et les potentialités pour opérer une véritable renaissance». Pour M. Chenine, le Plan d'action du gouvernement «traduit dans ses grandes lignes les priorités revendiquées par le peuple, en premier lieu le renouvellement du mode de gouvernance sur la base de la transparence et la moralisation de la vie publique, le rétablissement de la confiance du citoyen en ses institutions et l'autonomie de la justice, en sus des réformes financières et éco-

nomiques nécessaires à la création de la richesse et non l'épuisement du trésor public».

Le président de l'APN a estimé que le processus du dialogue national prôné par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constitue «la base de la bonne gouvernance», appelant «tout un chacun à l'adhésion à cette démarche en vue de rapprocher les vues et les visions autour des questions liées au pays et à son avenir». «La patrie appartient à tous. La patrie est bâtie par tous et ses problèmes sont supportés par toutes ses composantes dans le cadre d'un Etat où la suprématie est à la loi et la justice. Un Etat où règnent la morale et la vertu, l'attachement à la préservation des fondements de la Nation et ses dimensions civilisationnelles, et la consécration des facteurs de l'unité et de cohésion au sein même du tissu social de l'Algérie, forte de sa diversité et de ses richesses», a soutenu M. Chenine.

Il a estimé que le parachèvement de la réalisation des revendications du peuple a été l'axe du programme du Président de la République, qui a pour objectif le lancement d'un dialogue national inclusif, qui n'exclut aucune partie, et dont les conclusions consensuelles se traduisent par des réformes constitutionnelles, juridiques et économiques. Affirmant que le problème de l'Algérie c'est l'application sur le terrain, le choix pertinent de la ressource humaine et la capacité à faire prévaloir la compétence sur l'allégeance et la conviction sur la surenchère et les slogans, il a ajouté que «c'est là, un grand examen lors duquel nous veillerons, pour notre part, à apporter toute notre aide pour l'aboutissement de la démarche du gouvernement».

Au plan international, le président de l'APN a réitéré «son soutien à la démarche du Président de la République visant à assurer un retour en force de l'Algérie dans les fora internatio-

naux, en tant qu'acteur actif sur la scène mondiale, et particulièrement régionale».

«La voix de l'Algérie sera entendue car elle s'appuie sur les normes du droit, de la loi, du bon voisinage et des chartes internationales et prône l'apaisement des tensions à travers le dialogue constructif et responsable entre parties en conflit pour la reconstruction des sociétés sur la base des choix de leurs peuples et la réalisation de leurs intérêts suprêmes», a-t-il ajouté.

«C'est cette voie qui est empruntée dans l'initiative visant à rassembler les frères en Libye et c'est aussi celle qui a été la base du processus de réconciliation entre les frères au Mali. Elle constitue également le point d'appui de notre approche dans le traitement du dossier du Sahel fondé sur la priorité des pays concernés par la prise en charge du rétablissement de la sécurité et de la paix, avec le soutien de la communauté internationale», a poursuivi M. Chenine. S'agissant de la question palestinienne, M. Chenine a réitéré «la position constante de l'Algérie à l'égard de cette cause juste, son engagement en faveur des droits du peuple palestinien et son droit de recouvrer ses droits par tous les moyens, conformément aux objectifs et principes de la Charte des Nations Unies, considérant que ce qui a été appelé «Deal du siècle» ne peut être une initiative de solution mais des pratiques visant à conférer une légitimité à l'occupation sioniste et son expansion au détriment de toutes les décisions internationales».

ALGÉRIE-MONDE ARABE

Le ministre de l'Intérieur reçoit le SG du CMAI

Le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, a reçu, lundi à Alger, le secrétaire général du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur (CMAI), Mohamed Ben Ali Koumane. Dans une déclaration à la presse au terme de cet entretien, M. Koumane a indiqué que sa visite annuelle en Algérie intervient avant la tenue de la prochaine session du CMAI, précisant que M. Beldjoud a été convié à cette session qui sera consacrée à plusieurs thèmes en cette conjoncture extrêmement difficile que vit le monde.

Il a indiqué, dans ce cadre, que les réunions «permanentes» du CMAI traduisent «l'insistance du monde arabe à faire face à tous les défis, d'autant que «les défis sécuritaires sont

grands», a-t-il dit. Aujourd'hui, le monde fait face à plusieurs crimes, dont la drogue et le terrorisme, a souligné M. Koumane, précisant que ces dossiers «seront importants lors de la prochaine session du Conseil vu l'impératif d'éliminer le fléau du terrorisme étranger aux sociétés arabes». «La religion musulmane et la culture arabe vont à l'encontre de tout ce qui est lié au terrorisme», a-t-il soutenu. Le SG Ddu CMAI a tenu à saluer «le civisme» dont a fait preuve du peuple algérien lors des marches pacifiques qui ont ébahi le monde entier ainsi que «les bonnes pratiques des éléments de la sûreté», donnant ainsi «une image positive de l'Etat algérien, qui a misé sur son peuple qui a, à son tour, misé sur la préservation de ses acquis».

COMMUNICATION

Belhimer annonce un atelier consacré à l'avant-projet de loi sur la presse électronique pour le 20 février

Un atelier consacré à l'avant-projet de loi sur la presse électronique se tiendra le 20 février en cours à Alger, avec la participation de l'ensemble des professionnels du secteur, a annoncé hier le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une séance à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée à la présentation du plan d'action du gouvernement, M. Belhimer a précisé que cet atelier, le premier d'une série d'ateliers prévus sur la réforme du secteur de la communication, aura lieu à l'Ecole supérieure de journalisme et réunira l'ensemble des professionnels du secteur, des académiciens, des opérateurs et des experts pour leur soumettre un exposé démonstratif et un avant-projet de texte avant son adoption par l'Exécutif. Il a fait état, par ailleurs, de la révision de certains textes de loi régissant le secteur de la communication, notamment en matière de publicité et de l'audiovisuel, ajoutant que le Conseil national de la presse «remplacera l'Autorité de régulation de la presse écrite» et aura pour missions d'«établir la carte professionnelle, contrôler la diffusion par rapport à la publicité et instaurer, probablement, un tribunal arbitral de suivi et de l'éthique». Il a, en outre, souligné l'importance d'instaurer un «dialogue permanent» entre les professionnels du secteur, les experts, les académiciens et toutes les parties prenantes à l'acte de communication dans une démarche «inclusive et résiliente».

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur du Paraguay en Algérie

Le gouvernement algérien a donné son agrément à la nomination de Mme Maria José Aragana Mateu, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Paraguay auprès de la République algérienne démocratique et populaire, avec résidence à Lisbonne, a indiqué lundi le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.